

08

Publication de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Courrier International

Troisième époque

août 2012 - année 3

LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE FAIT FACE AUX PLANS DE L'UE

La marche des mineurs bouleverse l'Espagne

Courrier International

N° 08 / Août 2012

Présentation



La guerre civile en Syrie nous donne un exemple clair : malgré la répression de plus en plus sanglante du dictateur Al Assad, les rebelles semblent être sur le point de le renverser et de prendre le relais. Cette perspective met au premier plan une controverse intense au sein de la gauche. Nous trouvons-nous du côté de cette révolution contre une dictature ? Et, cela étant, combattons-nous pour une alternative qui est indépendante de l'impérialisme ? Ou s'agit-il plutôt d'un « complot de plus de l'impérialisme », comme le prétendent toujours les sympathisants de Castro et Chavez, ce qui nous mènerait à être avec Assad,? La section concernant le « Monde arabe » comprend également un article sur les élections en Egypte, ce qu'elles représentent, et l'analyse de l'accord entre l'armée égyptienne et les *Frères musulmans*, une organisation dont fait partie le président élu.

La section principale du magazine concerne l'Europe (« au bord du gouffre »), sa profonde crise économique, les grandes difficultés pour y mettre un terme, ainsi que les conséquences politiques, économiques et sociales de cette réalité.

L'Espagne fait l'objet d'un article en particulier, étant donné qu'elle semble se diriger vers une dynamique « à la grecque », vu sa crise économique, l'usure du gouvernement de Rajoy, ainsi que les processus de la lutte des classes dont témoignent la « Marche noire » sur Madrid des mineurs, et les grandes manifestations contre les mesures d'ajustement du gouvernement.

Et sur ce point, une analyse des résultats des élections en Grèce – avec la formation d'un gouvernement de *Nouvelle Démocratie* et l'analyse critique de la politique de la coalition de gauche, Syriza – complète la section.

Nous présentons également un article sur les prochaines élections présidentielles aux Etats-Unis, y compris un bilan de l'administration Obama et les perspectives de la lutte des classes dans ce pays. Et nous analysons la réalité du Paraguay, après le coup d'Etat parlementaire contre Lugo, comme expression de l'échec total de la politique de conciliation de classes de ce dernier.

La campagne pour le 30e anniversaire de la LIT-QI est présente à travers l'information sur différentes activités et publications, en particulier le rassemblement international du 1er décembre à Buenos Aires. Nous continuons aussi à mettre en valeur l'histoire du courant moréniste, rapportant la formation de la brigade Simon Bolivar qui a participé aux combats contre la dictature de Somoza au Nicaragua, en 1979. Il y a un lien étroit entre cette participation et la fondation, par la suite, de la LIT-QI.

Comme témoin de la réalité actuelle de notre organisation en Amérique centrale, nous commentons la fondation du Parti des Travailleurs (PT) au Costa Rica, issu de la jeune section dans ce pays, le MAS.

La construction d'organisations révolutionnaires nationales qui peuvent avoir une influence réelle sur les processus de la lutte des classes dans le monde est en grande partie une des raisons de l'existence de la LIT-QI. Nous incluons donc un texte pour informer sur la résolution adoptée par *Corriente Roja,* en Espagne, d'adhérer à notre organisation internationale et de demander son affiliation. Quelques jours plus tard, ses membres ont eu une participation remarquée dans la « Marche noire » et les manifestations contre le gouvernement Rajoy. Nous informons aussi sur le premier Congrès ordinaire du PSTU(A), fondé l'année dernière.

En ce qui concerne la réorganisation syndicale et les luttes, un article évoque la *Réunion internationale* qui a eu lieu à São Paulo fin avril et la convocation d'une réunion internationale qui se tiendra à Paris en mars 2013. Parmi les organisations signataires de cette convocation, nous comptons, entre autres, la CSP-Conlutas (Brésil), l'Union Syndicale Solidaires (France), la National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT - Grande-Bretagne) et la Fédération des syndicats indépendants (Egypte).

Comme dernier article de cette édition, face à la campagne de dénigrement menée par l'UIT et la CST du Brésil contre la LIT et le PSTU(B), nous insistons sur le thème de la morale révolutionnaire, et sur la nature tout à fait destructrice de cette méthodologie, typique du stalinisme, que nous rejetons d'emblée comme absolument étrangère aux meilleures traditions du mouvement ouvrier international.

L'éditeur

Mobilisation à Madrid de la coordination Hay que pararles los pies *(il faut les barrer la route), pour exiger : «* Grève générale, maintenant ».

Europe

Crise économique et résistance ouvrière

Ricardo Ayala

Avec les résultats des élections grecques, l'Europe impérialiste a évité la descente en enfer. Cependant, la crise économique continue à s'intensifier, tout comme la résistance des travailleurs et des peuples aux plans d'ajustement, une résistance dont le point culminant se trouve actuellement en Espagne..

En présentant son rapport sur la situation économique mondiale, Carlo Padoan, l'économiste en chef de l'OCDE (un des centres de recherche majeurs liés aux pays impérialistes) a déclaré : « *Nous pouvons avoir pris un peu de recul dans la descente en enfer, mais il n'y a pas de quoi se réjouir*. » En quelques années, le système financier mondial a donc été deux fois sur le point de s'effondrer : d'abord, en 2008, à partir des Etats-Unis, avec la faillite de Lehman Brothers, puis au début de l'année 2012, avec la crise bancaire en Europe.

Ce va-et-vient au bord du gouffre est dû au fait que la crise la plus profonde de l'économie capitaliste après la Seconde Guerre mondiale est loin d'être résolue. L'excès de capacité de production reste élevé, dans les principales branches de l'industrie (l'automobile et l'acier), ainsi que dans le secteur de la construction pour certains pays comme les Etats-Unis et l'Espagne.

Un deuxième élément est le fait que cette crise de surproduction a entraîné les banques et que la crise dans le système financier n'a toujours pas été résolue. Au contraire, elle est un élément fondamental de la crise plus générale de surproduction dans l'ensemble du système. Les milliards de dollars, dépensés dans le monde entier pour sauver le système financier n'ont pas donné lieu à une reprise des investissements, car le capital industriel concentré dans les secteurs clés de la production n'a pas encore été dévalué à un niveau tel qu'il permette un nouveau cycle d'investissements. Et cette phase comprendra également la faillite nécessaire des banques bourrées de créances douteuses.

Cela se reflète dans la faiblesse de la reprise étasunienne. L'utilisation de la capacité installée de l'industrie a été en baisse en 2012, et elle est encore bien en deçà de la période d'avant la crise. La banque centrale étasunienne (la FED) informe que l'utilisation de la capacité installée est en moyenne de 79 %. 21 % du capital investi n'est donc pas valorisé, ne produit pas de survaleur et ne génère pas de profit. Mais le pourcentage de capital oisif dans les branches clés, l'automobile et la construction, où la plupart des investissements sont concentrés, est beaucoup plus élevé que la moyenne globale, ce qui explique la continuité du chômage.

Au stade actuel, il est pratiquement impossible que tous les continents, toutes les régions, tous les pays puissent surmonter ensemble la crise, de manière synchronisée. La nécessité d'une dévalorisation du capital, qui n'a pas eu lieu jusqu'à présent à une échelle suffisante, se traduira par une nouvelle vague, encore plus profonde, d'attaques contre le prolétariat à travers le monde.

On ne peut toutefois pas exclure que les pays dont l'économie est basée sur l'exportation, en particulier la Chine, soient dans l'impossibilité de maintenir leur rythme des exportations et doivent réduire leur taux d'investissement à un niveau tel que la crise s'étende aux pays exportateurs de matières premières d'Amérique latine.

Jusqu'à présent, la différence de rythme de la crise, entre les économies des pays impérialistes et celles des pays de l'Asie orientale et l'Amérique latine, a permis au capital financier de compenser ses pertes avec des investissements dans ces régions. Mais ce qui était la recette pour sortir de l'impasse, semble se transformer en son contraire : la nécessité de dévaloriser les capitaux



Manifestation partant de la Puerta de Alcalá à Madrid, le 19 juillet dernier, contre les coupes décidées par le gouvernement Rajoy.

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).
3 €
Ed. resp. selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.



maintiendra et approfondira le chômage dans les pays développés ; les exportations chinoises sont en baisse à un rythme beaucoup plus élevé que prévu et cela sape le pilier central de son économie.

La possibilité de synchroniser la crise, c'est-à-dire sa profondeur, dans les pays exportateurs dépendra maintenant du degré de dépréciation de capital nécessaire dans les pays centraux. Ce processus est en cours et ne se limitera pas à déterminer les jalons de la crise actuelle : il est la source de la crise et de la lutte entre les classes dans le monde entier.

La dynamique de la crise européenne

L'Europe est un élément fondamental de la crise mondiale et probablement la clef de voûte des contradictions majeures de la crise capitaliste. L'aspect politique de celle-ci – la lutte des travailleurs contre les effets de la crise et la lutte entre les divers secteurs de la bourgeoisie de chaque pays pour survivre à la crise – est en ce moment le fil conducteur qui relie les évènements politiques majeurs dans le continent.

L'unité des impérialismes européens pour attaquer le prolétariat au sein de l'UE n'exclut pas les différences et les rivalités entre eux. L'UE, ce bloc impérialiste régional, n'est pas organisée uniquement autour des intérêts d'un seul impérialisme. Au contraire, son noyau dur est formé par deux grandes puissances, l'Allemagne et la France, qui rivalisent entre elles, et l'impérialisme britannique, avec sa « relation spéciale » avec les Etats-Unis, qui rivalise aussi avec les deux autres. Autour de ce noyau dur se regroupent les impérialismes de seconde ligne, comme l'italien, et à un autre niveau, l'espagnol. Puis il y a ce que l'on appelle la « périphérie » (l'Irlande, le Portugal, la Grèce), et maintenant les pays de l'Est, devenus de vraies colonies.

La base de la différence entre les pays est le degré de concentration du capital financier, ainsi que les relations de ces pays avec les grandes entreprises, dans l'exploitation des travailleurs à l'intérieur du pays et dans le monde. Cette hiérarchie n'est pas seulement importante pour comprendre les mécanismes adoptés par les pays impérialistes centraux pour faire face à la crise. Elle a des conséquences profondes pour le programme de la gauche, étant donné que, dans certains pays, nous sommes confrontés à une agression impérialiste brutale, ce qui exige que le programme de la lutte des travailleurs dans les pays de l'Europe de l'Est, ainsi qu'au Portugal, en Grèce et en Irlande, comprenne la lutte contre leur propre bourgeoisie et contre l'instrument impérialiste qu'est l'UE.

La grande contradiction de l'Union européenne est caractéristique de l'époque impérialiste : la libre circulation des capitaux ne mène pas les pays plus faibles à développer un meilleur niveau de vie des travailleurs ; au contraire, elle augmente les inégalités entre pays.

Avant la crise, la propagande impérialiste vantait la « croissance » des pays de la « périphérie » de l'Europe et les avantages de l'intégration. Des expressions comme « le tigre celtique » (Irlande) ou le « miracle espagnol » (concernant la croissance du PIB et du revenu en Espagne) ont caché les mouvements plus profonds de la crise, dont les prolétariats dans ces pays feront les frais.

L'endettement général des entreprises, des gouvernements et de la majorité de la population de la périphérie est le résultat de la destruction de leurs économies depuis la création de l'euro en 2000 : la désindustrialisation et la spécialisation dans les secteurs des services, ainsi qu'une augmentation substantielle des importations, principalement d'Allemagne.

En 1999, les exportations allemandes représentaient 610 milliards de dollars. Suite à l'introduction de l'euro, elles ont grimpé à 1 337 milliards en 2010. Le capital le plus concentré de l'Europe, qui comprend également les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche (et le nord de l'Italie) est le principal bénéficiaire du « libre échange ».

L'intensité inégale de la crise, exprimée dans le graphique ci-dessus, est le résultat d'une politique de l'impérialisme central de l'UE : une aggravation de la crise dans la périphérie pour éviter qu'elle ne s'approfondisse dans le centre. En refusant de maintenir l'endettement de la périphérie, le capital financier le plus concentré de l'Europe avance avec voracité sur toute la périphérie. Chacun des pays « sauvés » est soumis à l'obligation d'augmenter brutalement l'exploitation des travailleurs.

L'Allemagne et la France peuvent ainsi réduire la surproduction en incorporant une partie des capitaux de la périphérie : ils ferment des usines, achètent des banques en faillite, exigent des privatisations à des prix de bradage, etc., alors que la baisse des salaires et les coupes budgétaires transfèrent des milliards d'euros aux banques.



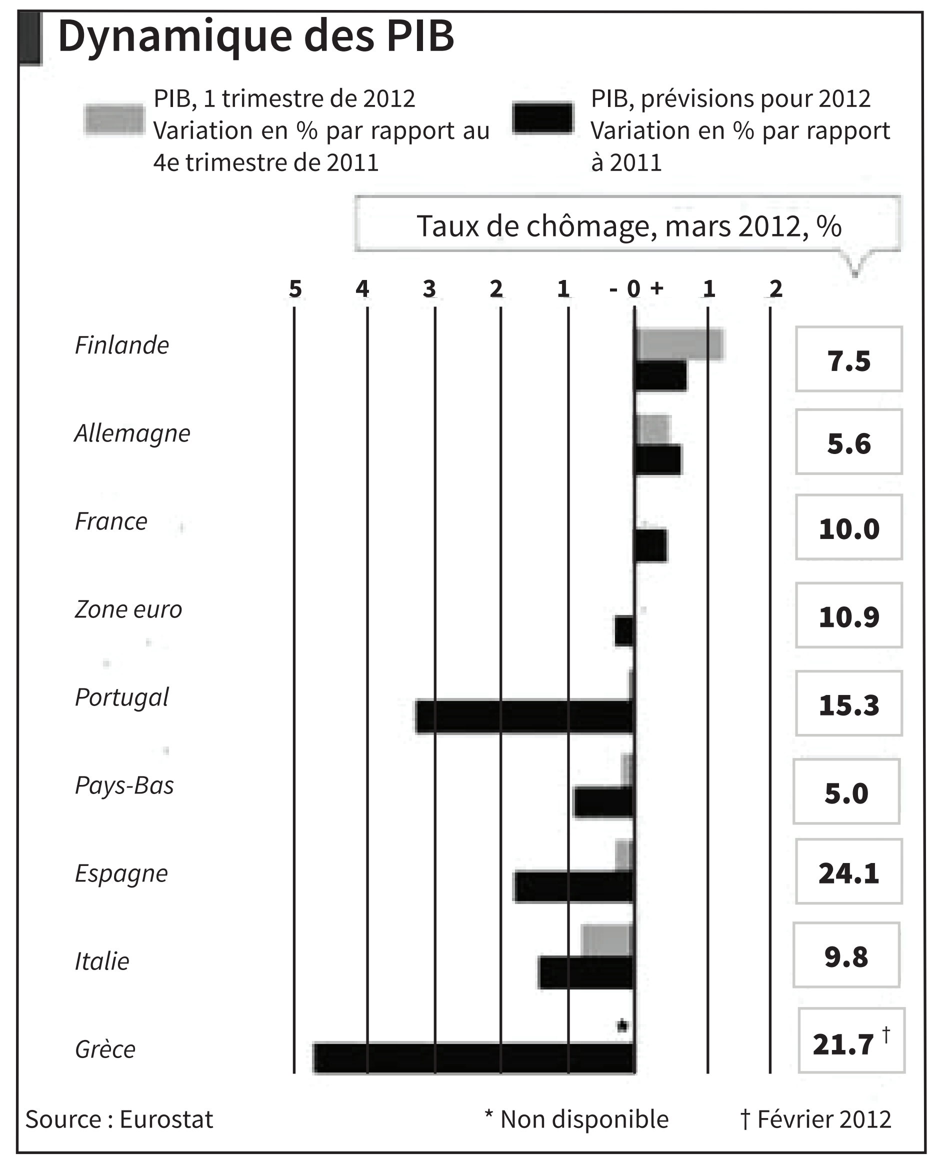
Angela Merkel et François Hollande

La Lettonie comme exemple

Le 5 juin dernier, ce petit pays reçut la visite de la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, pour célébrer le « succès » du programme de restructuration du pays, initié en 2008, et le présenter comme un modèle pour la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Le cadre est écœurant : des bidonvilles, sans eau courante ni électricité, ont commencé à proliférer autour de la capitale, Riga, suite à un chômage de plus de 25 % et des coupes dans les allocations de chômage ; la pauvreté touche 40 % des familles ; les salaires ont été réduits de 30 %, non pas par la perte de pouvoir d'achat, mais parce qu'ils ont été diminués directement, les négociations







salariales et les conventions collectives étant suspendues.

En seulement deux ans, le PIB a baissé de 25 % et 10 % de la population a quitté le pays. Ce sont les conditions auxquelles les pays de l'Europe de l'Est doivent satisfaire pour recevoir des investissements allemands et français. Une des figures de proue de l'impérialisme allemand, le directeur de la Bundesbank, Jens Weidmann, a indiqué quelles sont, pour lui, les ultimes raisons pour les « réformes» : « *Nous ne vivons pas sur une île. Nos principaux concurrents, tels que les Etats-Unis, la Chine et d'autres économies émergentes, se trouvent en dehors de la zone euro. Il est donc très important que l'Europe, dans son ensemble, devienne plus compétitive.* »

Le capital financier requiert un taux de profit dans les entreprises situées en Europe, similaire à celui des régions citées. Voilà l'arrière-plan du va-et-vient des bourses, des oscillations des taux d'intérêt que les gouvernements paient pour la dette, etc. L'incertitude du capital financier concernant la possibilité d'imposer aux travailleurs dans la zone euro ce même degré d'exploitation, incertitude alimentée par la résistance des travailleurs grecs, explique la crise politique dans la zone euro, ainsi que le refus de toute négociation concernant les mesures, de la part de l'impérialisme allemand et de ses partenaires.

Les bourgeoisies de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne n'ont aucun scrupule à collaborer avec le processus de soumission de leurs pays aux diktats du capitalisme allemand et français, afin de pouvoir participer au pillage du capital impérialiste dans le reste du monde. Ils sont comme les charognards des grands prédateurs.

Tous les pays « sauvés » de la périphérie européenne n'ont plus aucune marge de manœuvre. Pour continuer dans la zone euro, ils doivent brader le pays et veiller à ce qu'une partie plus grande de la richesse nationale soit transférée aux banques allemandes et françaises. C'est le prix à payer pour rester dans le club. La crise rend la définition de Lénine incontournable : une union des impérialismes européens aura toujours un caractère réactionnaire, car elle va dans le sens d'écraser le prolétariat.

Les divisions interbourgeoises

L'unité des impérialismes européens pour attaquer le prolétariat au sein de l'UE ne met toutefois pas fin aux divergences et aux rivalités entre eux. Chaque Etat-nation impérialiste défend les intérêts de son propre capital financier qui contrôle chacune des grandes entreprises. Lorsque la crise a commencé en 2007, les entreprises et les banques allemandes étaient plus fortes que leurs rivales : les attaques antérieures contre la classe ouvrière allemande avaient permis leur expansion, ces dernières années. Au début du gouvernement de Schröder et Fischer (sociaux-démocrates et verts) – avec le soutien et la collaboration de la DGB (Confédération allemande de syndicats) et des principaux syndicats du pays, liés à la social-démocratie –, la sous-traitance, le travail à temps partiel, les emplois bidon, les contrats temporaires, la banque d'heures, etc. se sont développés ; et dans un secteur du marché, des salaires de misère, de moins de 5 € par heure et même de 1 € par heure, sont devenus monnaie courante.

Rien de tel en France. La bourgeoisie industrielle française a délocalisé une partie importante de sa production industrielle à l'étranger. C'est une des raisons qui expliquent le fait que la dette totale de la France (entreprises, ménages et administrations publiques) soit de 348 % du PIB, seulement inférieure à celle du Royaume-Uni et du Japon. Le retard de la bourgeoisie française pour assurer la « compétitivité », c'est-à-dire le retard dans les contre-réformes, a donné lieu à un nouveau mouvement avec la victoire de Hollande, la réconciliation des classes et la cooptation de l'appareil syndical pour imposer les « plans d'ajustement ».

Selon la Cour des comptes de la France, le gouvernement devra réduire de 33 milliards d'euros les dépenses dans le prochain budget, à moins d'augmenter les recettes, ce qui sera difficile en période de récession en Europe. Compte tenu de ce fait, le Premier



ministre, Jean-Marc Ayrault (du Parti socialiste), a déclaré qu'il était nécessaire de procéder à un « effort national ». Pour la sociale-démocratie française, « l'austérité » de Merkel devient « effort national », mais pour les travailleurs français, aucun euphémisme ne changera la réalité des coupes dans le budget.

Un journal français, commentant la déclaration d'Ayrault, a déclaré que : « *Rarement un gouvernement s'est trouvé dans une telle situation : sous la pression de la crise, coincé par la dette, lié par ses engagements européens et sans aucune marge de manœuvre.* [...] *Un mot clef a presque disparu du vocabulaire d'Ayrault : le ''rêve français'', répété inlassablement par François Hollande* [au cours de sa campagne présidentielle]. *Ce n'est pas le moment pour des fantaisies poétiques, mais pour ''l'effort''.* »

Et Hollande s'est empressé de convoquer la Grande Conférence, un dialogue entre le gouvernement, les associations patronales et les syndicats. L'objectif est de rediscuter de la compétitivité des entreprises, d'ouvrir un « large débat » sur le financement des dépenses sociales de l'Etat, de commencer la discussion sur une réforme du travail à instaurer en 2013 et sur le système des retraites.

En politique intérieure, la grande bataille de Hollande sera d'essayer de coopter la bureaucratie syndicale pour faire accepter la nécessité des « ajustements » et éviter ainsi une vague de luttes. En politique extérieure, ce sera la lutte pour les euro-obligations, la conversion de la dette des Etats en une dette européenne. L'Allemagne, qui paie aujourd'hui un intérêt très bas pour ses obligations, devrait alors financer les dettes de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Mais Paris a déjà déclaré forfait face aux termes allemands pour les euro-obligations.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, ne mâche pas ses mots : « *Jusqu'à présent, les Etats membres ont presque toujours eu le dernier mot en Europe. Cela ne peut pas continuer ainsi. Dans les principaux domaines politiques, nous devons transférer davantage de pouvoirs à Bruxelles, afin d'éviter que chaque Etat-nation puisse bloquer les décisions. La chose la plus importante est de créer une union fiscale, dans laquelle les Etats-nations renoncent à leur juridiction pour les questions de politique budgétaire. En outre, les problèmes des institutions financières espagnoles révèlent, une fois de plus, que l'Europe irait mieux avec une union bancaire. Nous avons besoin d'une autorité européenne de surveillance* [...] *qui peut à son tour influencer les banques directement. Ensuite, celle-ci peut aussi sauver ces banques avec des fonds communs. Sans union fiscale, nous ne pouvons pas assumer la responsabilité solidaire pour les dettes.* »

C'est clair. Le capital financier allemand cherche à combler l'écart entre son hégémonie économique dans la zone euro et le rôle politique qu'il joue. Par son hégémonie dans les principales institutions de la zone euro, il soumet le dénommé « eurobond » au contrôle politique de la région.

Mais ce mouvement sera le résultat d'un long processus de lutte entre les classes. Et le rôle des Etats-Unis dans ce processus sera décisif, au-delà de celui des impérialismes européens. Le résultat n'est pas encore écrit.

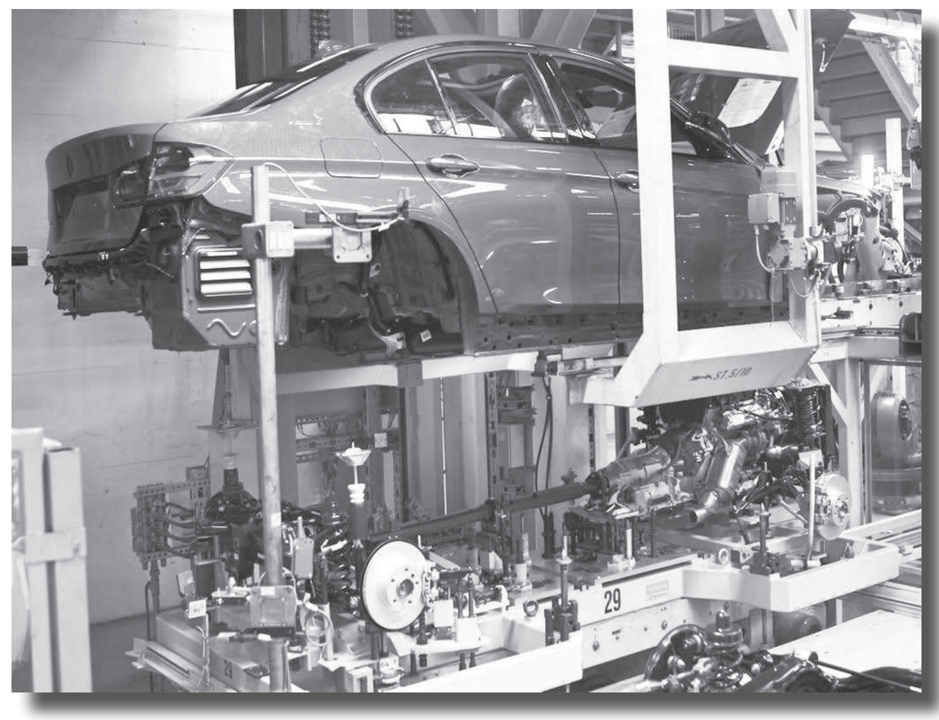
De toute façon, nous sommes en présence des conséquences politiques d'une crise qui va durer des années. A l'heure actuelle, sa dynamique tourne autour de deux aspects essentiels. Le processus en cours, de dévalorisation du capital, donnera le ton de la lutte entre les classes. La grande récession de 2009 a entraîné une chute brutale de la production industrielle, mais elle n'a pratiquement pas touché à la capacité de production. Cette capacité excédentaire sera désormais rabotée moyennant la fermeture d'usines et davantage de délocalisations et de licenciements. Dans les secteurs où il y a un énorme surinvestissement, comme dans celui de la construction, dans le cas de l'Espagne, ce processus ne fait que commencer.

Les mauvaises créances détenues par les banques sont le deuxième aspect qui pourrait aggraver la crise économique. Dans le monde entier, les banques centrales ont déjà injecté 18 000 milliards de dollars (25 % du PIB mondial) dans le système financier pour éviter les faillites bancaires. Cette politique a atteint son apogée, car après 4 ans, les banques ne parviennent pas à recouvrer la plupart des créances. Et la réduction des dettes ne peut se faire qu'en augmentant le degré d'exploitation des travailleurs et en diminuant les salaires, pour permettre aux entreprises endettées de commencer à payer les banques.

Les défis du mouvement ouvrier

Nous sommes confrontés à une tentative de changement qualitatif dans les relations entre les classes au sein de chaque pays, et dans les relations entre les pays européens. Le rapport entre la dette publique, les coupes budgétaires et les contre-réformes donne lieu à

L'industrie allemande est devenue dominante dans la zone euro, avec un grand volume d'exportations vers les pays de la « périphérie européenne ». La photo montre une chaîne de montage de l'entreprise automotrice BMW.





un nouveau paradigme d'exploitation pour l'ensemble des travailleurs, dans lequel les acquis sociaux sont présentés comme l'un des « obstacles » pour la reprise du taux de bénéfice et pour le modèle de concurrence mondiale des monopoles.

Pour le capital financier, il n'y a aucune possibilité de faire marche arrière, de retourner vers le scénario antérieur à la crise. Quelle que soit l'issue du processus en cours, le dénommé Etat-providence a ses jours comptés en Europe. Et dans le cas de pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande, et l'Espagne, une partie importante de la richesse nationale, répartie à l'intérieur du pays par le biais des impôts, doit traverser les frontières vers les pays centraux impérialistes.

Il ne sera plus possible de maintenir la « paix intérieure » entre les classes avec l'aide du budget public qui, au fil des années, a soutenu le salaire indirect (éducation, santé, retraite) pour la majorité de la population. Dans ce contexte, les victoires partielles des travailleurs ne conduiront plus à des acquis stables, et ne peuvent être que le prélude à des batailles encore plus dures.

La politique de la bourgeoisie, confrontée à la montée des masses, repose sur deux piliers : d'une part, l'utilisation des directions traditionnelles de la classe pour freiner et disperser les luttes, et d'autre part, la division de la classe ouvrière.

Cette politique de division de la classe se manifeste principalement dans la division entre travailleurs « natifs » et « immigrés ». C'était le centre de la campagne électorale du Front national, l'organisation française d'extrême droite qui a obtenu 18 % des voix au premier tour des élections présidentielles, et l'un des axes de la campagne de Sarkozy. En Grèce, c'était le centre politique de l'organisation néonazie *Aube dorée*, qui a remporté une victoire politique importante avec ses 7 % des voix et la formation d'un bloc parlementaire.

La différence énorme en termes d'acquis, entre les jeunes travailleurs et les plus anciens, est également un élément important dans la division de la classe. Cette division se manifeste aussi dans l'existence de plusieurs syndicats ou centrales syndicales, généralement liés aux appareils politiques bourgeois,



Le Premier ministre italien, Mario Monti, a annoncé un plan d'ajustement qui comprend le licenciement de 10 % des fonctionnaires du pays.

et le fait qu'il n'y a pas d'organismes de Front Unique de masses pour unifier la lutte.

Enfin, il y a le manque d'unité internationale des mobilisations, à un moment où les plans sont mis en œuvre de manière synchrone et coordonnée par l'UE : la grève générale au Portugal a eu lieu une semaine avant celle de l'Etat espagnol, pour les mêmes revendications, et les deux bureaucraties syndicales ont insisté pour les maintenir séparées.

La politique des bureaucraties syndicales n'est pas celle de vaincre les plans de réformes et de coupes budgétaires ; elle se limite à des grèves « de protestation ». Le cas le plus récent est la trahison scandaleuse de la CGIL (le plus grand syndicat d'Italie) qui, face à la réforme du travail par le gouvernement Monti, qui met un terme à la stabilité d'emploi, l'un des acquis historiques du prolétariat italien, a appelé à... une journée de grève !

Le cas de l'Etat espagnol fait également partie du même processus : après une grève générale qui a été largement suivie, la bureaucratie se refusa à poursuivre la lutte contre la réforme, ouvrant la voie pour le gouvernement de continuer avec davantage d'attaques brutales.

L'absence de marge de manœuvre des bourgeoisies de la périphérie et l'incapacité de faire la moindre concession réelle sans provoquer l'effondrement de leurs banques expliquent la réticence de la bureaucratie et des directions réformistes pour lancer une réelle mobilisation qui mette en question les attaques.

Toute lutte et mobilisation pour vaincre les plans devient rapidement une lutte politique contre le gouvernement ; et la lutte pour le maintien des acquis, menée jusqu'au bout, finit par poser de façon incontournable la question de la propriété privée.

Ce processus se manifeste pleinement en Grèce. Etant donné le refus de toute négociation sur le Mémorandum de la part de l'impérialisme allemand, une fausse alternative s'est imposée : soit le chômage, la baisse des salaires et les coupes dans les services sociaux afin de rester dans l'euro, soit l'expulsion de l'euro et l'hyperinflation. La seule façon de sortir de ce faux dilemme était d'appeler à la résistance dans les rues et les lieux de travail, d'attaquer les intérêts des banques et des grandes entreprises impérialistes, et d'inviter les travailleurs et les chômeurs à s'organiser. Mais la politique de Syriza a été de rester dans le cadre du régime, en se présentant comme une alternative électorale « viable ».

La grève des mineurs de l'Etat espagnol exprime aussi les mêmes contradictions. Le gouvernement refuse obstinément de négocier, après plus d'un mois de grève, et les travailleurs mènent des actions radicales, en dehors du contrôle des appareils de CCOO et UGT, des actions telles que la fermeture de routes et de voies ferrées et les affrontements avec la police. La seule façon de répondre à l'exigence centrale des mineurs est la nationalisation des mines, sans compensation, ce que ni CCOO ni UGT n'ont mis à l'ordre du jour.

Ainsi, compte tenu de leur intégration dans l'Etat et de leur défense intransigeante de la propriété privée, les grands appareils syndicaux, qui avaient comme fonction sociale la gestion de l'Etat-providence, prétendent maintenant gérer les nouvelles relations entre les classes au sein du régime.

Mais ce processus n'a pas lieu sans crise. L'inaction des appareils syndicaux face aux attaques violentes contre le niveau de vie des travailleurs génère



deux phénomènes décisifs pour l'avenir du mouvement ouvrier. La relation entre la direction de ces appareils et leurs bases, qui veulent préserver leurs acquis et sont en train de perdre des droits historiques, entre dans une nouvelle phase. La base matérielle qui identifiait ces syndicats avec les acquis sociaux est en train de se perdre. Et dans le cas des nouvelles générations de travailleurs qui n'ont plus les mêmes droits, il y a une rupture complète. La mauvaise relation des nouvelles générations de travailleurs avec ces appareils est proportionnelle à l'abîme qui sépare leurs droits de ceux des travailleurs plus âgés.

La crise des appareils se manifeste de manière inégale selon les pays, mais elle ouvre une nouvelle étape pour le mouvement ouvrier en Europe. L'ouverture de ce processus est toutefois marquée par une contradiction fondamentale : les organisations du mouvement ouvrier avec capacité d'influencer le cours des évènements correspondent à l'étape précédente, qui avait la fonction sociale de limiter les dégâts et de gérer les acquis. C'est pourquoi la distance entre la virulence des attaques et la réactivité du mouvement de masse dans la plupart des pays est encore ce qui prime.

Le processus de mobilisation en marge des appareils traditionnels, dont la référence la plus importante en Europe est le mouvement 15M dans l'Etat espagnol, a donné lieu à une organisation, *Democracia Real Ya* (DRY – la démocratie réelle, maintenant), qui n'est qu'une partie du mouvement 15M et qui limite son programme au « sauvetage de l'Etat-providence » et à la « citoyenneté ».

Malgré le ralentissement imposé par les bureaucraties, la tendance est que les processus de mobilisation se maintiennent, sous la pression des attaques. Dans ce contexte, les premières tâches des organisations révolutionnaires, et les plus importantes, sont l'unification et l'internationalisation du conflit, par le renforcement des organisations alternatives et la promotion de l'unité des syndicats alternatifs aux appareils.

A ce stade, la dynamique des mobilisations sera marquée par la contradiction profonde entre l'action des masses et celle de l'avant-garde qui est en avance sur le niveau de conscience des masses. Cette distance ne peut être raccourcie que par le programme révolutionnaire et la construction d'un pôle de conscience qui promeuve la réorganisation en cours. Nous avons atteint un stade de la lutte de classe où le problème subjectif (la direction révolutionnaire) devient un élément objectif de la réalité, tant pour le développement de la résistance que pour le processus de réorganisation.

Les organisations liées au dénommé Secrétariat Unifié (SU), et le NPA en France en particulier, ont une responsabilité politique profonde dans le retard de ce processus. Au moment de la plus grande crise économique et politique après la Seconde Guerre mondiale en Europe, elles ont abandonné la tâche de disputer la direction du mouvement ouvrier, en orientant l'organisation vers un projet électoral. Le refus de la direction du NPA de construire un courant antibureaucratique au sein de la CGT et de lutter pour l'unité du syndicalisme alternatif est l'un des éléments clefs du retard dans la construction d'une direction alternative pour le mouvement ouvrier français, construction qui, par son importance, aurait des répercussions dans toute l'Europe.

Mais la crise et le projet de la bourgeoisie impérialiste pour l'Europe sont irréversibles. La tendance est qu'avec les tours et détours de la lutte des classes, de nouvelles explosions se produisent en marge des directions traditionnelles,. Cela crée les conditions pour construire, à la chaleur des luttes, une alternative révolutionnaire qui pourrait avoir son influence sur le cours des évènements et surmonter les obstacles imposés au mouvement ouvrier. En ce sens, la construction, dans chacun des pays, de pôles alternatifs – des pôles capables de regrouper les forces politiques et syndicales en défense d'une politique de classe pour vaincre le projet réactionnaire de l'ensemble de la bourgeoisie européenne – revêt une importance cruciale pour briser le blocage de la bureaucratie.

Dans ce processus, les révolutionnaires ne peuvent pas s'abstenir de se battre pour une issue internationaliste à la crise. La centralisation elle-même, tant des plans bourgeois que des instruments pour leur mise en œuvre (les gouvernements nationaux et l'UE), exige une réponse des révolutionnaires dans ces deux domaines. L'UE, loin de représenter l'unité des peuples de l'Europe, est un instrument de pillage des travailleurs et des peuples, aux mains de l'impérialisme. Pour détruire cet instrument réactionnaire, les Etats socialistes d'Europe sont l'alternative réaliste.



La situation grecque de ces dernières années a été marquée par de grandes mobilisations contre les plans d'ajustement.



Où va l'Espagne ?

Le chemin de la Grèce !

Felipe Alegria - Mariúcha Fontana

La Marche sur Madrid *des mineurs du charbon a été le déclencheur pour un bond en avant dans la lutte de résistance contre les plans d'ajustement du gouvernement Rajoy. Cela ouvre une nouvelle conjoncture dans le pays, qui pose la nécessité d'une nouvelle grève générale.*

Après les manifestations de masse lors de l'arrivée de la *Marche Noire* des mineurs à Madrid, nous pouvons dire que la force et l'exemple de la lutte des mineurs, combinés avec un nouveau tour de vis dans la guerre sociale du gouvernement et de la Troïka (FMI – UE – BCE), ouvrent une nouvelle conjoncture, dans le cadre d'une montée des luttes et d'une « Espagne sous intervention », ce qui met à l'ordre du jour la nécessité et la possibilité d'une autre grève générale.

L'exigence, dans le mouvement de masse, que ce gouvernement s'en aille, prend de l'ampleur. Et la nouvelle conjoncture donne un coup de pouce à la situation pré-révolutionnaire, qui se dirige vers une explosion sociale et vers la possibilité de l'ouverture d'une situation révolutionnaire.

Les mineurs, qui sont retournés aux bassins miniers et continuent la lutte, ont immédiatement donné lieu à une série de manifestations spontanées contre le nouveau paquet de mesures du gouvernement Rajoy, ce qui a occasionné plusieurs affrontements avec la police dans les rues.

Le compte à rebours s'accélère, en ces jours où la lutte des classes s'envole et polarise la situation politique dans son ensemble. Après une semaine, on dirait que des mois se sont écoulés. Le tourbillon des évènements rend rapidement vieux ce qui aujourd'hui est nouveau et les nouveautés se succèdent à toute allure, en peu de temps. Il se peut qu'au moment de lire cet article, une perspective signalée puisse déjà faire partie du passé.

L'entrée en scène des bassins miniers

Après la décision du gouvernement de suspendre l'aide à la production de charbon, les mineurs ont déterré la hache de la guerre, et avec eux, les habitants des districts miniers, menacés de misère.

Les mineurs en grève depuis près de deux mois – une grève dont le début a été ignoré délibérément par la presse – ont gagné en notoriété dans la presse mondiale, au point de devenir un exemple et une référence pour tous les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol, qui ont découvert dans la détermination et les méthodes radicales des mineurs un chemin à suivre. La grève, l'occupation des puits par les mineurs, les barrages routiers et les affrontements avec la police ont la sympathie manifeste de la population.

La nationalisation des mines sous contrôle ouvrier est la seule solution au conflit, mais la bureaucratie syndicale n'a nullement l'intention de mener en ce sens une action indépendante des travailleurs. En outre, elle n'envisage d'aucune façon l'unification des luttes. Son objectif initial avec la *Marche Noire* était, en réalité, de réorienter les actions radicales des mineurs, ainsi que de dévier l'attention des gens des affrontements de plus en plus violents des unités anti-émeute contre les mineurs, des barrages routiers et des barricades, qui jouissaient d'un important soutien des masses.

Mais si la bureaucratie voulait uniquement « la pression pacifique », elle s'est tirée une balle dans le pied, car la *Marche Noire* à intensifié le conflit : les mineurs sont devenus une référence de masses et leur lutte est un fait politique d'envergure nationale et un énorme problème pour le gouvernement.

« ¡Madrid obrero, apoya a los mineros ! »

« *Les travailleurs de Madrid, soutiennent les mineurs !* » C'est avec ce cri, et d'autres comme « *Vive la lutte de la classe ouvrière !* », que la *Marche Noire* a été accueillie à Madrid, le soir du 10 juillet, par une manifestation massive, spontanée et enthousiaste de la population. Cela reflète l'état d'esprit des masses et laisse prévoir un retour à la montée ouvrière, après un certain déclin suite à la grève générale du 29 mai en raison de la politique de la



– Nous ne pouvons pas payer les salaires des fonctionnaires.
– Et qu'allez-vous dire aux travailleurs ?
– Que, s'ils veulent recevoir de l'argent de l'Etat espagnol, ils n'ont qu'à devenir banquiers.

bureaucratie, qui n'envisageait aucune continuité et s'en tenait à mendier un « pacte » avec le gouvernement.

Le 11 juillet a conduit à de nouvelles manifestations de solidarité dans des villes comme Barcelone, Séville, Sabadell et beaucoup d'autres. A Madrid, la présence des mineurs a bouleversé la ville. Dans la matinée, une manifestation au ministère de l'Industrie a réuni 60 000 personnes. Dans l'après-midi, la manifestation convoquée par la plate-forme *Hay Que Pararles los Pies* (HQPLP – « Il faut les barrer la route », à savoir, le syndicalisme alternatif), soutenue par une partie importante des mouvements sociaux (de nombreuses assemblées de 15M, des centres sociaux occupés), a réuni 25 000 personnes. Les objectifs de la plate-forme ont été atteints : permettre la participation de ceux qui travaillent pendant la journée, et surtout, donner la voix aux mineurs et non seulement à la bureaucratie syndicale. De cette façon, la construction d'une alternative de classe, démocratique, et de lutte contre la bureaucratie, a bien avancé.

Le gouvernement a décidé d'accélérer la mort de l'exploitation minière, en réduisant les subsides, encore cette année, de 63 %, forçant ainsi la fermeture anticipée de puits face à l'incapacité de rendre l'activité viable. Cette coupe, qui ne respecte pas les accords signés, est aggravée par la réduction drastique du budget consacré à la dénommée « réactivation économique ». Le gouvernement a décidé ainsi la liquidation vertigineuse de l'exploitation minière et la



génération d'une véritable catastrophe sociale, afin d'épargner, disent-ils, environ 650 millions d'euros dans le budget.

Le mouvement de masse persiste et signe dans sa lutte

Le mouvement de masse a répondu au quart de tour au gouvernement Rajoy. Au cours des trois dernières décennies, aucun gouvernement n'a dû faire face à une grève générale avant six ans de mandat, et Rajoy en a eu une, trois mois après son entrée en fonction.

Si les classes moyennes appauvries ont été les protagonistes de la lutte dans la période entre mai et novembre 2011 – dont la meilleure expression était l'occupation de places publiques le 15 mai, le « 15M » –, depuis la fin de l'année 2011, c'est la classe ouvrière qui a commencé à occuper le devant de la scène, en commençant par les fonctionnaires, et particulièrement les travailleurs de l'éducation et de la santé.

La grève générale du 29 mai 2012 a mis la classe ouvrière au centre de la réponse des masses et, depuis lors, différents secteurs ouvriers ont rejoint la résistance, jusqu'au moment où les mineurs sont entrés en scène et sont devenus la grande référence de tous, dans la mesure où leur lutte dépassait le cadre syndical ou sectoriel et se transformait en lutte politique contre le gouvernement et la crise.

Déjà avant cette grève, les manifestations du 22 mai dernier mobilisèrent massivement les étudiants de l'enseignement universitaire et secondaire et marquèrent une dynamique de montée qui devrait reprendre après l'intermezzo des vacances d'été. A ces mouvements, il faut ajouter d'autres expressions populaires telles que celles des victimes des fraudes bancaires, ou encore les mobilisations contre les expulsions du logement pour le non-payement de prêt hypothécaire, ou le non-paiement du péage d'autoroute en Catalogne.

Cette résistance est à l'origine des difficultés du gouvernement et de l'UE, de la « méfiance des marchés » et de l'accélération de la crise du gouvernement et du régime politique. C'est un mouvement puissant, mais qui n'a pas encore la force d'en finir avec les plans du gouvernement et de la Troïka et de les mettre en échec, à cause de la dispersion et, en particulier, du manque de direction. Il faut surmonter cette faiblesse, c'est un des besoins les plus urgents et cela passe par la création d'une alternative à la bureaucratie syndicale qui, bien que touchée par une crise majeure, est toujours en vie. D'autre part, de nouveaux outils de lutte apparaissent, mais ils ne sont pas encore opérationnels et ils ne se présentent pas encore comme une alternative générale.

Après l'occupation de Madrid par la *Marche Noire*, le nouveau paquet de mesures du gouvernement a déjà déclenché tous les jours des manifestations spontanées et de nombreux affrontements avec la police. Celle-ci augmente la répression jour après jour et cela commence à générer la disposition d'y faire face, avec l'exemple de ce que font les mineurs dans les bassins. Ces derniers ont lancé un cri de guerre : « *S'il n'y a pas de solution, ce sera la guerre !* » et ils exigent aussi une nouvelle grève générale.

Le « sauvetage » et la décadence de l'impérialisme espagnol

L'analyse des éléments nouveaux de la situation du pays nous mène au processus de déclin de l'impérialisme espagnol. C'est un processus fortement accéléré par la crise économique et qui touche de plein fouet son cœur, le capital financier et son intégration dans la chaîne impérialiste européenne et mondiale. Ce processus est accompagné par le chômage endémique (près de six millions de chômeurs) et la détérioration générale des conditions de vie et de travail des travailleurs et des classes moyennes.

Il y a là un saut qualitatif, car, après la faillite et la nationalisation de *Bankia* – avec l'aggravation de la récession, une fuite massive de capitaux, la fermeture de l'accès au marché de capitaux pour les banques espagnoles, la hausse de la prime de risque et la baisse du marché boursier – nous sommes en présence d'un fait nouveau : l'Etat espagnol a été « sauvé » et soumis à intervention par la Troïka.

Le but de ce plan de sauvetage est double. Il s'agit tout d'abord de s'assurer que les banques allemandes, françaises et autres, qui sont les grands créanciers des banques espagnoles, puissent recouvrer leur sous. Deuxièmement, il faut éviter un effondrement général des banques espagnoles, qui entraînerait celui du système financier des pays centraux de l'UE.

Le différend entre Rajoy et l'UE ne concerne pas le fait même d'un sauvetage, mais le type de sauvetage. Rajoy a reconnu publiquement qu'il avait accepté d'observer à la lettre tous les ordres de Berlin et de Bruxelles, mais qu'il voulait éviter un plan de sauvetage « à la grecque », et il suppliait que les fonds de sauvetage aillent directement aux banques en faillite, sans engager officiellement l'Etat et le Gouvernement.

Derrière cette manœuvre désespérée, il y a une tentative de préserver le bastion essentiel du capital financier espagnol (les banques Santander et BBVA et les grandes entreprises qui y sont liées), quitte à remettre le contrôle du système financier espagnol à la BCE ou, ce qui revient au même, à la banque allemande et celles d'autres pays centraux.



Les mineurs sont entrés à Madrid en criant « S'il n'y a pas de solution, ce sera la guerre ! » *Leur lutte éclaire le chemin du combat de la classe ouvrière.*
Photo : Juan Martín Zarza



Les pompiers prennent leur place parmi les secteurs en lutte.

Mais au-delà de la façon de résoudre ce différend entre les divers intérêts capitalistes, ce qui est clair, ce sont les conséquences pour les travailleurs et les classes populaires : davantage de coupes dans l'éducation, la santé et les services sociaux, augmentation drastique de la TVA et d'autres taxes, coupes dans les pensions et les allocations de chômage, un nouvel assaut contre les salaires et l'emploi public. Ces plans font partie d'un seul et même paquet avec l'offensive puissante des patrons dans le secteur privé, pour réduire les salaires, aggraver les conditions de travail et détruire des emplois moyennant la réforme du travail.

Dépression « à la grecque » et guerre sociale

Le tour de vis supplémentaire dans le sauvetage bancaire nous met dans une spirale « à la grecque », qui aggrave sévèrement la dépression économique et pousse le pays à la faillite.

Il y a à peine huit ans, Aznar délirait avec des rêves de grande puissance, alors qu'il était un bouffon de Bush dans les Açores. Trois ans plus tard, Zapatero affirmait que « l'Espagne jouait dans la Ligue des champions de l'économie mondiale » et qu'elle était « sur le point de dépasser la France ». Puis vint le réveil brutal de la crise et, actuellement, l'alternative est bien différente, beaucoup plus réelle. Le dilemme est de savoir si l'Etat espagnol sera toujours « le plus pauvres parmi les riches », quoique affaibli, ou s'il sera dorénavant « le riche parmi les pauvres », en d'autres termes, s'il continuera à être un pays impérialiste européen de troisième catégorie, comme c'est le cas maintenant, ou s'il rejoindra le peloton des pays européens qui courent derrière la Grèce, et deviendra une semi-colonie de nouveau style, avec une économie de sous-traitance et une souveraineté envoyée à la casse.

De toute façon, une chose est claire. Il n'y a que la classe ouvrière, à la tête des opprimés, qui peut mettre un terme à cette décadence dont les grands banquiers et capitalistes espagnols et les gouvernements à leur service sont les complices nécessaires. Il n'y a que la classe ouvrière qui peut mettre en échec ces plans d'appauvrissement, de pillage et d'assujettissement, renverser le gouvernement et le régime, rompre avec l'euro et l'UE, et rejoindre les travailleurs européens pour ouvrir la voie à une toute autre Europe : celle des travailleurs et des peuples.

L'économie espagnole soumise à intervention

Le gouvernement, qui perd le soutien social au fil des jours, a annoncé le nouveau paquet de mesures le jour même où les mineurs sont arrivés à Madrid. Le paquet était la contrepartie du sauvetage des banques imposé par l'UE. Dans les quotidiens, il s'agit « *du dégât à l'Etat-providence le plus important de l'histoire* » (El Público) ou encore « *de l'ajustement le plus dur de la démocratie* » (El Pais).

Le paquet d'« ajustements » très dur cherche à faire des coupes pour un total de 65 milliards d'euros. Les mesures les plus importantes sont :

- Augmentation de la TVA (taxe à la consommation) : le taux normal est porté de 18 % à 21 % et le taux réduit de 8 % à 10 %. En outre, de nombreux produits ne profitent plus du taux réduit et passent donc de 8 % à 21 %.
- Suspension de la prime de Noël versée aux fonctionnaires, ce qui représente une réduction du salaire brut annuel de 7 %, ainsi que d'autres mesures contre les salaires et l'emploi public.
- Coupes dans les allocations de chômage.
- Réduction des cotisations patronales à la Sécurité sociale, ce qui mène directement à la réduction des pensions de retraite.
- D'autres mesures encore comprennent l'annonce de la privatisation des chemins de fer et des aéroports, ainsi que la quasi-disparition des fonds de la « *ley de dependencia* », les allocations aux personnes qui sont dans l'incapacité de travailler.

Le gouvernement parle aussi d'encore 20 autres réformes, pour répondre aux exigences de Bruxelles.

Ce paquet de mesures monstrueux a immédiatement mis les fonctionnaires sur pied de guerre et a provoqué l'indignation généralisée, surtout alors qu'il est évident qu'il s'agit de déposséder les travailleurs pour sauver les banquiers et récompenser les spéculateurs. C'est ainsi qu'un jour, après les manifestations en soutien aux mineurs, différentes manifestations spontanées, de fonctionnaires, de jeunes précarisés et d'autres secteurs, se sont dirigées en protestation au Congrès, au siège du PP (Parti Populaire, le parti au gouvernement) et ensuite au PSOE. Dans les manifestations, il y eut des affrontements avec la police et les gens ont commencé à riposter, en se rappelant les mineurs. Dans les manifestations, dans les confrontations avec les unités anti-émeute, des policiers en civil et des pompiers ont même rejoint les manifestants. Le climat social et la pression d'en bas imposent la nécessité d'une grève générale.

La crise du gouvernement et du régime

Il est évident que la dépression et la décadence économiques ont été accompagnées par une accélération significative de la crise du régime. Il ne s'agit pas uniquement de la crise du gouvernement Rajoy, qui a battu tous les records de perte de crédit populaire, mais de celle de l'ensemble des institutions, avec la monarchie et le pouvoir judiciaire en premier lieu. Le sauvetage et l'intervention de la Troïka ont asséné un coup mortel au gouvernement Rajoy et vont accélérer qualitativement la crise du régime.

Il y a un an, à la chaleur de la crise, le mouvement 15M (du 15 mai) a ouvert une nouvelle phase dans la crise du régime issu de la *Transition* (après la dictature de Franco), quand d'amples secteurs des classes moyennes (dirigés par les diplômés), qui étaient la base de soutien de ce régime, ont fait volte-face. Les slogans « *ils l'appellent démocratie*



et ce ne l'est pas » et « *ils ne nous représentent pas* », associés à la confrontation avec les banquiers, reflètent une tendance profonde de mise en question du régime qui avait assuré la domination politique bourgeoise durant 35 ans. Nous évaluons la nouvelle phase qui s'ouvre comme le début d'une situation pré-révolutionnaire.

Cette tendance sous-jacente s'est accentuée dans les mois qui ont suivi le 15M, dans la mesure où les travailleurs entraient dans la lutte et la récession étendait ses effets dévastateurs.

La monarchie, l'une des institutions centrales, vit ses heures les plus sombres. Elle est l'institution qui symbolise le mieux le régime, car c'était elle qui, comme Bonaparte, concocta le *Pacte de la transition* entre le franquisme et l'« opposition démocratique ». Mais en 2011, les enquêtes officielles ont constaté pour la première fois une majoritaire sociale opposée à l'institution. Puis vint le scandale d'Urdangarín (le gendre du roi, impliqué dans la corruption) et, enfin, l'accident du roi lors d'une chasse aux éléphants en Afrique, un tourisme absurdement coûteux et anti-écologique, à un moment où le gouvernement attaquait les droits fondamentaux des gens. Cela a fait déborder l'indignation populaire, au point que l'on peut affirmer qu'il existe aujourd'hui une nette majorité de la population (et ne parlons pas des jeunes) contraire à la continuité de la monarchie.

La monarchie n'a plus le poids institutionnel qu'elle avait lors de la *Transition* et dans les années subséquentes. Elle est beaucoup plus fragile et les forces du régime se doivent donc de la protéger à tout prix, car en raison de son origine et de sa place dans le sommet de l'Etat, sa chute mettrait en question l'ensemble des institutions et l'unité forcée de l'Etat espagnol lui-même, et mettrait à l'ordre du jour l'exigence d'une assemblée constituante, ainsi que toutes les grandes revendications, démocratiques et de transition, et la question même du pouvoir.

La question nationale

En ce qui concerne les nationalités historiques (la Catalogne, le Pays Basque et la Galice), le mouvement indépendantiste connaît un important processus de renforcement, stimulé par la crise et le déclin de l'impérialisme espagnol. Dans le cas de la Catalogne, par exemple, il y a des secteurs des PME qui optent ouvertement pour le mouvement indépendantiste. Entretemps, le parti catalan de Jordi Pujol et Artur Mas, qui dirige le gouvernement régional et représente les couches supérieures de la bourgeoisie catalane, cherche à contrôler le mouvement et à l'utiliser pour négocier avec le gouvernement de Madrid un nouveau pacte fiscal plus favorable.

Il y a tout un secteur de la bourgeoise qui se prépare à la possibilité historique d'un « découplage » de l'Etat espagnol et qui rêve de s'associer au noyau dur du capitalisme européen comme un « Etat » à part entière. Nous combattons ce séparatisme bourgeois qui cherche à diviser les travailleurs et les peuples. Nous sommes inconditionnellement pour le droit des Catalans, Basques et Galiciens de décider démocratiquement, sans imposition de qui que ce soit, sur leur destin en tant que peuple, y compris le droit sans restriction à l'indépendance. Nous le faisons parce que nous sommes contre toute oppression et parce que, en outre, c'est seulement sur base de la garantie que la volonté démocratique des peuples soit respectée et qu'aucun peuple n'opprime un autre, que nous pouvons nous battre pour l'unité de classe des travailleurs et des différentes nationalités et pour la fraternité entre les peuples. Ce n'est d'ailleurs qu'ainsi que nous aurons la légitimité pour défendre l'option d'une union libre de peuples libres et souverains, qui doit prendre sa place dans une Europe des travailleurs et des peuples.

La polarisation augmente

Il faut aussi mentionner le renforcement des tendances bonapartistes et autoritaires du régime, à la chaleur de la crise. Ce renforcement se manifeste dans la primauté insultante du gouvernement sur le Parlement, qui devient une « chambre de confirmation », ainsi que, plus particulièrement, dans le renforcement des mesures répressives. Celles-ci prennent la forme de la répression policière débridée contre les mineurs ou lors de la dernière grève générale, et dans le projet de durcissement drastique du Code pénal pour faire face à la résistance sociale.

Ce bonapartisme tend à accroître la polarisation et promeut également, comme réaction, les tendances à l'autodétermination des travailleurs et la disposition des gens pour faire face à la police, suivant en cela l'exemple des mineurs.

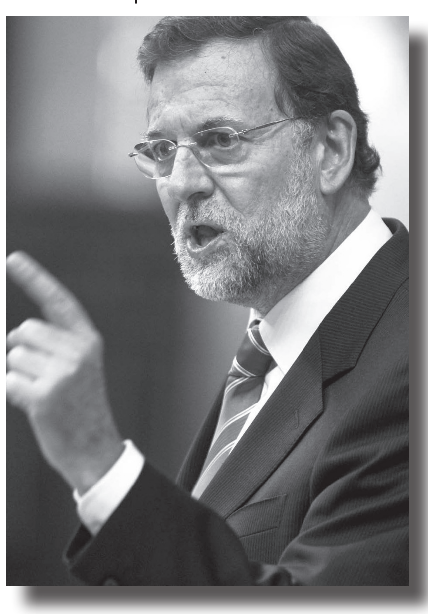
La situation pré-révolutionnaire que nous percevons dans d'Etat espagnol avance et se dirige vers une situation révolutionnaire, mais le facteur subjectif est fort en retard par rapport à la situation.

Nous ne devons toutefois pas exclure des changements brusques dans la réalité, ni la possibilité d'un éclatement social dans la période à venir, qui mettrait à l'ordre du jour le renversement du gouvernement, ainsi que la nécessité et la possibilité d'organes de double pouvoir. Et d'autre part, il y a la possibilité d'un développement de davantage de bonapartisme, comme nous le voyons déjà dans les luttes d'aujourd'hui.

La crise des partis du régime et la réorganisation politique

Alors que le PP et Rajoy chutent dans les sondages, le PSOE est dans l'impossibilité de se récupérer de la faillite. Mais au-delà des inévitables hauts et bas électoraux dans l'avenir, le PSOE n'occupera plus jamais la place historique d'avant la crise actuelle. Qui plus est, l'intervention de la Troïka, dans laquelle le PSOE est directement impliqué, va accélérer le naufrage historique de ce parti.

La raison sous-jacente est que le démantèlement de ce qui reste de l'Etat-providence espagnol entraînera le PSOE, qui apparaissait, jusqu'à il y a quelques années, comme en étant le « gestionnaire de gauche ». Le Parti socialiste est vu par des millions de gens comme co-responsable et bénéficiaire



Rajoy a l'air de menacer, mais son gouvernement est de plus et plus faible.



de la spéculation immobilière et des pillages par les banques. En outre, comme partie organique du régime et du système, il est incapable d'offrir une résistance à ce processus qui détruit sa propre base de soutien électoral.

Immédiatement après sa défaite électorale, le PSOE s'est mis à jouer d'opposant, en alliance avec la bureaucratie syndicale de CCOO et UGT, pour tenter de retrouver la faveur des électeurs. Mais quand le développement de la crise ne lui a laissé plus aucune marge de manœuvre et que le pays est tombé sous l'intervention de la Troïka, son « opposition » est devenue un appel à un « pacte d'unité nationale » avec le PP « en défense de l'Espagne », au sein du projet de « davantage d'Europe » de Merkel et Hollande. Un tel pacte pourrait devenir réalité si la situation s'emballe, moyennant la participation dans un gouvernement « technique » d'unité nationale.

Jusqu'à ce jour, Izquierda Unida (IU - gauche unie) est la force qui a capitalisé le plus la crise du PSOE, en dépit de quelques limitations importantes, comme nous l'avons vu dans les élections en Andalousie. Mais il est difficile de voir dans quelle mesure IU continuera à être utilisée de façon électorale par des secteurs des masses pour faire face aux plans d'ajustement. Le problème est son engagement envers le régime, qui s'exprime dans sa participation dans le gouvernement régional d'Andalousie avec le PSOE, où elle applique les plans d'ajustement de Rajoy « pour rester dans la légalité ». Cela lui provoque non seulement des ruptures de militants et de secteurs d'avant-garde, mais aussi une usure au sein de secteurs de masses et une crise interne.

La lutte pour un front unique qui unifie ceux qui veulent se battre

La bureaucratie syndicale de CCOO et UGT se trouve plongée dans une terrible crise sans précédent. Avec l'approfondissement de la crise, certains secteurs gouvernementaux et patronaux cherchent déjà directement à se passer de la bureaucratie, à lui couper considérablement les vivres et à lui refuser une marge de négociation. Entretemps, les affiliés s'en vont, chaque jour davantage.

Dans cette situation, la bureaucratie est impuissante pour défendre ses propres intérêts bureaucratiques. La raison est que ces appareils, consolidés au fil des années comme une institution liée à l'Etat et aux faveurs des patron, avec comme fonction le maintien de la paix sociale, ne peuvent pas changer leur nature sociale.

Nous sommes en présence de processus de crise et de décomposition interne, exprimés dans des licenciements de fonctionnaires et de professionnels, des chocs inter-bureaucratiques, des dissolutions de fédérations et un début de désertion de certains secteurs entiers du syndicat (par exemple, *Actividades Diversas* de Catalogne). Une caractéristique de cette crise est l'existence de difficultés presque insurmontables pour la mise en œuvre d'une opposition interne de gauche tant soit peu cohérente, face à l'appareil.

La grève générale du 29 mai dernier (le « 29M ») a marqué un tournant sur le terrain de la réorganisation syndicale. Pour la première fois en trente ans, la bureaucratie syndicale de CCOO et UGT a appelé à une grève générale, à un moment où celle-ci était déjà convoquée pour cette date en Galice, en Euskal Herria et aux Canaries par les syndicats de ces territoires, et où le syndicalisme alternatif de classe avait appelé à une journée nationale de lutte pour le même jour. C'est dans ce contexte que CCOO et UGT ont appelé à la grève générale.

Le défi est maintenant double : d'une part, s'organiser à la base et disputer audacieusement, par la base, la direction face à la bureaucratie, et d'autre part, lutter pour atteindre une unité d'action et un espace de front unique qui parvient à rassembler tous ceux qui veulent combattre, un espace qui soit amplement démocratique, où la base mène le débat et décide.

Ce serait une grande victoire pour le mouvement ouvrier et de masses si s'ouvre la possibilité d'une Rencontre nationale de base et démocratique, qui unirait tout le syndicalisme alternatif : Co.Bas (Commissions de Base), les militants de *Hay Que Pararles los Pies* (Il faut les barrer la route), et tous ceux qui participent déjà aux réunions du syndicalisme alternatif à l'échelle de l'Etat. Dans ces réunions se retrouvent de nombreuses organisations : le *Courant Syndical de Gauche* des Asturies, où participe la gauche des mineurs ; les centrales de Galice et du Pays Basque, y compris la CGT ; la majorité du mouvement 15M et tout son activisme. C'est-à-dire, il s'agit de regrouper tous ceux qui comprennent la nécessité de s'unir au mouvement ouvrier, y compris certains secteurs de base de CCOO et UGT qui, à certains endroits, sont pour la lutte et se voient confrontés à la direction générale.

Jusqu'à présent, une vision à court terme et sectaire concernant la CGT prévaut, ce qui entrave ce processus. Une autre entrave est le nationalisme extrême dans les syndicats nationalistes du Pays Basque et de Galice. De même, certains secteurs du mouvement 15M, opposés à toute organisation au-delà des « réseaux horizontaux », sèment des embûches pour l'avancement des luttes et la construction d'un outil de masse, capable de surmonter et de vaincre la bureaucratie syndicale.

Tout cela crée des difficultés pour un affrontement efficace et unifié contre le gouvernement et la Troïka, et leurs plans de guerre sociale. Mais ce front unique est une nécessité de plus en plus grande et de plus en plus sentie dans le mouvement, et sa proposition doit être soulevée avec insistance. Il faut mener le combat pour la construire, et c'est ce que font le syndicat Co.Bas-Madrid et des comités de plusieurs entreprises ; c'est aussi une politique défendue par *Corriente Roja*, et nous espérons que ce soit de plus en plus une exigence des différents secteurs et organisations en lutte.



« Les travailleurs ne sont pas les coupables » – *Valence s'insurge contre la fermeture d'une chaîne publique de télévision.*

Une issue ouvrière à la crise

Pour sortir de la crise, il faut un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple. La lutte contre les coupes et le

chômage étouffant a, aujourd'hui, une première expression dans les revendications de la lutte des mineurs : la nationalisation des mines sous contrôle ouvrier, et un plan d'industrialisation des bassins miniers.

Nous devons stopper l'hémorragie des fonds destinés aux banquiers et autres parasites. En ce sens, pas un seul euro ne doit servir à sauver les banquiers, qui devraient aller en prison et répondre avec leurs biens. Il faut décréter la suspension immédiate du paiement de la dette publique aux banquiers et aux fonds spéculatifs, ainsi que l'expropriation des banques, qui doivent être placés sous contrôle ouvrier, avec unification du crédit, mis au service de la réorganisation de l'économie. De même, il faut nationaliser les entreprises clefs, sous contrôle ouvrier et sans dédommagement, à commencer par celles de l'électricité, le gaz et le téléphone, qui doivent assurer des tarifs sociaux pour le peuple.

Il faut répartir le travail, par la réduction de la journée sans perte de salaire, afin que tous travaillent. De même, il est vital de mettre en place un plan global de travaux publics et sociaux pour répondre aux besoins des gens et créer des emplois. Il faut garantir au chômeur des allocations décentes, aussi longtemps qu'il ne trouve pas d'emploi.

Il faut s'assurer qu'il n'y aura plus aucune coupe. Nous avons besoin d'emplois, de logements, d'une éducation et santé publiques, gratuites et de qualités, de transports publics de l'Etat avec des tarifs sociaux.

Pour lutter pour tout cela, il est nécessaire d'unir les luttes et de convoquer une nouvelle grève générale, contrôlée par la base, indéfinie si c'est nécessaire ; et il faut rechercher une coordination au niveau européen, avec les travailleurs et les masses de la Grèce, le Portugal, l'Italie, la France, etc.

Nous devons rompre avec l'Union européenne des banquiers et des capitalistes, ainsi qu'avec la Troïka, son euro et ses paquets d'ajustement, qui sont un hold-up gigantesque contre les travailleurs et le peuple, sans autre but que de renflouer les banques et de garantir leurs gains immoraux. La lutte ouvrière doit être internationale, en défense d'une Europe des travailleurs et des peuples.

Au gouvernement Rajoy, nous devons lui barrer la route. Nous devons lutter pour un gouvernement ouvrier et populaire, soutenu démocratiquement par les organisations de base des travailleurs et du peuple. Seul un tel gouvernement, soutenu démocratiquement par les luttes et les organisations démocratiques de base des travailleurs et du peuple, peut mettre en œuvre un programme de ce genre et réorganiser l'économie grâce à une planification démocratique, en bénéfice des travailleurs et du peuple et non pas d'une poignée de capitalistes usuriers.

La VIe Rencontre de *Corriente Roja* vote l'affiliation à la LIT

La construction d'une organisation révolutionnaire, qui peut proposer un programme révolutionnaire dans les luttes et au sein des organisations unitaires de la classe ouvrière et les secteurs populaires, est la tâche principale des révolutionnaires. C'est dans ce but que nous construisons *Corriente Roja*.

Les 7 et 8 juillet dernier a eu lieu la VIe Rencontre de *Corriente Roja*, en présence de près de 100 personnes, y compris des délégués, des invités et des délégations internationales provenant du Portugal, de l'Italie, de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Allemagne.

En plus de discuter de la situation politique de l'Etat espagnol et de l'Europe, et des projets d'organisation, de construction et de développement de *Corriente Roja*, la Rencontre a débattu du concept de parti et des nouveaux statuts, réaffirmant un concept léniniste d'organisation et adaptant les statuts à ce concept, l'organisation devenant ainsi plus disciplinée, plus aguerrie et, surtout, beaucoup plus démocratique. Le concept léniniste s'est avéré être – contrairement au concept bureaucratique de la social-démocratie et du stalinisme – le seul véritablement démocratique, où la base décide : on discute d'abord, puis on décide, et ensuite on agit tous à l'unisson.

Dans le cadre de ce concept, la Rencontre a non seulement pris position contre le concept stalinien du « socialisme dans un seul pays », mais elle a aussi discuté de la nécessité de construire une Internationale, une organisation mondiale révolutionnaire (c'est-à-dire un parti mondial de la révolution). C'est pourquoi, elle a décidé de s'affilier à la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale), la reconnaissant comme la seule organisation internationale vraiment engagée dans la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale et de son programme.

Cette décision a une signification historique pour l'organisation, et les membres de *Corriente Roja* en sont conscients, surtout quand on se rappelle que lors de la Ve Rencontre, un secteur a rompu avec *Corriente Roja*, défendant la politique d'une autre Internationale, qui toutefois ni se manifeste ni agit ouvertement en tant que telle. Nous nous référons au courant international dirigé par les frères Castro et Hugo Chavez, qui a défendu et défend toujours des dictateurs sanguinaires comme Kadhafi, en Libye, ou actuellement El Assad, en Syrie.

Corriente Roja est aujourd'hui une organisation beaucoup plus forte, avec davantage d'insertion sociale et clairement plus avancée qu'il y a un an. La VIe Rencontre en témoigne avec force et enthousiasme. L'affiliation à la LIT-QI fut un évènement historique qui a rempli de joie les délégués et les invités, qui ont terminé la Rencontre en chantant l'Internationale et en acclamant la LIT-QI.





Elections en Grèce

Un point de passage dans la crise

Rédaction de *Courrier International*

Les élections en Grèce ont attiré l'attention du monde. Le résultat a tenu en haleine les puissances impérialistes, leurs gouvernements, leurs bourgeoisies et leurs banquiers.

Dans une situation politique qui tendait à se polariser entre le parti de droite *Nouvelle Démocratie* (ND) et la coalition de gauche réformiste *Syriza*, avec l'économie du pays brisée par l'action des gouvernements qui appliquaient les plans de l'odieuse Troïka (FMI, Banque Banque centrale européenne et Commission européenne), les élections ont été vues comme un référendum sur la permanence de la Grèce dans le système de l'euro.

Un gouvernement faible et illégitime

Finalement, la victoire serrée de ND (29,7 %) sur Syriza (26,9 %) a permis à son chef de file, Antonis Samaras, de former un gouvernement qui sera soutenu au Parlement par la social-démocratie du *PASOK* et la *Gauche Démocratique*. Des « technocrates » comme le ministre des Finances, Vasilis Rapanos, directeur de la plus grande banque de Grèce, seront aussi intégrés au gouvernement.

On s'imagine le soupir de soulagement de l'impérialisme, avec ce résultat. Mais alors qu'il a réussi à « *faire un pas en arrière sur le chemin vers l'abîme* » (paroles d'un analyste économique), il est loin de l'avoir évité, en particulier en Grèce. Le nouveau gouvernement est très faible et même s'il parvient à aller de l'avant, avec de nouveaux plans d'ajustement très durs qui « mettent de l'ordre dans les comptes grecs », il ne sera pas en mesure de payer l'immense dette étrangère, et beaucoup moins encore d'améliorer la situation économique du pays. Au contraire, cette situation ne peut que se détériorer, de même que les conditions sociales, ce qui va attiser la lutte d'un peuple qui a déjà montré sa combativité. En d'autres termes, il est probable que les élections ne seront pas un point d'inflexion dans la situation, mais seulement un point de passage vers de nouvelles crises.

Le gouvernement de Samaras est d'emblée faible, avec le rejet de 60 % des électeurs. En outre, dans un pays où le vote est obligatoire, 40 % des inscrits n'ont pas voté. Samaras n'est parvenu à avoir une majorité parlementaire que sur base de la disposition antidémocratique qui donne un bonus de 50 sièges au parti le plus voté. C'est un gouvernement qui émerge par imposition des impérialismes, en particulier l'allemand et le français, contre la volonté de la majorité de la population grecque.

Une campagne de terreur

L'ensemble du processus électoral a été marqué par le chantage des impérialismes européens, une véritable campagne de terreur pour donner la victoire à ND. La couverture de l'édition allemande du *Financial Times* appelait à voter pour ND, comme « *la dernière chance du pays pour rester dans la zone euro* ».

La presse grecque répétait les déclarations du gouvernement allemand et de l'Union européenne, qui mettaient le peuple grec face au choix, entre le maintien de la politique actuelle, et la sortie de l'euro avec l'hyperinflation comme conséquence. Pourtant, les partis gouvernementaux n'ont remporté que 40 % des voix. C'est dans ces conditions que le gouvernement Samaras devra imposer des coupes et des ajustements, exigés, sans concessions, par Merkel et la Troïka.

Les limites de Syriza

Après les élections, le dirigeant de Syriza, Alex Tsipras, a suivi la voie de la « conciliation », commencée déjà dans sa campagne électorale, en proposant une politique de « paix sociale » avec un gouvernement qui a déjà déclaré la guerre aux travailleurs. Dans une interview après les élections il a déclaré que « *Syriza n'appelle pas ses partisans à descendre dans la rue pour protester contre les mesures d'austérité.* [...] *La solidarité et la résistance sont importantes, mais maintenant, c'est la solidarité qui est la plus importante »,* et il a poursuivi en disant que *« notre rôle est d'être à l'intérieur et à l'extérieur du parlement, en applaudissant la moindre chose positive et en condamnant tout ce qui est négatif, et en proposant des alternatives* ». (Agence Reuters, Athenas News, 18.06.2012)



Antonis Samaras, du parti de droite, Nouvelle Démocratie.

Qu'est-ce que cela veut dire que la « solidarité » est plus importante que la résistance ? Tsipras l'explique quand il dit qu'il mettra l'accent sur la lutte pour « *créer un bouclier protecteur pour ceux qui sont marginalisés* ». C'est-à-dire que les travailleurs, au lieu de résister par leur lutte aux mesures imposées par l'UE, devraient se contenter de lutter pour des mesures qui compensent la destruction du pays et leur misère. Au lieu de résister à la destruction du pays, il faudrait créer un « bouclier de protection » d'aumônes. Syriza jette à la poubelle les votes qu'il a reçus de travailleurs qui ont dit NON au Mémorandum (l'accord entre la Grèce et la Troïka) quand il dit qu'il va « *applaudir les mesures positives du gouvernement* ». Il n'y aura aucune mesure positive d'un gouvernement imposé aux travailleurs par la Troïka, un gouvernement dont la seule fonction est d'appliquer les mesures exigées par l'impérialisme.

Les travailleurs grecs doivent refuser toute trêve à ce gouvernement. Ils doivent descendre dans la rue et préparer la résistance, construire leurs organisations dans leurs lieux de travail, et préparer le combat contre les lois que le parlement grec doit maintenant voter pour mettre en œuvre les mesures



de sauvetage des banques. La seule façon de sauver les travailleurs, et non les banques et le capital financier, est de dénoncer le gouvernement dès le premier jour, en s'appuyant sur la grande confiance, déposée dans les urnes à Syriza par les travailleurs, et sur la résistance dans la rue, dans les quartiers et sur les lieux de travail. Soutenir n'importe quelle mesure de ce gouvernement et « critiquer ce qui est mauvais », c'est une formule de soutien honteux à un gouvernement qui essayera de tromper les travailleurs pour gagner du temps et pour persévérer dans le plan de privatisations, de licenciements et de coupes dans le budget.

Toutes les conditions sont là pour vaincre l'application des plans impérialistes. Le gouvernement manque de légitimité pour les imposer, et la crise du régime politique peut durer si les travailleurs persévèrent dans leur résistance et leur mobilisation. Mais il semble que Syriza veut avancer en sens contraire : aider à remettre sur les rails un système en crise.

Du NON au Mémorandum à la négociation

Avant les élections, nous avons défendu la formation d'un front de gauche autour de Syriza, avec comme centre le NON au Mémorandum, et pour que ce front appelle à la mobilisation des travailleurs grecs et à la solidarité des travailleurs de l'Europe pour faire face à la bourgeoisie grecque et européenne. Nous l'avons fait dans le sens de la tactique du « gouvernement ouvrier et paysan », utilisée par les bolcheviks après la révolution de février 1917, comme exigence adressée aux partis réformistes de rompre avec la bourgeoisie, de prendre le pouvoir et d'appliquer un programme anti-capitaliste. Mais nous n'avons pas appelé les gens à avoir confiance en Syriza et nous avons lancé une alerte. « *La gauche grecque est à la croisée des chemins : soit la Grèce est expulsée de l'euro – si Syriza ne cède pas sur le Mémorandum ou le fait de manière insuffisante par rapport aux exigences allemandes –, soit l'agonie du peuple grec durera encore pour une période plus longue – si Syriza cède ''pour ne pas être expulsée de l'euro''. Accepter la deuxième option revient à miser sur la condamnation du peuple grec à la misère et serait un suicide politique pour Syriza. De plus, ceci permettrait un renforcement du référent fasciste, dans les mains duquel resterait le drapeau de la rupture avec l'euro et l'UE.* »

La succession accélérée des évènements et la politique de l'impérialisme ont placé Syriza devant un dilemme, déjà avant les élections. La suspension immédiate du Mémorandum impliquait d'emblée la nécessité pour Syriza de développer davantage son programme, donnant une alternative à une éventuelle sortie de la Grèce de l'euro. Mais les cinq points présentés pour la campagne électorale n'ont pas répondu à la question fondamentale qui a polarisé les élections : ce qu'il faut faire si la Grèce est expulsée de l'euro.

Les dirigeants de Syriza multipliaient les déclarations disant qu'ils combattraient pour « rester dans la zone euro à tout prix », en essayant de négocier avec l'impérialisme, alors que toutes les voix impérialistes – de Merkel à Obama – répétaient qu'il n'y aurait pas de négociations et qu'ils jugeaient le premier point du programme inacceptable : « *1) l'abolition du Mémorandum et de toutes les mesures d'austérité et de contre-réforme des lois du travail qui sont en train de détruire le pays* ». L'impérialisme enfonçait le clou en disant : soit le Mémorandum, soit l'expulsion de l'euro.

En outre, la bourgeoisie impérialiste et la grecque affirmaient que, hors de l'euro, la Grèce serait soumise au blocage, c'est-à-dire la rétention de tous les dépôts bancaires, et qu'il y aurait hyperinflation.

Face à ces menaces, les dirigeants de Syriza répondaient qu'ils étaient les plus ardents défenseurs de la permanence de la Grèce dans la zone euro. Le responsable de la politique européenne de Syriza, Yannis Bournus, déclarait que l'accusation de vouloir sortir la Grèce de l'euro était « *une campagne de dénigrement* » et que cette sortie serait « *un désastre, non seulement pour le peuple grec, mais aussi pour les créanciers étrangers* ».

Sans réponse au chantage

Syriza n'a pas répondu que « l'hyperinflation » et le chaos pourraient bien être évités si les banques étaient expropriées, si les multinationales étaient nationalisées et si le gouvernement décrétait le contrôle de la monnaie et du commerce extérieur. Elle n'a pas répondu que, si la Grèce était expulsée de l'euro, ce seraient les bourgeois, leurs biens et leurs bénéfices qui seraient attaqués par le nouveau gouvernement.

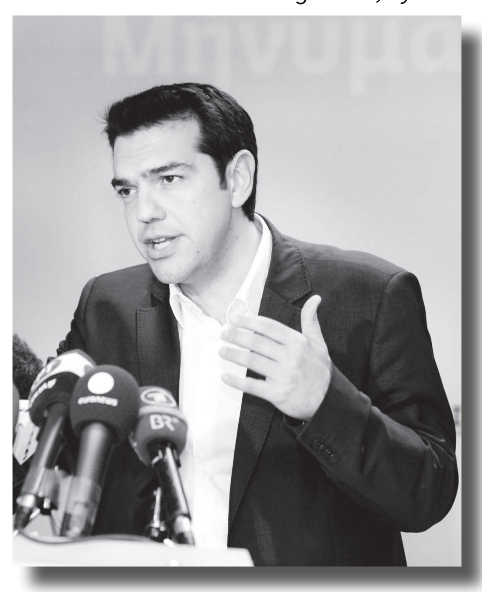
L'impérialisme allemand affirmait catégoriquement que le non-respect du Mémorandum signifiait l'expulsion de l'euro, et comme Syriza ne disait pas comment elle allait éviter « le chaos et l'hyperinflation », certains de ses électeurs potentiels ont conclu que, si la sortie de l'euro se traduit par un désastre pour le peuple grec, il était préférable de voter pour ND qui défendait la « révision » du Mémorandum et la permanence dans la zone euro.

Syriza avait deux options claires en cas de victoire aux élections : le maintien de la résiliation unilatérale du Mémorandum ou la négociation des mesures pour rester dans la zone euro. L'impérialisme a anticipé le débat et a exigé une réponse catégorique. Syriza n'a pas mené la rupture unilatérale du Mémorandum jusqu'aux dernières conséquences, car cela signifiait le changement de son programme et la confiance dans la mobilisation des travailleurs, en prenant des mesures contre le capital financier et en affirmant que le chaos, c'est le chômage, le manque de santé publique et la misère actuelle qui affligent le peuple.

Voilà pourquoi le programme d'urgence, présenté lors des élections, n'était pas à la hauteur de la polarisation politique générée par la pression de l'impérialisme et par les besoins que la réalité allait imposer. Il fallait approfondir ce programme avec des mesures qui imprimaient une dynamique de rupture.

Le problème central de Syriza, en plus de ce programme réformiste, était d'avoir opté pour une voie purement

Alexis Tsipras, chef de file de la coalition de gauche, Syriza.





électorale et de ne pas avoir appelé à la mobilisation de masses pour vaincre l'impérialisme et les secteurs conservateurs grecs. Pour Syriza, en tant que direction réformiste, les élections étaient le centre de tout, alors que c'est un terrain contrôlé par le capital. La bourgeoisie a lancé une intense campagne de terreur et s'est appuyée sur les secteurs les plus arriérés pour gagner les élections. Aujourd'hui, Syriza continue à se concentrer sur la voie électorale et les institutions bourgeoises, en comptant sur l'usure du nouveau gouvernement, dans l'attente de nouvelles élections.

La lutte contre le fascisme

Récemment, des pêcheurs égyptiens vivant dans la région du Pirée ont été brutalement attaqués avec une bombe de gaz et battus par des hommes armés de gourdins, pendant qu'ils dormaient.

D'autre part, le représentant de la communauté afghane a dénoncé que, l'année dernière, 21 travailleurs ont été assassinés et 42 gravement blessés.

Ces actions ont été soutenues et revendiquées par *Aurore Dorée* qui, avec 6,9 % des voix dans les élections, n'a plus rien d'une fiction et est devenue la première organisation fasciste avec poids de masses depuis la Seconde Guerre mondiale. Voilà un des évènements politiques les plus importants de ces élections.

Ce groupe utilise des méthodes de guerre civile contre un secteur du prolétariat grec, les immigrés qu'il accuse d'être responsables du chômage de 23 %, alors qu'il maintient un discours lâche, face à la bourgeoisie grecque qui est complice de l'impérialisme.

Une partie de son discours parle de rupture avec l'euro et l'UE, ce qui ouvre un espace politique élargi à ces assassins, un espace parmi des travailleurs désespérés face à la crise, qui ne trouvent pas de réponse internationaliste et de classe, de rupture avec l'UE.

Il faut absolument constituer des organismes d'autodéfense des immigrants, appuyés et soutenus par les organisations de gauche et par les syndicats. Il faut construire les moyens de lutter contre cette organisation qui, si elle n'est pas combattue maintenant, attaquera demain la majorité des travailleurs et leurs organisations.

Une réponse anticapitaliste et internationaliste

La réponse de la majorité de la gauche européenne au problème de la rupture avec l'UE et l'euro a été que nous ne pouvons pas nous assimiler au discours nationaliste. Dans le cas de la Grèce, être internationaliste équivaudrait alors à accepter la tutelle du pays par les impérialismes allemand et français, qui contrôlent l'UE.

Cela déroute les travailleurs parce que l'internationalisme dont ils ont besoin n'a rien à voir avec l'UE et ses institutions.

L'UE et l'euro ne représentent aucune unité en faveur des peuples d'Europe. Ils sont une machine de guerre qui sert à préserver le cœur de l'industrie et de la finance européenne – la France et l'Allemagne – en noyant dans la misère les pays de la périphérie européenne.

L'UE est « l'Europe des banquiers, des capitalistes et des riches ».

La présence de la Grèce dans l'euro n'a d'intérêt que pour la bourgeoisie grecque et ses affaires. Le prix que la majorité du peuple grec devra payer pour que sa bourgeoisie continue à être le « partenaire secondaire » et subordonné du grand capital européen sera l'approfondissement de la pauvreté.





Aucun des problèmes fondamentaux qui affligent le peuple grec n'a été résolu dans ces élections. La tendance de la situation est l'aggravation de la crise en Grèce, dans le cadre de la crise capitaliste en Europe. Dans l'état actuel, la Troïka dit qu'il faudra un troisième sauvetage en 2014 de 50 milliards d'euros. L'impérialisme lui-même prévoit que, si le Mémorandum est respecté à la lettre – avec davantage de privatisations, avec l'augmentation de l'exploitation des travailleurs à une échelle brutale pour que les entreprises paient aux banques, avec l'augmentation des recettes fiscales de l'Etat moyennant le licenciement de 150 000 fonctionnaires et l'augmentation des impôts – la dette atteindrait 178 % du PIB à la fin de 2015.

Dans ce contexte, la politique impérialiste n'est autre que le pillage complet du pays, immergé dans une profonde dépression économique ; elle n'est autre que les privatisations, les licenciements, l'exploitation, et tout cela, sans avenir, le pays étant de plus en plus effondré.

Face à ce plan génocidaire, il n'y a aucun avenir dans l'euro pour les travailleurs et le peuple. La rupture avec l'euro et l'UE est à l'ordre du jour, face à la nécessité d'attaquer la propriété privée de l'impérialisme et de la bourgeoisie grecque, cette dernière étant la seule ayant intérêt à rester dans l'euro pour servir comme laquais de l'impérialisme européen dans la région.

En parallèle avec la suspension immédiate des paiements de la dette, il faut développer un Plan de sauvetage pour les travailleurs et le peuple, un plan qui comprend l'expropriation des banques, sans aucune compensation, le décret du monopole du commerce extérieur et l'expropriation des entreprises stratégiques sous contrôle ouvrier, la réduction des heures de travail pour garantir l'emploi pour tous les travailleurs au chômage.

Aucune trêve pour le gouvernement de Samaras !

A bas la Troïka !

Pour l'annulation du Mémorandum et la suspension immédiate du payement de la dette !

Pour un plan de sauvetage des travailleurs !

Syrie

Le peuple en armes est en train de détruire le régime d'Al Assad



Ronald León Núñez

La Syrie est actuellement l'épicentre du processus révolutionnaire qui secoue l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient et l'un des points les plus chauds de la lutte des classes dans le monde entier. Il semble que le régime sanguinaire d'Al Assad touche à sa fin.

La guerre civile est arrivée au centre de la capitale, Damas, et à Alep, la deuxième ville du pays et son centre économique. Il y a aussi une lutte acharnée pour le contrôle des passages frontaliers. Les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) combattent maison par maison, rue par rue, contre les troupes du régime commandées directement par Maher Al Assad, le frère cadet de Bachar. Les troupes gouvernementales bombardent constamment la ville millénaire de Damas avec l'artillerie lourde, les chars, les avions et les hélicoptères de combat. Ses bâtiments sont l'enjeu et le refuge d'une lutte acharnée. Le grondement des bombes fait trembler le palais présidentiel. Les deux côtés avancent et reculent sur le terrain de l'aéroport principal.

Le 17 juillet, l'ASL a réussi à asséner un coup terrible contre le cœur du régime, en s'infiltrant dans une réunion du sommet de l'Intelligence et de la Sécurité du régime. Une bombe a fait exploser le Bureau de la Sécurité Nationale pendant qu'on y discutait comment écraser les milices qui étaient entrées à Damas. L'attaque a frappé la garde prétorienne d'Al Assad, tuant le ministre et le vice-ministre de la Défense (Assef Shawkat, qui est aussi le beau-frère du dictateur), le coordonnateur de la cellule de crise pour réprimer le soulèvement à Damas, et le directeur de la Sécurité nationale, Ikhtar Hisham. L'explosion a également blessé grièvement le ministre de l'Intérieur.

L'ASL a combiné cette attaque avec une offensive militaire coordonnée dans plusieurs zones du pays. Durant les jours suivants, les forces rebelles ont occupé des postes sur la frontière avec l'Irak et la Turquie, et ils ont ouvert un autre front à Alep, où ils ont pris l'Ecole d'infanterie de l'armée et saisi une grande quantité d'armes lourdes et de munitions. L'objectif est d'ouvrir et d'étendre un large front pour contraindre Al Assad à disperser et à diviser ses troupes engagées dans l'écrasement d'innombrables foyers de la rébellion. Ainsi, le dictateur a été contraint de déplacer des troupes et de les concentrer pour défendre Damas et d'autres villes comme Alep, quitte à s'affaiblir dans la périphérie.

De ce fait, il y a des provinces comme Deir el Zor et Al-Rastan, qui échappent au contrôle de l'armée régulière et de l'Etat syrien. A Homs, un « Comité révolutionnaire » fonctionne toujours, organise la résistance et assume certaines tâches du pouvoir politique. Il y a des miliciens armés dans dix des quatorze provinces de la Syrie. Il y a un colonel à la tête de chaque province, et ensemble, ils forment un conseil militaire qui est subordonné, à son tour, au Commandement conjoint de l'ASL de l'Intérieur.

Le Conseil national syrien (CNS, l'organisme principal de l'opposition) a annoncé le début de l'opération offensive pour « libérer Damas et Alep » et il a publié un communiqué : « *La révolution gagne du terrain, le régime est assiégé et à la portée de la colère du peuple, même là où il se sentait en sécurité.* » (*El País*)

Le conflit syrien se propage au Liban. Dans ce pays voisin, il y a des affrontements armés depuis des mois, en particulier à Tripoli, entre partisans de la révolution syrienne et défenseurs du régime d'Al Assad, comme le Hezbollah.

Le régime commence à se fissurer

Al Assad est de plus en plus isolé. Sa base sociale et politique commence à l'abandonner. Il n'y a pas que des secteurs de réfugiés palestiniens qui commencent à lui retirer leur soutien. La situation a atteint un point tel que même dans la bourgeoisie de la minorité alaouite, la branche de l'Islam à laquelle appartient le clan Assad, il y a des signes de défection.

L'ancien vice-président syrien jusqu'en 2005, Abdel Halim Khaddam, avait l'air inquiet en déclarant qu'il y avait des rumeurs de formation d'un « Etat alaouite », dans le cas d'une éventuelle victoire de la révolution. Ce n'est pas rien. Si les Alaouites en arrivent à perdre confiance dans le régime, Assad aura ces jours comptés. Ce n'est pas par hasard qu'il a déclaré qu'il n'avait pas peur de « finir comme Kadhafi », une boutade qui révèle son désespoir.

La situation militaire n'est pas meilleure. Dans l'armée, les désertions augmentent en quantité et en qualité. 24 généraux ont déjà déserté ses rangs clairsemés. Le plus important est le général sunnite Manaf Tlass, du cercle rapproché du régime, qui a fui vers la Turquie avec 23 autres officiers subalternes. Cette désertion est plus que symbolique. Le père de ce général était un confident du Président Hafez Al Assad, le père de Bashar, et son ministre de la Défense de 1972 à 2000.

La vague de désertions comprend des officiers supérieurs, des pilotes de chasse et un nombre important de simples soldats. Depuis l'attentat qui a décapité le sommet des responsables de la répression, plus de 2 000 soldats ont déserté, selon l'ASL. Une autre défection importante fut celle de Nawaf Al-Fares, ambassadeur en Irak et figure de proue de la haute diplomatie, qui a quitté le gouvernement. L'ambassadeur aux Emirats Arabes Unis a fait de même.

Al Assad applique des méthodes nazi-fascistes d'extermination

Au fur et à mesure que la situation devient désespérée, Al Assad intensifie la répression sanglante contre la lutte



armée du peuple syrien. L'Observatoire syrien pour les droits de l'homme a déclaré en juillet que plus de 19 000 personnes ont trouvé la mort depuis le début de la révolution. Juillet a été le plus meurtrier jusqu'à ce jour, avec 2 752 victimes.

Aux morts, il faut ajouter au moins un million et demi de personnes qui ont dû fuir leur maison vers d'autres parties du pays, et plus de 112 000 réfugiés au Liban, en Turquie, en Jordanie et en Irak, des chiffres auxquels s'ajoutent 700 réfugiés tous les jours. Des milliers de prisonniers politiques croupissent dans les cachots du régime et plus d'un million de personnes ont un besoin urgent d'assistance humanitaire. Ce sont des chiffres officiels des Nations Unies et d'autres organismes.

Ces mois ont été le théâtre de massacres atroces perpétrés contre les rebelles et le peuple syrien. Le 12 juillet, dans ce qui est jusqu'à ce jour le plus grand des massacres, 230 personnes ont été tuées à Treimse, victimes des bombardements ou des poignards des *chabbihas*.

Le régime a admis qu'il dispose d'armes chimiques – le gaz sarin, le gaz moutarde et le cyanure – et il a annoncé qu'il en ferait usage « en cas d'intervention étrangère ». L'ASL a dénoncé que des arsenaux entiers de ces armes meurtrières sont en train d'être déplacés vers les frontières et d'autres zones critiques du conflit.

Dans un effort pour écraser les milices armées, Al Assad applique des méthodes de guerre civile contre son peuple, à savoir, des méthodes de destruction massive contre la population civile, typiques du nazi-fascisme. L'atroce massacre généralisé auquel nous assistons est comparable aux évènements sanglants de la guerre en Bosnie durant les années quatre-vingt-dix et, plus loin dans l'histoire, à ceux de la ville de Guernica, où le régime de Franco, soutenu par Hitler, a bombardé la population pendant la guerre civile espagnole.

La politique de l'impérialisme

L'impérialisme a d'abord soutenu sans réserve la dictature syrienne. Maintenant, il veut renverser le gouvernement Assad. Ce n'est toutefois pas parce qu'Al Assad est un « anti-impérialiste » – comme prétendent toujours les partisans de Castro et Chavez – qu'il veut le déloger du gouvernement, et encore moins pour des raisons « humanitaires ». L'impérialisme veut en finir avec Al Assad parce que ce dernier est devenu un élément déstabilisateur en Syrie et dans la région. Il ne remplit plus sa mission de contenir et de vaincre la lutte des masses. Il n'est plus utile pour ce qui est le principal souci de l'impérialisme en ce moment : mettre en échec le processus révolutionnaire en Syrie et au Moyen-Orient.

L'impérialisme veut évincer Al Assad du gouvernement avant que ce ne soient les masses en armes qui, comme en Libye, le renversent par leur action révolutionnaire, afin de sauver l'essentiel du régime syrien et de pouvoir avancer dans la stabilisation du pays et de la région.

Dans ce cadre, une intervention armée de l'impérialisme semble bien peu probable pour le moment, non pas parce que celui-ci ne le veut pas, mais parce que les conditions politiques lui manquent pour cela, en raison d'une combinaison d'éléments : la défaite militaire en Irak et en Afghanistan, la crise économique mondiale, les élections aux Etats-Unis et la forte opposition de la Russie et de la Chine.

L'impérialisme applique une tactique différente de celle utilisée finalement en Libye. Il est à la recherche d'une solution politique négociée. Il cherche à imposer une transition sans Al Assad, mais avec le maintien de l'essentiel du régime. A cette fin, il fait assidûment appel à l'usure économique et diplomatique. Les puissances impérialistes essayent de concocter une issue comme au Yémen : détrôner Al Assad en lui garantissant l'impunité pour ses crimes, puis transférer le pouvoir à un autre personnage de sa clique et maintenir ainsi le noyau dur du régime.

En ce sens, l'impérialisme a mis sur pied un soi-disant *Groupe d'action sur la Syrie* qui appelle à former un « organisme de gouvernement de transition » qui comprend des membres du régime actuel et incorpore des membres de l'opposition. Le document final a été signé à Genève par l'ONU, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Ligue arabe (Irak, Koweït et Qatar) et la Turquie. La Russie et la Chine, qui jusqu'à maintenant soutiennent sans réserve le régime syrien, ont également souscrit cette proposition.

Les conclusions d'un sommet de la Ligue arabe à Doha vont dans le même sens : on demande encore une fois à Al Assad de renoncer au pouvoir afin qu'un « gouvernement d'unité nationale » puisse se constituer, en échange d'une sortie « sûre » pour lui et sa famille. De même, Hillary Clinton a déclaré : « Nous croyons qu'il n'est pas trop tard pour que le régime d'Al Assad commence à planifier une transition, afin de trouver une solution pour mettre fin à la violence. »

Ce piège mortel pour la révolution étant monté, le CNS a fait des déclarations affirmant que l'opposition accepterait « qu'une personnalité du régime » d'Al Assad dirige le pays au cours d'une période de transition après la sortie de ce dernier. « *Nous sommes d'accord pour qu'Assad abandonne le pouvoir et le remet à une des personnalités du régime pour diriger le pays pendant une période de transition, comme cela a été le cas au Yémen*. » (El País, 24/07/2012). Le porte-parole du CNS, George Sabra, a déclaré : « Nous acceptons cette initiative, car maintenant, la priorité est d'obtenir la cessation des massacres et la protection des civils syriens, et non pas le jugement d'Al Assad. La Syrie a des patriotes, même au sein du régime, et certains officiers de l'armée syrienne peuvent jouer ce rôle [de transition]. »

L'idée même de former un gouvernement avec les assassins du peuple syrien est inacceptable. Nous avertissons que ces déclarations du CNS constituent une trahison à la lutte du peuple syrien. Le CNS démontre ainsi son caractère perfide et son incohérence profonde avec la victoire de la révolution.

Le seul sort politique qu'Al Assad et ses acolytes méritent est celui de Kadhafi. Le seul gouvernement qui peut résoudre les problèmes essentiels du peuple syrien est un gouvernement ouvrier et populaire. Comme disait Lénine : « Au moment le plus grave de la lutte des classes, quand elle se transforme en guerre civile, le prolétariat doit construire inévitablement sa propre organisation de gouvernement, considérée comme une organisation de combat dans laquelle les représentants des anciennes classes dirigeantes ne seront pas admis.»[1]

Le besoin urgent d'une direction révolutionnaire

Cela nous mène au problème central. Pour la LIT-QI, en Syrie et dans les autres pays de la région, le manque d'une direction révolutionnaire,



ouvrière et internationaliste est le principal obstacle pour le triomphe de ces révolutions et l'avancement vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière et vers le socialisme.

Le problème de la direction est la clef. Nous sommes d'accord avec Lénine quand il affirme : « *La guerre civile est une guerre. Et dans cette guerre, le prolétariat doit avoir de bons cadres politiques et un bon état major politique pour diriger toutes les opérations dans l'ensemble du champ d'action*. »[2]

Dans le cas de la Syrie, la direction principale de l'opposition à Al Assad est le Conseil National Syrien (CNS), une instance bourgeoise composée d'hommes d'affaires libéraux, d'anciens membres du régime et des Frères musulmans. La direction de l'ASL est bourgeoise elle aussi, pleine d'anciens officiers du régime. Les deux organismes sont, en outre, pro-impérialistes : ils demandent l'intervention armée de l'impérialisme et ils ont annoncé leur volonté d'accepter une « transition » négociée avec des personnages du régime.

Nous estimons que le peuple syrien ne doit pas et ne peut pas avoir confiance dans ces directions qui, par leur nature de classe même, finiront inévitablement par trahir toutes les aspirations légitimes du peuple, et pas seulement les aspirations économiques, mais aussi celles qui ont à voir avec les libertés démocratiques les plus élémentaires.

Apparemment, le secteur le plus progressiste est organisé dans les *Comités de coordination locale*. En son sein se décident et s'organisent les luttes sur le terrain, se convoquent des manifestations et se fournissent une couverture et un soutien efficace à l'ASL dans les villes et les quartiers. Dans plusieurs villes, ces Comités contrôlent l'administration et les services. Il nous semble essentiel que – sans rompre l'unité d'action nécessaire entre tous les secteurs du camp rebelle – ces comités locaux s'organisent comme une alternative de direction indépendante pour toute la lutte contre le régime.

Quelle doit être la position des révolutionnaires ?

Dans cette guerre civile, il y a deux camps militaires en lutte. Dans un des camps se trouve la dictature sanguinaire et pro-impérialiste de Bachar Al Assad. De l'autre côté se trouvent les masses syriennes mobilisées, combattant, les armes à la main, pour renverser Al Assad et conquérir des libertés démocratiques et améliorer leur niveau de vie.



Les révolutionnaires doivent prendre position. Si nous adoptons l'approche de Lénine qui disait, suivant von Clausewitz, que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, il est du devoir des révolutionnaires de faire une analyse de classe du processus afin d'identifier où se trouve la révolution, et où se trouve la contre-révolution. Cette question divise la gauche, comme ce fut le cas pour la Libye.

Nous avons ici essentiellement deux positions. La première est celle du courant de Castro-Chavez, qui soutient sans réserve la dictature d'Al Assad, tout comme précédemment il soutenait Kadhafi. Ce courant tient le même discours qu'Al Assad : tout le conflit et la lutte du peuple syrien sont un « complot impérialiste » machiavélique qui cherche à renverser un gouvernement « anti-impérialiste » et « antisioniste ». Les rebelles syriens en armes ne seraient donc pas des combattants révolutionnaires, mais des « terroristes » financés et commandés par l'impérialisme. En bref, pour eux, il n'y a pas de révolution en Syrie, mais une contre-révolution. Le courant de Castro-Chavez se situe donc dans le camp militaire d'Al-Assad, contre les masses.

Cette position a des conséquences désastreuses, car elle affaiblit la solidarité internationale dont la révolution syrienne a tellement besoin, en opposant de nombreux secteurs d'avant-garde contre l'action révolutionnaire des masses. Ce n'est pas par hasard que les actions de soutien à la révolution syrienne sont minoritaires.

Il faut appeler un chat un chat : en soutenant la dictature d'Al Assad, Castro et Chavez soutiennent le massacre que ce dernier est en train de perpétrer contre le peuple syrien avec des méthodes nazi-fascistes et génocidaires. Les implications de la politique de Castro et Chavez sont à tel point pernicieuses qu'elles en viennent à remettre le drapeau de la lutte pour la démocratie dans les mains de l'impérialisme : les masses syriennes voient la « gauche » du côté d'un dictateur assassin, alors que l'impérialisme et les gouvernements de l'Arabie saoudite et du Qatar peuvent se pavaner hypocritement comme les champions de la « démocratie » et des « droits de l'homme ».

La deuxième position, défendue par la LIT-QI, a comme point de départ un appui total à la lutte révolutionnaire du peuple syrien. Pour nous, en Syrie, la contre-révolution se trouve dans le camp militaire d'Al Assad et la révolution dans celui des rebelles.

Notre politique se développe à partir de ce choix d'un des camps. Dans une lutte entre la révolution et la contre-révolution, la première chose à faire, pour un révolutionnaire, est de se situer dans le camp de la révolution, sans pour autant ne jamais perdre son indépendance politique. Ici, il faut se situer dans le camp militaire des masses contre la dictature et l'impérialisme, quelle qu'en soit la direction.

Ce n'est qu'à partir de ce choix de camp que nous pouvons nous battre pour l'indépendance de classe du mouvement de masses et mener ouvertement une lutte contre n'importe quelle direction traîtresse du processus (en Syrie, une direction carrément bourgeoisie et pro-impérialiste).

Nous soulignons qu'il existe une troisième position, en fait une variante de la position de Castro et Chavez, soutenue malheureusement par un secteur du trotskysme, comme le PTS argentin et la Fraction Trotskyste (FT). Cette position critique Al Assad, mais elle soutient qu'en raison de la direction bourgeoisie et pro-impérialiste du camp rebelle, les masses se soumettent finalement à cette direction et à l'impérialisme, ce qui ferait que ce camp soit également réactionnaire. « *La politique*

impérialiste est de chasser Al Assad, afin qu'un régime plus favorable à ses intérêts se mette en place. A cet effet, il mise sur la rébellion interne dirigée par le CNS et l'ALS. »[3] Ils concluent donc que « *le printemps arabe a eu son expression en Syrie depuis mars 2011 avec des manifestations de masses à travers tout le pays*. [...] *Mais, comme nous l'avons dit, le CNS, qui s'est présenté comme la direction du mouvement, a mené la rébellion des masses dans le sillon de la stratégie impérialiste, de ''changement de régime'' favorable à ses intérêts et à ceux d'un secteur de la classe dirigeante en alliance avec lui.* »[4]

On répète la même logique déjà appliquée en Libye (où les rebelles étaient « des troupes au sol » de l'impérialisme), mais en y rajoutant une couche. Tout d'abord, il faut demander au PTS-FT s'ils veulent, oui ou non, que le régime d'Al Assad soit renversé. Dans cette guerre civile, dans quel camp militaire se trouvent-ils ? Dans quelle direction un membre du PTS-FT dirigerait-il son fusil en Syrie ?

Le PTS-FT nous fait savoir que, curieusement, ce serait maintenant l'impérialisme qui promeut rien moins que l'armement et la mobilisation des masses, en pariant sur la « rébellion interne » pour évincer Al Assad.

En outre, les directions du processus étant bourgeoises et pro-impérialistes, l'ensemble du processus servirait à l'impérialisme et à la réaction.

Cette logique, qui confond le processus politique avec sa direction, mène à une capitulation complète à Al Assad et au courant de Castro et Chavez car, si nous la développons d'une façon cohérente, la conclusion est que nous devrions être en train de nous battre dans le même camp militaire que celui d'Al Assad pour éviter ainsi un « changement de régime » qui serait « plus favorable » aux intérêts impérialistes. Comme l'impérialisme veut « un changement de régime », nous devrions nous placer pratiquement contre le « changement de régime », c'est-à-dire pour la permanence d'Al Assad.

C'est très grave, cette position du PTS-FT qui le situe objectivement contre la révolution syrienne. Dans les faits, il finit par entériner les massacres du dictateur.

En Libye, il y avait, au moins comme un élément de confusion, l'intervention militaire des bombardements des avions de l'OTAN. Ce n'est pas le cas en Syrie. Cette réalité met complètement à nu la capitulation du PTS-FT à l'orientation de Castro et Chavez, et son mépris total pour la lutte révolutionnaire des masses.

Pour la victoire de la révolution syrienne !

En tant que LIT-QI, nous réitérons notre soutien ferme à la révolution syrienne. Notre mot d'ordre principal est : A bas Al Assad, NON à l'intervention impérialiste !

Nous sommes pour la chute d'Al Assad aux mains de la mobilisation populaire et de la lutte armée des masses. Il s'agit d'une tâche fondamentale de la révolution. En ce sens, sans abandonner l'indépendance politique de la classe ouvrière, nous sommes pour la plus ample unité d'action militaire avec tous les secteurs qui luttent concrètement contre la dictature syrienne – y compris les bourgeois pro-impérialistes du CNS et le commandement de l'ASL – afin d'obtenir le renversement d'Al Assad et de son régime contre-révolutionnaire.

Dans ce processus de lutte ample et unifiée contre le régime, et en nous intégrant au camp militaire rebelle, nous devons lutter contre ces directions traîtres et construire l'indispensable direction révolutionnaire internationaliste dont le processus a besoin pour aller de l'avant.

Il nous semble urgent d'unifier toutes les mobilisations et actions armées qui ont lieu dans le pays, jusqu'à obtenir la chute du régime. Il faut approfondir la division de l'armée. Il est urgent de former des milices armées auto-organisées à partir des conseils populaires démocratiques.

En tant que LIT-QI, nous revendiquons sans réserve le droit et le besoin du peuple syrien à s'armer pour se défendre et continuer la lutte contre Al Assad. A l'heure actuelle, il n'y a pas d'autre chemin. Le peuple syrien doit progresser dans son organisation et son armement, comme seule garantie de victoire. Il est essentiel de promouvoir d'amples campagnes internationales unitaires de soutien à la révolution syrienne, en exigeant la rupture immédiate de tous les gouvernements avec l'assassin Al Assad. Nous devons exiger également l'envoi urgent d'armes et de volontaires pour combattre dans le camp militaire rebelle. Nous devons formuler cette demande de soutien militaire précis à tous les gouvernements, en particulier ceux des pays où il y a des processus révolutionnaires en cours, tels que l'Egypte et la Libye.

La lutte vise la chute immédiate d'Al Assad et la mise en place d'un gouvernement des classes exploitées syriennes, un gouvernement qui sert les intérêts de la classe ouvrière de la campagne et des villes et qui s'appuie sur les milices populaires armées. Seul un tel gouvernement peut convoquer une Assemblée constituante libre, démocratique et souveraine pour conquérir toutes les libertés démocratiques et libérer le pays de l'impérialisme, et veiller sur la mise en œuvre de cette Assemblée. Ce n'est qu'en concentrant le pouvoir dans la classe ouvrière que l'on pourra mener une véritable lutte contre l'Etat nazi-sioniste d'Israël, une enclave politico-militaire de l'impérialisme dans la région, à commencer par la récupération du territoire du plateau du Golan, accaparé par les sionistes depuis 1967.

Un tel gouvernement devra poursuivre et punir Al Assad et sa clique dictatoriale pour tous leurs crimes ; confisquer leurs biens et les placer sous contrôle du peuple affamé et au service de celui-ci ; annuler tous les contrats pétroliers et d'autres accords pris par Al-Assad, qui lient le pays à l'impérialisme ; nationaliser immédiatement le pétrole et toutes les richesses du pays, sous l'administration du peuple et au service de la réalisation d'un plan d'urgence qui répond aux besoins urgents des travailleurs et du peuple.

Il est du devoir de toutes les organisations révolutionnaires de lutter pour entourer la lutte du peuple syrien d'une solidarité active. Al Assad doit tomber. Son régime doit être démoli. La révolution doit avancer jusqu'au pouvoir ouvrier et populaire, jusqu'à la révolution socialiste, non seulement en Syrie, mais jusqu'à la Fédération de Républiques socialistes arabes. La victoire du peuple syrien sera la victoire de tous les exploités du monde.

---

1 V. Lénine, *Le Parti communiste et le parlementarisme*.
2 Ibidem.
3 Diego Dalai, *Duros enfrentamientos en Damasco y asesinato de altos mandos del régimen. No a la injerencia imperialista.* Publié sur le site de la FT le 18/07/2012.
4 Ibidem.



Egypte



Les Frères musulmans arrivent à la présidence par un accord avec l'armée

Ronald León Núñez

Mohamed Morsi, le chef de file des Frères musulmans, est devenu président de l'Egypte. Il est le cinquième de la République, mais le premier civil et le premier islamiste à assumer la fonction après le coup d'Etat de Gamal Abdel Nasser contre le roi Farouk en 1952.

Le résultat des élections de mai, avec une participation de seulement 44 %, a contraint de procéder à un second tour entre Morsi et Ahmed Shafiq. Ce dernier était le dernier Premier ministre de Moubarak et le favori du Conseil suprême de l'armée (CSA), la Junte militaire. Les vainqueurs du premier tour avaient obtenu 25 % et 24 % respectivement et le second tour eut lieu les 16 et 17 juin, avec une participation à peine plus élevée, de 51 %. Les deux candidats se proclamèrent vainqueurs et l'annonce officielle des résultats a tardée jusqu'au 24 juin, quand la Commission électorale a donné la victoire à Morsi, avec 51,73 % des voix.

La main de l'armée dans le processus électoral

Pour apprécier les mesures bonapartistes de la Junte militaire, il faut remonter au mois d'avril, quand un Tribunal administratif, contrôlé par le CSA, a ordonné la suspension de l'Assemblée constituante. L'ensemble du processus électoral a été marqué par une série de crises, suite à différents ordres et manœuvres orchestrés par la junte militaire.

Toujours en avril, le Tribunal électoral, composé de juges de l'ère de Moubarak et contrôlé par la Junte, a décidé de contester les principales candidatures : Al Shater, des Frères musulmans, Omar Suleiman, ancien chef du renseignement et vice-président de Moubarak, haï de la population, et Abou Ismail, le candidat des salafistes.

Il ne faut pas perdre de vue que les candidatures de Shater et de Suleiman sont apparues après des tentatives sérieuses de la part des Frères musulmans et de la Junte militaire pour s'entendre sur un candidat commun. Ainsi, les Frères musulmans furent contraints à lancer Morsi comme « candidat de réserve » et le Conseil, à son tour, habilita Shafiq, jusque là empêché de se présenter par une loi qui exclue les anciens cadres supérieurs de la dictature de Moubarak.

Peu de temps avant le second tour, la Junte militaire dissolut le parlement, qui avait été élu démocratiquement et où les forces islamistes avaient une large majorité. Elle déclara simplement que ces élections législatives, où la participation avait été supérieure à 70 %, étaient « inconstitutionnelles ».

De ce fait, la Junte – dirigée par le maréchal Hussein Tantaoui, un ancien ministre de la Défense et vice-Premier ministre de Moubarak – héritait du pouvoir législatif et de l'autorité pour écrire la Constitution et pour définir les attributions du président actuel, jusqu'à la réalisation de nouvelles élections parlementaires.

L'armée adopta également, par le biais de la même institution qui avait dissous l'Assemblée législative, une « déclaration constitutionnelle supplémentaire » où il s'auto-attribuait les pleins pouvoirs pour décider sur des questions militaires : la nomination du ministre de la Défense et des officiers supérieurs, la déclaration de la guerre et, surtout, la fixation de son propre budget et la gestion de ses ressources, y compris les 1,3 milliards de dollars par an qu'elle reçoit des Etats-Unis et le contrôle d'entreprises qui représentent 30 à 40 % du PIB du pays.

En outre, la Junte militaire a maintenant un droit de veto sur n'importe quel article dans une éventuelle nouvelle constitution, au point de diluer l'Assemblée constituante si elle n'est pas de son goût. Ces mesures réactionnaires et antidémocratiques générèrent de grandes manifestations dans plusieurs villes (sur la place Tahrir, à Alexandrie et à Suez).

C'est dans ce climat qu'eut lieu le deuxième tour électoral, et les Frères musulmans eux-mêmes ont été contraints de se mettre à la tête des protestations contre ce que les manifestants appelaient « un nouveau coup d'Etat ». En plus de la légalisation grossière de la concentration du pouvoir dans les mains du Conseil, le Tribunal électoral retarda la proclamation officielle des résultats, ce qui faisait le jeu d'une possible fraude en faveur de Shafiq. L'impasse prit fin avec la mise en œuvre d'un nouveau pacte entre l'armée et les Frères musulmans : La Junte admettait la victoire électorale des Frères musulmans, en échange de l'acceptation d'attributions présidentielles muselées et de la légitimation de fait du pouvoir de l'armée. Mais cet accord n'a rien de nouveau.

Les Frères musulmans sont-ils « progressistes » ?

Il y a des secteurs qui voient l'organisation des Frères musulmans comme « progressiste » et même anti-impérialiste. Cela est dû en partie à toute la campagne de l'impérialisme étasunien contre le « fondamentalisme islamique », et au fait que cette organisation a connu des persécutions sévères sous les dictatures qui sont maintenant renversées par les processus révolutionnaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

La réalité est que les Frères musulmans sont le parti politique bourgeois le plus important en Egypte. Leur chef de file, Al Shater, est un multimillionnaire. Leur programme et leur politique sont bourgeois, identifiés avec le néolibéralisme. Les Frères musulmans ont



été formellement interdits sous le gouvernement de Moubarak, mais ils faisaient partie du soutien du régime par le biais d'une série d'accords contre-révolutionnaires avec ce dernier, qui restent en vigueur plus que jamais avec la Junte militaire qui a pris le relais.

Avant le déclenchement de la révolution, les Frères musulmans étaient en train de négocier avec Moubarak la succession éventuelle de son fils Gamal, en échange de leur légalisation. Quand la révolution éclata, le 25 janvier 2011, ils ont attendu des jours avant de rejoindre les manifestations sur la place Tahrir. Ils y ont concouru seulement quand la majeure partie de leur base se tourna vers la lutte. Sur la place Tahrir, ils exigèrent la démission immédiate de Moubarak, mais ils défendirent toujours une « transition contrôlée » et ils déclarèrent leur soutien à Samir Enan, général et chef de l'état major à l'époque. Après la démission de Moubarak, ils manifestèrent leur disposition à participer à un gouvernement d'« unité nationale » avec la Junte militaire. En février, ils appelèrent à abandonner la Place Tahrir, et le gouvernement militaire a alors désigné immédiatement un avocat lié aux Frères pour diriger la Commission qui devait rédiger la réforme de la Constitution.

Tout au long de 2011, ce pacte a constamment été renouvelé, en dépit des contradictions. En novembre, au milieu des manifestations de masses et des batailles de rue, les Frères musulmans ont renforcé le pacte avec la Junte militaire, dans le seul but de mettre fin au processus de la lutte populaire et d'assurer la réalisation des élections législatives (qui ont commencé le 28 et où ils étaient favoris), en vue d'une transition consensuelle.

Les Frères musulmans se mirent d'accord avec l'armée parce qu'ils la rejoignaient sur un point fondamental : mettre en échec la révolution. Par leur caractère de classe, ils fuient comme la peste toute éventuelle action directe et indépendante des masses laborieuses et opprimées en Egypte. Ils essayent de semer la confusion, de démobiliser les gens et de mettre en échec le processus révolutionnaire ouvert, en utilisant la confiance que les masses ont encore en eux.

Morsi s'agenouille

Morsi fut assermenté comme président, le 30 juin dernier, devant la Cour suprême constitutionnelle, le même organisme qui avait dissous le Parlement. Dans son discours, il promit « une nouvelle Egypte » basée sur « la stabilité, la sécurité, la justice et la prospérité », afin de surmonter ainsi le « désordre » politique dans le pays.

Au premier rang se trouvaient Tantawi, et Kamal Ganzuri, le Premier ministre sortant. Morsi leur rendit hommage. Il louangea l'armée en disant que « *l'armée est le bouclier et l'épée de la nation* ». Il prit également l'engagement d'un soutien politique : « *Je promets devant Dieu que je vais faire en sorte que l'institution, les soldats et les commandants renforcent leur prestige, et je les soutiendrai de tous les pouvoirs à ma disposition pour qu'ils soient renforcés*. » Dans le salon, on chantait : « *L'armée et le peuple vont main dans la main !* »

Dès l'annonce de la victoire des Frères musulmans, le chef de l'Etat d'Israël, Shimon Peres, envoya une lettre à Morsi, dans laquelle il faisait état de « l'engagement » des deux pays à « maintenir et développer » l'accord de paix de Camp David. Dans la lettre, on lit : « *Nous espérons poursuivre la coopération avec vous sur la base des accords de paix que nous avons signés, il y a plus de trois décennies, et de notre engagement de les maintenir et les développer au profit des deux peuples*. »

Barack Obama félicita également Morsi et exprima son « *intérêt à travailler ensemble avec le président élu sur la base du respect mutuel, pour promouvoir les nombreux intérêts partagés par les deux nations* ». Après avoir louangé « *la Commission électorale présidentielle et le Conseil suprême de l'armée pour leur soutien à des élections libres et équitables* », Obama continua en disant : « *Nous croyons qu'il est essentiel pour le gouvernement égyptien de continuer à maintenir le rôle de pilier dans la paix, la sécurité et la stabilité dans la région*. »

Morsi a pris soin de rassurer les sionistes et les impérialistes : « *Nous maintiendrons tous les accords et conventions internationaux, parce que nous assumons le compromis de la paix aux yeux du monde entier*. » L'Egypte est un des deux pays arabes – l'autre étant la Jordanie – qui a un accord de paix pour assurer la sécurité de l'Etat nazi-sioniste d'Israël.

L'impérialisme ne voit pas d'un mauvais œil le gouvernement des Frères musulmans. En juillet, Hillary Clinton a visité l'Egypte et a rencontré Morsi et Tantawi, soulignant l'importance de l'Egypte comme un « partenaire stratégique » dans la région. Pour l'armée, elle apporta des félicitations et un cadeau : une augmentation de l'aide militaire à 1,5 milliards de dollars. Pour Morsi, elle promit le « ferme soutien » à la « transition démocratique » du pays et elle demanda aux militaires de coopérer avec lui.

La farce du « défi » de Morsi aux militaires

Dans une tentative pour mieux se positionner, dans le cadre du pacte avec l'armée, Morsi essaya un geste qui a démontré plus clairement sa soumission aux plans politiques des militaires. Le 8 juillet, il ordonna la réouverture du Parlement de 508 membres, dissous par l'armée. Le président du parlement, Saad el-Katatni, également des Frères musulmans, convoqua une réunion pour le 10 juillet, réunion qui a eu lieu sans ingérence des forces de répression. Une foule avait accaparé la place Tahrir pour soutenir la décision de Morsi et exprimer son opposition à l'armée. Mais la réunion, un acte symbolique plutôt qu'une manifestation de désobéissance ou de résistance contre le pouvoir militaire, n'a duré que cinq minutes et s'est limité à clarifier qu'il ne s'agissait pas de « violer » la décision « constitutionnelle » de dissolution de l'Assemblée législative.

Le lendemain, la Cour suprême constitutionnelle rendit un autre jugement, qui suspendait l'arrêté Morsi. Les conditions étaient données pour envisager une véritable confrontation contre l'armée, avec le soutien de milliers de manifestants. Mais Morsi capitula sans demander son reste et fit marche arrière. Avec une servilité extrême, il publia une déclaration disant qu'il allait respecter la décision de la Cour suprême constitutionnelle et qu'il suspendait le décret de restauration du Parlement : « *Bien que la décision de la Cour constitutionnelle empêche le Parlement à assumer ses responsabilités, nous allons la respecter parce que nous sommes dans un Etat de droit*, » disait-il. Et il continuait en disant : « *Il y aura des consultations avec les forces* [politiques], *les institutions et le Conseil suprême de l'armée pour que les autorités légales puissent trouver une solution adéquate à cette situation*. »



Les Frères musulmans montrent leur vrai visage

Morsi et les Frères musulmans ont peu de marge de manœuvre. Ils sont condamnés à gouverner au milieu d'un processus révolutionnaire qui suit son cours et où leur pacte est plus qu'évident. En ce sens, Morsi a nommé Kandil Hisham, le ministre des Ressources hydriques et de l'Irrigation de la Junte militaire, comme Premier ministre. En fait, au moment d'écrire ces lignes, Tantawi était toujours ministre de la Défense, jusqu'à la nomination d'un successeur ayant l'approbation de l'armée.

La situation politique s'est aggravée par la situation économique très dégradée, dans le contexte de la crise mondiale du capitalisme. Après une croissance de 5,1 % en 2010, le PIB de l'Egypte n'a augmenté que de 1,8 % en 2011, et la pauvreté et le chômage, deux des éléments déclencheurs des soulèvements populaires, se sont accentués.

Le taux « officiel » de chômage est de 12,4 %, mais 80 % des entreprises et 40 % de l'emploi correspondent à l'économie informelle, ce qui implique l'existence d'un énorme sous-emploi déguisé. 40 % des Egyptiens vivent avec moins de 2 dollars par jour.

En fait, le palais présidentiel de l'Egypte est devenu le centre des revendications. Au 30 juin, 10 000 personnes avaient frappé à ses portes, présentant des demandes concernant la nourriture, le logement, la liberté d'un parent en prison, sans parler des revendications de travailleurs, de paysans et d'étudiants. Les Frères musulmans, dont le programme de gouvernement restera dans le cadre du capitalisme et des prescriptions du FMI, n'auront aucun moyen de répondre à ces problèmes sociaux. En ce sens, l'accord entre la Junte et les Frères musulmans cherche à créer la stabilité nécessaire pour conclure les négociations avec le FMI et la Banque mondiale, concernant des prêts de 3,2 et de 1 milliard de dollars, respectivement, pour soutenir les réserves de la Banque centrale, qui ont chuté de 40 % en un an. Cela augmenterait la dette publique nationale, qui représentait 84,1 % du PIB en 2011.

Perspectives

L'armée, la bourgeoisie locale, les partis prônant l'Etat capitaliste (libéral ou islamiste) et l'impérialisme cherchent à stabiliser une « transition » sous tutelle, qui puisse mettre en échec le processus révolutionnaire et préserver leurs intérêts économiques et géopolitiques, dont la préservation du rôle important accompli par l'armée et le maintien du traité de paix avec l'Etat d'Israël sont au centre.

Ce plan contre-révolutionnaire se heurte toutefois aux luttes populaires incessantes, motivées par les aspirations démocratiques et économiques, et qui se suivent à des degrés divers d'intensité. En ce sens, le mot d'ordre contre le pouvoir accaparé par l'armée est présent dans toutes les manifestations et il est essentiel. A cela s'ajoutent d'autres mots d'ordre de nature économique, telles que de meilleurs salaires, l'emploi, etc.

Le processus révolutionnaire en Egypte n'est pas fermé, loin de là. En juillet, quelques jours après l'entrée en fonction de Morsi, une nouvelle grève a éclaté dans la plus grande usine de textile d'Egypte, appartenant à l'Etat, la *Mahalla Misr Spinning and Weaving*. Ses 24 000 travailleurs revendiquent, en plus d'une hausse des salaires, la destitution des cadres supérieurs de l'entreprise, liés au gouvernement Moubarak. En 2006 et 2008, il y a eu des grèves et des luttes très fortes contre Moubarak dans cette entreprise. Ses ouvriers ont pris part activement dans la lutte pour la chute de l'ancien dictateur. Cette lutte s'est étendue à d'autres usines dans d'autres villes, notamment Alexandrie et Suez. Dans cette dernière ville, les travailleurs de l'usine de céramique *Cléopâtre* ont fait face à l'armée dans le cadre de leur lutte pour évincer le directeur de l'usine, directement liée à Moubarak. Dans un autre conflit majeur, quelque 1 500 travailleurs de la mine d'or *Sukari*, la plus grande et la plus ancienne du pays, se sont également mis en grève, pour obtenir la réintégration de dirigeants syndicaux licenciés et de meilleures conditions de sécurité au travail.

Ces derniers mois, il y a eu d'importantes luttes syndicales et étudiantes. Dans le mouvement syndical, il y a des luttes de nature économique – la Junte militaire a fait le compte de 355 conflits de travail en 2011 – et un début de processus de réorganisation, dans lequel s'est constituée la *Fédération syndicale libre*, avec plus de 100 syndicats indépendants (qui représentent 1,6 millions de travailleurs). Le problème est que la direction de la FSL est en pourparlers pour se lier à la Centrale Syndicale Internationale (anciennement CISL). Dans le mouvement étudiant a été créé l'*Union des étudiants d'Egypte*, qui réunit 3,5 millions d'étudiants. Pour marquer l'anniversaire de la révolution, il y a eu des manifestations et des débrayages étudiants dans plusieurs universités, y compris celle du Caire, des luttes convoquées par l'*Union des étudiants d'Egypte* avec comme mot d'ordre central la fin du gouvernement militaire.

Il est probable que la prochaine période sera marquée par une série de luttes, dans le cadre d'une crise politique et sociale qui ne cesse pas et où la situation économique reste précaire. Après la grande victoire démocratique qui a mené à la destitution de Moubarak, la tâche centrale de la révolution est de faire face à l'actuel gouvernement de coalition présidé par Morsi (qui incorpore des militaires dans son cabinet) et d'avancer vers la destruction complète du régime basé sur l'armée, dans le sens d'une révolution socialiste.

La politique de la gauche mondiale doit être celle de l'opposition frontale au gouvernement de coalition des Frères musulmans et de l'armée. Il appartient à la classe ouvrière égyptienne – qui commence à se réorganiser, à se battre et à construire des syndicats libres –, ainsi qu'aux jeunes précarisés, de forger la direction révolutionnaire qui est essentielle pour que la révolution continue.





Campagne

La campagne pour le 30e anniversaire de la fondation de la LIT-QI bat son plein, avec diverses activités et publications.

Le point culminant sera le **Meeting international,** qui se tiendra à Buenos Aires le 1er décembre 2012.

Au **Brésil**, diverses activités ont été développées ces derniers mois. Les plus importantes sont :

- Le rassemblement organisé par le PSTU lors du Congrès de CSP-Conlutas, à la fin du mois d'avril 2012, avec la participation de près de 1200 personnes.



Rassemblement pour le 30e anniversaire de la LIT, à Sumaré, São Paulo, Brésil, le mois d'avril dernier, lors du Congrès de CSP-Conlutas. L'évènement a rassemblé environ 1200 personnes et a été diffusé en direct sur Internet.



A part plusieurs intervenants du parti brésilien, Didier Dominique, de Batay Ouvriye d'Haïti, y a pris la parole. Il a souligné le soutien important de la LIT à la lutte contre l'occupation du pays. L'Argentin Eduardo Barragan était responsable du discours central. Il a rappelé les évènements qui ont mené à la fondation de la LIT et il a souligné que le programme et la proposition de celle-ci sont toujours d'actualité.

- Un rassemblement à Rio de Janeiro, le 18 juin, en présence de 350 personnes. Clara Saraiva, militante de la jeunesse du PSTU et dirigeante de l'organisation étudiante ANEL, a parlé des luttes des jeunes dans le monde et de la proposition de la LIT pour les jeunes. Alejandro Iturbe, éditeur de *Courrier International*, s'est intéressé à la situation du monde, et en particulier à la nécessité de construire des partis révolutionnaires nationaux et une organisation internationale pour disputer la direction des processus de lutte.

Séminaires en Europe

Les 27, 28 et 29 juillet a eu lieu le *Camp international de jeunes révolutionnaires* à Coimbra, au Portugal, organisé conjointement par le *MAS* (Mouvement Alternative Socialiste) du Portugal et *Corriente Roja* d'Espagne. Le dernier sujet discuté lors du camp était : *30 ans de la LIT-QI ! Pour une Internationale révolutionnaire !*

D'autre part, le camp d'été traditionnel, organisé par le PdAC à Rimini, en Italie, les 7, 8 et 9 septembre 2012, aura comme thème central de ses discussions : « 30 ans après la fondation de la LIT-QI, l'actualité du programme trotskyste ».

Un pack de livres

En même temps, les *Editions Marxismo Vivo* participent à la campagne avec un pack de deux livres. Le premier rassemble les matériaux de la Conférence de fondation de la LIT-QI, qui a eu lieu à Bogota, en Colombie, en janvier 1982. Il comprend les documents approuvés, les principales interventions des participants et le vote sur les résolutions et les statuts.

Le second livre contient les documents adoptés lors du premier Congrès de la LIT-QI, qui s'est tenu à Buenos Aires en 1985. Il contient les déclarations et les résolutions adoptées, ainsi qu'un rapport de Moreno sur la situation mondiale, et les principales interventions de ce dernier lors du Congrès.



« La LIT a trente ans »



L'évènement central à Buenos Aires

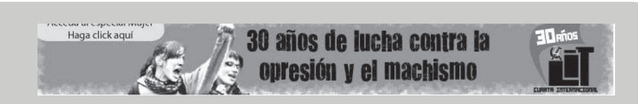
Le point culminant de la campagne sera le *Meeting international* qui se tiendra le 1er décembre, à 16 heures, dans la salle *Unione e Benevolenza* (calle Juan Domingo Peron 1362), dans la Ville de Buenos Aires, en Argentine.

La ville n'a pas été choisie par hasard pour l'évènement principal de la campagne : c'est là qu'est né le courant moréniste, il y a presque 70 ans, avec la fondation du Groupe Ouvrier Marxiste (GOM).

Le meeting comptera avec la participation – en plus des militants et de sympathisants du PSTU argentin – de représentants et délégations des différentes sections de la LIT-QI en Amérique latine et en Europe, et en particulier d'un fort contingent du PSTU brésilien.



Les « pages spéciales » du site



Le site Web de la LIT (www.litci.org) continue à présenter la campagne et à l'accompagner de façon intense, en particulier, à travers les « pages spéciales » (en espagnol), dédiées à divers évènements politiques dans lesquels notre courant est intervenu, et à des élaborations concernant divers thèmes programmatiques. Ces derniers mois, nous avons publié des pages spéciales concernant :

- **La guerre des Malouines** (1982), la première campagne que la LIT a promue en tant qu'organisation.
- **La révolution bolivienne** (1952) et les processus postérieurs dans ce pays.
- **La lutte contre l'oppression et le machisme**, qui comprend une grande partie des élaborations de notre courant sur ce thème central.
- Bientôt seront publiées des « pages spéciales » consacrées à l'histoire du courant moréniste au Brésil, à la conception du parti révolutionnaire, et au putsch contre le gouvernement de Salvador Allende au Chili (1973).



La LIT-QI en Amérique centrale, hier et aujourd'hui

La Brigade Simón Bolívar dans la Révolution nicaraguayenne



Alejandro Pereira

L'histoire du courant moréniste en Amérique centrale est très riche. Cela commence à la fin des années 1970, lorsque la Fraction bolchevique de l'époque (FB) et le Parti socialiste des travailleurs (PST) de la Colombie promeuvent la formation de la Brigade Simón Bolívar pour aller combattre la dictature d'Anastasio Somoza au Nicaragua, ensemble avec le Front sandiniste (FSLN).

Le corps principal de la Brigade fut impliqué dans les combats sur le Front Sud et un autre secteur prit le port de Bluefields, à l'Est.

Après la chute de Somoza, des désaccords avec la politique du gouvernement sandiniste – qui était en train de reconstruire l'Etat bourgeois – ont mené ce gouvernement à expulser la brigade du Nicaragua. Le soutien honteux du Secrétariat Unifié (SU) de la Quatrième Internationale à cette mesure du gouvernement sandiniste fut l'élément clef qui a conduit à la rupture de la FB avec le SU et sa constitution en tant qu'organisation internationale indépendante. La LIT-QI fut fondée quelques années plus tard, en 1982.

Actuellement, la LIT est le courant trotskyste le plus dynamique en Amérique centrale, avec plusieurs organisations jeunes et en pleine croissance telles que le Parti des travailleurs (PT) du Costa Rica, l'Unité socialiste des travailleurs (UST) du Salvador, le Parti socialiste des travailleurs (PST) du Honduras – qui est retourné à la LIT, lors de son dernier congrès international (2011) – et une organisation sympathisante au Panama, la Ligue des travailleurs vers le socialisme (LTS).

La plus grande de ces organisations est celle du Costa Rica. Dans ce pays existait le Mouvement vers le Socialisme (MAS), fondé en 2005 par un petit groupe de jeunes étudiants. Le MAS remporta la direction de la Fédération des étudiants de l'Université du Costa Rica (FEUCR), la plus importante du pays, et à partir de là, il est aujourd'hui le moteur de la construction d'une fédération étudiante nationale. Dans son dernier Congrès, le MAS a décidé d'adopter le nom de Parti des travailleurs (PT), un bond évident de maturité, et il a lancé une campagne pour la légalisation du parti.

En d'autres termes, la LIT a une histoire en Amérique centrale, avec des racines dont nous sommes fiers, un présent dynamique, avec de jeunes cadres et militants, et sur cette base, un avenir dans la lutte pour la direction révolutionnaire dans la région.

La révolution nicaraguayenne qui a renversé le dictateur Somoza était un processus qui a commencé en 1977 dans le cadre de la révolution centre-américaine qui s'est développée dans les années '70 et au début des années '80. Elle a été marquée par une mobilisation insurrectionnelle radicale de masses, qui a finalement adopté la guérilla du Front sandiniste comme sa direction. C'est la nécessité de promouvoir une lutte décisive contre la dictature de Somoza et de soutenir la révolution centre-américaine en cours, qui a motivé la décision d'organiser une brigade de combattants latino-américains pour aider le peuple nicaraguayen.

L'idée d'organiser une brigade de combattants émergea à la fin de 1977, sur l'initiative de Nahuel Moreno, dirigeant de la Fraction bolchevique de la Quatrième Internationale dont faisait partie le Parti socialiste des travailleurs (PST) de la Colombie. Moreno était exilé dans ce pays et insista pour que la direction du PST mette en œuvre cette proposition. Le temps passait sans qu'une décision soit prise, jusqu'à ce qu'un jour, lors d'une réunion du Comité exécutif du PST, ce parti décida de réaliser l'initiative. Moreno apprit la décision par la télévision et manifesta à la direction du parti sa préoccupation pour avoir pris cette décision sans préparation. Mais face aux faits, la préparation se ferait à la hâte. Elle comptait avec l'enthousiasme des militants et la disposition de près d'un millier de bénévoles qui se sont présentés, prêts à aller au Nicaragua et à prendre les armes pour aider à renverser la dictature.

La proposition avait la sympathie et le soutien d'un groupe d'artistes, qui ont donné quelques-unes de leurs œuvres pour la financer, de quelques militaires qui la soutenaient avec un entraînement des membres de la brigade, de médecins et d'infirmières qui formèrent l'Unité médicale pour examiner les



bénévoles, ainsi que de journalistes qui la soutenaient en diffusant l'appel pour recruter des bénévoles. Un des journalistes qui ont le plus contribué à la diffusion de la proposition était Daniel Samper (le frère de l'ancien Président Ernesto Samper), qui plaça sa chronique dans le journal El Tiempo au service de cette cause.

Du Comité national de solidarité à la brigade Simón Bolívar

Avant la création de la Brigade Simón Bolívar, un Comité national de solidarité avec le Nicaragua avait déjà été formé, avec la participation du Parti communiste, du Parti socialiste des travailleurs, du Parti socialiste révolutionnaire, du Mouvement Firmes et de quelques personnalités libérales.

FSLN
BRIGADA LATINOAMERICANA
SIMON BOLIVAR

Lors d'une réunion, le 11 juin, le PST présenta les quatre propositions suivantes :

1 La demande au gouvernement colombien de Julio César Turbay de rompre immédiatement les relations avec la dictature de Somoza ;
2 La reconnaissance du FSLN en tant que force belligérante ;
3 Le rejet de toute manœuvre de l'impérialisme pour intervenir au Nicaragua ;
4 Le recrutement de bénévoles pour l'organisation d'une brigade de combattants à envoyer au Nicaragua.

Le seul point accepté par les autres organisations du Comité fut le premier. Les trois autres ont été rejetées. Il est clair qu'il y avait deux positions, deux politiques face à la révolution nicaraguayenne. Le PST décida de soutenir le plan de recrutement et d'envoi de combattants pour aider à renverser la dictature de Somoza. Le 13 juin, la direction du PST convoqua une conférence de presse pour informer de sa décision de constituer la Brigade de combattants.

Ci-dessous une des résolutions de la Brigade.

Résolution de ratification de la Brigade

L'Assemblée générale de bénévoles de la Brigade Simón Bolívar, qui s'est tenue à Bogota, le 2 juillet 1979, considérant :

1 Que depuis le 13 juin de cette année, les premiers membres de la Brigade Simón Bolívar se trouvent sur le territoire sous la juridiction du FSLN, sous la direction des camarades Camilo González, George Kemel et Darío González ;
2 Que plus d'une cinquantaine de bénévoles se sont enrôlés sous les ordres des camarades mentionnés, prêts à entrer en combat sous la direction militaire du FSLN ;
3 Que depuis ce même jour a commencé le recrutement de bénévoles dans notre pays, sous la coordination générale du camarade Luis Valencia Carlos, recrutement qui rassemble aujourd'hui plus de 800 bénévoles, constituant ainsi le plus gros contingent de combattants du monde, prêts à se battre au prix de leur sang aux côtés du peuple nicaraguayen pour vaincre le dictateur et l'intervention impérialiste et assurer ainsi le triomphe ultime de la révolution nicaraguayenne et de l'Amérique latine, afin d'assurer la construction d'une grande nation américaine indépendante, unie et libre ;
4 Que sous la direction des camarades qui se trouvent sous la juridiction du FSLN et du coordinateur général de la Brigade, celle-ci se développe, est devenue l'avant-garde de la solidarité de tous les peuples de l'Amérique latine et du monde, et a gagné la reconnaissance de la plus haute direction du FSLN

Décide :

1 De ratifier les camarades Camilo González, Kemel George et Darío González comme les plus hauts dirigeants de la Brigade Simón Bolívar sur le territoire sous la juridiction du FSLN ;
2 De ratifier le camarade Luis Carlos Valencia, en tant que coordonnateur de la Brigade Simón Bolívar en territoire colombien ;
3 D'inviter de nouveaux camarades de toutes les organisations syndicales, étudiantes, de quartier, d'entreprises et politiques à s'engager dans nos rangs et à accompagner ceux qui, comme nous, ont tracé le chemin de la solidarité avec la révolution nicaraguayenne ;
4 De signaler l'incorporation de nouveaux camarades à la Brigade, et d'inviter ceux qui sont, comme nous tous, prêts à se battre aux côtés du FSLN et du peuple nicaraguayen, à s'unir à cette direction, la seule exigence étant d'être reconnus comme tels par les combattants et les bénévoles ;
5 D'inviter toutes les organisations qui sont en désaccord avec les principes qui guident la Brigade, de constituer de nouveaux contingents de combattants, avec l'assurance que nous serons les premiers à les soutenir et lutter pour qu'ils soient reconnus par le FSLN et le peuple nicaraguayen.

(*El socialista* 161, le 6 juillet 1979)



Les militants prennent la décision d'aller se battre

Nous reproduisons ici la partie d'un article de l'édition 159 du journal *El Socialista*, du 22 juin 1979, qui décrit la décision de plusieurs militants de s'inscrire dans la Brigade pour aller combattre.

« Nous avons parlé avec quelques-uns des camarades qui sont allés au Nicaragua avec la Brigade Simón Bolívar : Martha, Juana, Pepe et Jairo (noms d'emprunt, semblables aux réels). Deux d'entre eux travaillent en usine, un autre est professeur d'université et un autre encore vient de perdre son job de journaliste. Tous sont du PTS. Trois sont assez nouveaux (environ sept mois dans le parti) et le quatrième est un vieux militant. Tous se sont fait remarquer par le sérieux de leur travail dans le parti, et ils sont également militants ou dirigeants dans leurs organisations syndicales. Ils ont été sélectionnés – avec des critères stricts et précis – parmi les nombreux bénévoles qui se sont inscrits pour aller... »

– « C'était un dimanche, dans une réunion de cadres du parti. Nous avions commencé à discuter sur le Nicaragua quand, tout à coup, le coordinateur dit : ''des bénévoles qui veulent s'inscrire...'' Je ne sais rien de plus de la réunion, je n'ai entendu plus rien de ce qu'ils disaient. Je n'attendais que la fin de la réunion pour m'inscrire. »

– « Ma décision était plus collective : nous en avons discuté entre plusieurs, et nous nous sommes encouragés mutuellement. J'étais surtout inquiet de savoir comment nous allions abandonner notre espace d'activité dans le parti, sans que notre absence soit trop ressentie... »

– « Quoi qu'il en soit, nous nous sommes entraînés – le jogging à l'aube, la natation, et ainsi de suite –, au moins pour ne pas arriver avec le corps raide comme un bâton. Nous avons aussi préparé le voyage en lisant tout le possible sur l'histoire de l'Amérique centrale, sur le FSLN... »

« On apprend même des choses amusantes comme, par exemple, faire un ''gâteau d'herbe'' au cas où la nourriture commencerait à manquer. Je ne te donne pas la recette, car c'est une exclusivité de la maison. Je te dis seulement qu'il peut être sucré ou salé, pour pouvoir varier... »

Dialogue avec une camarade :

– « Vous êtes en train de nous montrer que ce n'est pas vrai que ''la guerre est une question d'hommes''...

– Bien sûr qu'elle ne l'est pas. Au Nicaragua, la dictature frappe tout le peuple de la même façon, et ils ne se posent pas la question si la personne qu'ils tuent de faim ou torturent est une femme, un enfant ou une personne âgée. S'ils s'en prennent aux femmes aussi durement qu'aux hommes, cela signifie que, quand il s'agit de se battre, il faut le faire coude à coude avec eux. En outre, après avoir vu comment ont combattu, non seulement les femmes nicaraguayennes, mais aussi les vietnamiennes, ou les russes dans la révolution d'Octobre, nous n'avons plus aucune excuse pour dire ''moi, comme une femme, je préfère rester à la maison, voir ce qui se passe au Nicaragua par télévision''... ».

La brigade au Nicaragua

En Colombie, environ 1000 bénévoles se sont inscrits en peu de temps, et on a commencé à faire la sélection pour envoyer les premiers combattants. Ils sont allés au Front Sud, commandé par Edén Pastora. Au Nicaragua, ils ont été rejoints par d'autres volontaires de plusieurs pays d'Amérique latine et quelques nicaraguayens. Ainsi, la Brigade Simón Bolivar a réuni en un premier temps 250 combattants, mais il en restait plus de mille en réserve en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique latine.

Plutarco Hernández, un des commandants sandinistes qui avait sous sa discipline militaire des combattants de la *Brigade Simón Bolivar*, a reconnu la contribution de ceux-ci :



Un des commandos de l'héroïque ville de Masaya se fait photographier devant la maison de Huck, un somoziste exécuté durant l'insurrection.
(Photo El Socialista)

« Le soutien pratique de la Brigade Simón Bolívar est déjà une réalité, à la fois pour ce que signifie un contingent de centaines de bénévoles qui s'engagent, en Colombie et dans d'autres pays, que pour les activités développées par le premier contingent qui se trouve ici, sur le Front Sud.

La Brigade Simón Bolívar a déjà commencé à mettre en pratique les propositions qui lui ont donné naissance. A l'heure actuelle, les premiers détachements se concentrent, avec les combattants nicaraguayens, sur la formation indispensable, et ils entreront en action quand la DNC le décide. De même, des membres de la Brigade ont participé, sous ma coordination directe, à des activités de formation de colonnes de combattants qui sont maintenant en action sur le Front Sud, sous la direction de l'état-major. »(*El Socialista*, n° 6, 6.07.1979).

En effet, après l'entraînement, les membres de la Brigade sont allés se battre au front. Trois d'entre eux y ont laissé la vie (Mario Cruz Morales, Pedro J. Ochoa et Max Leoncio Senqui) et d'autres ont été blessés. Un des sites où la brigade a été concentrée se trouve sur la côte atlantique, à Bluefields, où la dictature de Somoza disposait des meilleures troupes de la Garde nationale, ce qui implique que les batailles pour les vaincre ont été très dures.



Le programme de la Brigade et son expulsion

Après l'étape où toutes les forces s'étaient unies pour renverser Somoza, suivait une seconde, qui a mis à l'épreuve les programmes pour la révolution. Le FSLN, qui était devenu la direction du processus révolutionnaire, avait un caractère bourgeois démocratique du point de vue du programme. Son intérêt était de renverser la dictature et de rétablir un ordre démocratique dans le cadre de l'Etat capitaliste. Le programme de la Brigade Simón Bolívar était socialiste. Autrement dit, ces deux programmes étaient opposés. Alors que les sandinistes au pouvoir commençaient à reconstruire l'Etat capitaliste, les camarades de la Brigade promouvaient des mesures socialistes telles que l'expropriation et la collectivisation des usines sous contrôle ouvrier. Ils promouvaient pour cela l'organisation de syndicats et de comités d'usine, la généralisation des Comités de défense sandiniste et l'armement général des travailleurs.

Le différend sur l'application de ces deux programmes donnait lieu à de fortes tensions entre la Brigade et le commandement sandiniste. La Brigade ne perdait pas son temps et marchait au rythme de la révolution, en organisant les travailleurs et en les aidant pour que leurs revendications soient réalisées en un temps record. Voyons ce qui s'est passé à Bluefields :

« Les travailleurs de Pescania sont allés à Bluefields et ils se sont présentés en disant : ''Ici, il y a eu la révolution, mais les choses continuent comme avant.'' Nous sommes donc partis très tôt le lendemain au quai où sort le bateau transportant les ouvriers à l'entreprise. En chemin se sont dressés les premiers plans. A notre arrivée à Pescania, on a décidé de ne pas aller travailler ce jour, parce qu'on allait constituer le syndicat. Entre dix et onze heures, un conseil d'administration a été nommé. Ensuite, il y a eu des réunions de sections pour poser les revendications centrales, jusqu'à deux heures de l'après-midi. A cette heure, le cahier de revendications de dix





points était rédigé, et il fut alors transmis au gérant, par le syndicat qui représentait tous les travailleurs de l'usine. A trois heures et demie, le cahier devait être signé par le patron. C'est la première victoire syndicale. »

« A l'usine de Cucra Hill la situation commence de façon similaire. Tout commence, le soir du jour où le syndicat a été fondé à Pescania. Un ouvrier fait rapidement le voyage à Bluefields pour demander notre présence là-bas, car près d'une cinquantaine de travailleurs, armés de machettes, y entourent les gestionnaires somozistes de l'entreprise. Les gars sandinistes, qui avaient les armes, ne savaient littéralement pas quoi faire, mais dans la pratique, ils sont les gardes du corps des somozistes. Nous commençons par constituer le syndicat et nous proposons que ce soient les travailleurs qui décident quoi faire avec les alliés du tyran.

Il y a une première confusion lorsque ce processus avance. Le commandant sandiniste de Bluefields envoie l'ordre de ne pas toucher aux somozistes et de ne les dépouiller de rien. Les travailleurs se déclarent tout à fait en désaccord et décident de faire un procès avec un jury majoritairement ouvrier. Il est alors décidé que les gestionnaires s'en aillent sans rien emporter. » (El socialiste, n° 169, 31.08.1979).

Telle était la dynamique de confrontation entre les commandants et le gouvernement sandiniste, d'une part, et les masses laborieuses et la Brigade Simón Bolívar – qui a aidé à construire environ 80 syndicats à l'échelle nationale, y compris à Managua – d'autre part. L'information de l'époque le confirme :

LA BRIGADA SIMON BOLIVAR
Y LA REVOLUCION
NICARAGUENSE
FORO
con: LUIS CARLOS VALENCIA
COORDINADOR de la BRIGADA
DIRIGENTE del PST (Colombia)
JUEVES 29-6 PM
AUDITORIO ECONOMIA
Partido Socialista
de los Trabajadores
PST

« Le samedi 11 août eut lieu une séance plénière de quarante syndicats avec cent dix délégués ouvriers pour discuter des prochaines étapes dans la formation de la Centrale sandiniste de travailleurs. La séance était présidée par quatre camarades délégués par le FSLN et quatre camarades de la Brigade Simón Bolívar, qui collaborait dans le processus d'organisation syndicale.

En reconnaissance du travail des camarades de la Brigade dans le processus d'organisation syndicale, les travailleurs demandèrent de les accorder la nationalité nicaraguayenne.

A un moment émouvant de la réunion plénière de quarante syndicats et cent dix délégués ouvriers, un camarade se leva et dit : ''Les camarades de la Brigade Simón Bolívar étaient avec nous dans le combat et maintenant ils nous ont aidés dans la reconstruction. Ils sont pratiquement notre peuple, je demande que la nationalité nicaraguayenne leur soit accordée.''

Cette proposition fut acceptée par acclamation, et actuellement, la demande formelle de reconnaissance de la citoyenneté pour les membres de la Brigade est adressée par écrit au Gouvernement de reconstruction nationale. » (El Socialista, n° 167, 17.08.1979).

Le gouvernement sandiniste ne voyait pas les choses concernant la Brigade de la même façon que les travailleurs. Au lieu d'octroyer la citoyenneté nicaraguayenne à ses membres, il les tendit un piège en les concentrant tous à Managua, pour un supposé hommage. C'était pour les arrêter, les désarmer et les livrer à l'armée panaméenne, qui les a torturés puis expulsés vers la Colombie.

Aujourd'hui, l'histoire montre les limites du programme de la guérilla sandiniste. Après le renversement de la dictature, ses commandants reconstruisirent l'Etat bourgeois, désarmèrent les masses et garantirent la propriété privée des moyens de production aux capitalistes, y compris un grand nombre de somozistes. A partir de la direction sandiniste, a émergé une bourgeoisie sandiniste qui exploite et réprime aujourd'hui les travailleurs.

Le programme socialiste de la Brigade Simón Bolívar est toujours en vigueur pour la révolution en Amérique centrale et en Amérique latine. La Ligue Internationale des Travailleurs et de ses sections (y compris le Parti socialiste des travailleurs de la Colombie) continue à lutter avec ce programme.



Le Parti des travailleurs est né

Une alternative de classe et socialiste au Costa Rica

Javier Fernández



Lors du Ve Congrès du MAS, les 30 mars et 1er avril, nous avons décidé de lancer la fondation du **Parti des travailleurs**.

Ce fait est l'aboutissement d'un premier processus d'accumulation d'un minimum de militants, un processus qui a aussi servi à tirer d'importantes conclusions sur le type de parti politique qu'il faut construire à partir de la gauche révolutionnaire au Costa Rica.

En octobre 2005, un groupe de militants étudiants a décidé de fonder le Mouvement vers le socialisme (MAS), dans le but de regrouper des dizaines de militants révolutionnaires qui avaient vécu de nombreuses années de dispersion et de fragmentation après la longue nuit des années quatre-vingt-dix. Ces dernières années, nous avons participé à des batailles majeures telles que le « NON au Traité de Libre Echange » (TCL), le rejet du projet minier Crucitas et différentes luttes en défense de l'éducation publique – en premier lieu le rejet de la Ve Convention du Fonds spécial pour l'enseignement supérieur (FEES). Nous avons aussi milité dans différents processus de lutte des organisations de travailleurs, y compris la défense des quais de la part de SINTRAJAP, les grèves dirigées par l'APSE pour défendre les salaires et la lutte que les travailleurs de la santé mènent pour défendre la Caisse de la Sécurité sociale (CCSS).

Bien que le centre de notre parti soit toujours la lutte politique par la mobilisation populaire, dans le dernier congrès, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il faut une référence politique claire pour arborer l'étendard de l'indépendance de classe et de la nécessité du pouvoir politique pour la classe ouvrière. C'est le principal obstacle pour surmonter la fragmentation de la gauche et la profonde tendance syndicaliste du camp populaire au Costa Rica.

Au Costa Rica, la crise capitaliste mondiale s'est manifestée essentiellement dans le déficit budgétaire du gouvernement, ce qui a conduit à une attaque évidente contre la classe ouvrière, dans le but que ce soit elle qui paye pour la crise. Face à cette réalité, la classe ouvrière au Costa Rica ne dispose pas d'un parti politique propre, de sa classe, qui s'affiche non seulement comme une option électorale, mais comme le centre d'organisation de la classe ouvrière pour la lutte quotidienne contre le gouvernement, contre l'exploitation des patrons et contre le capitalisme.

Le capitalisme nous plonge dans la misère et l'exploitation

La crise capitaliste a approfondi les horreurs de ce système qui nous exploite. Alors qu'une poignée de gens devient de plus en plus riche, nous, les travailleurs, nous souffrons, avec des salaires insuffisants pour répondre à nos besoins et avoir une vie décente. Le chômage est une menace quotidienne pour des milliers de travailleurs, tandis que beaucoup d'autres voient comment leurs conditions de travail deviennent de plus en plus précaires et que le niveau d'exploitation augmente. Nous pensons donc que nous avons besoin d'un parti politique qui se bat chaque jour et qui organise la classe ouvrière dans son combat – un combat pour de meilleurs salaires, contre le chômage, pour la réduction des horaires, pour le droit à disposer de plus de jours de vacances et à les prendre dans des jours consécutifs afin d'assurer un vrai repos.

Le gouvernement et les patrons maintiennent les travailleurs du secteur privé sous une dictature

Alors que le gouvernement et les patrons se vantent sur la scène nationale et internationale du fait que le Costa Rica a plus de six décennies de démocratie ininterrompue, la réalité des travailleurs du secteur privé est très différente. La persécution de l'organisation des travailleurs dans le secteur privé est seulement comparable à la situation de la classe ouvrière sous les dictatures fascistes des années '70 et '80 du siècle dernier. Il est inacceptable que nous, les travailleurs, nous n'ayons pas le droit d'organiser un syndicat, de distribuer un tract ou un journal, ou de formuler nos exigences dans notre lieu de travail ; il est inacceptable que nous soyons licenciés et que nous entrions dans des listes noires des entreprises. Cela n'a rien à voir avec une démocratie.

Par conséquent, en tant que PT, nous posons la nécessité de lutter pour le droit à l'organisation et la



syndicalisation des travailleurs dans le secteur privé ; pour le droit aux conventions collectives et pour une vraie justice du travail, contre les heures supplémentaires obligatoires, pour respect de la journée de 8 heures et pour l'obligation de payer les heures supplémentaires.

Nous vivons dans une fausse démocratie, qui opprime le peuple et avantage les riches

A vrai dire, la situation d'oppression et de persécution n'est pas uniquement le sort de la classe ouvrière, mais de tout le peuple. Au Costa Rica, nous vivons dans une fausse démocratie, où les immigrants n'ont pas les moindres droits et sont contraints aux pires conditions de travail. Nos frères du Nicaragua n'ont aucun droit politique, en dépit du fait qu'ils jouent un rôle clé dans la production. Les femmes sont opprimées par un Etat qui place les dogmes de l'Eglise au-dessus du droit sur leur propre corps, que ce soit pour mettre fin à une grossesse non désirée ou pour arriver à être enceintes par fécondation in vitro. En outre, elles sont contraintes à des conditions de travail pires que celles des hommes, à des salaires inférieurs et au fardeau du travail domestique. La population avec une orientation sexuelle différente fait l'objet de discriminations et on lui refuse le droit de former une liaison de vie commune et d'entraide, officialisée par le mariage. Pour les paysans aussi, c'est une fausse démocratie. Ils sont de plus en plus nombreux à être dépouillés de leurs terres et contraints à devenir des ouvriers agricoles ou à migrer vers la ville, puisque l'Etat réserve la terre pour les grandes multinationales de l'agriculture.

C'est pourquoi, en tant que PT, nous posons la nécessité de lutter pour les droits de tout le peuple, sans quoi la démocratie est une illusion. Les travailleurs immigrés doivent avoir les mêmes droits que les autres travailleurs. Il faut rompre avec l'Eglise et avoir un Etat laïc qui garantit l'intégralité des droits des femmes et de toutes les personnes, indépendamment de leur préférence sexuelle. La terre doit être de ceux qui la travaillent, ce qui rend nécessaire la mise en œuvre d'une réforme agraire en profondeur afin d'assurer la souveraineté alimentaire.

Notre pays est également exploité par l'impérialisme, avec la complicité de la bourgeoisie nationale

Toute cette situation d'exploitation et d'oppression a un fil conducteur qui est l'impérialisme. Les grandes multinationales obtiennent la part du lion, alors que la bourgeoisie nationale leur ouvre amplement le pays en échange d'une part du butin. C'est pourquoi nous ne parviendrons pas vraiment à être une nation souveraine et indépendante, sans rompre définitivement avec l'impérialisme et garantir notre droit à avoir nos propres lois et notre propre politique économique.

Pour cela, il faut rompre avec le Traité de libre-échange (TLC) et avec les accords commerciaux avec d'autres impérialismes, comme l'européen. Il faut supprimer les patrouilles conjointes, les accords concernant la lutte contre les stupéfiants et d'autres accords militaires qui sont utilisés pour avoir l'armée « gringo » comme surveillant de la zone. De même, nous devons empêcher le pillage de nos ressources naturelles, que ce soit sous la forme de l'exploitation minière et l'extraction de pétrole ou par la destruction des parcs naturels pour la production d'électricité.

Le Costa Rica n'a toutefois pas la capacité de devenir une nation véritablement indépendante, en raison de l'étroitesse de ses frontières et de sa capacité limitée de production et d'accès aux ressources. Il est donc nécessaire de supprimer le morcellement de l'Amérique centrale et de devenir une vraie nation centre-américaine par la construction de la *Fédération des Etats socialistes centre-américains*.

La seule issue pour surmonter cet état d'exploitation et d'oppression est un projet ouvrier et populaire.

Pour remédier à cet état de misère et d'exploitation, imposé par capitalisme, nous avons besoin d'un plan issu de la classe ouvrière pour inverser cette situation. Cela nécessite l'échelle mobile des salaires qui implique un ajustement périodique des salaires selon l'évolution de l'inflation.

Il faut mettre en œuvre une échelle mobile de la journée de travail, où tout le travail à faire est réparti entre ceux qui ont besoin de travailler, avec la réduction des heures de travail sans perte de salaire. Nous devons mettre en œuvre un *Plan de travaux publics*, pour garantir les investissements dans la santé, l'éducation, l'infrastructure routière, et générer ainsi plus d'emplois. Il faut nationaliser les banques dans une banque d'Etat unique qui se met au service des besoins du peuple et non des grands banquiers. De la même manière, il faut veiller à ce que la production aussi soit faite pour répondre aux besoins du peuple, et non au profit des patrons, ce qui requiert que ces entreprises soient expropriées et placées sous le contrôle de leurs travailleurs.

La seule façon d'y parvenir est par le biais d'un gouvernement des travailleurs, avec une révolution socialiste, qui arrache le pouvoir à la bourgeoisie et le donne à la classe ouvrière.

La seule façon de mettre en œuvre cette proposition ouvrière et populaire est par le biais d'une alliance des travailleurs avec les étudiants, les paysans et tout le peuple. Cela exige une nouvelle direction syndicale, démocratique et de combat, qui a pour principal intérêt celui de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais cela n'est possible que si nous, les travailleurs, nous nous organisons dans notre propre parti, le Parti des travailleurs.

Nous n'avons pas l'intention d'assumer cette tâche tout seuls. Le socialisme sera mondial ou il ne sera pas. C'est pourquoi le PT fait partie de la LIT-QI, un courant mondial qui vise la reconstruction de la Quatrième Internationale, une organisation qui se propose comme tâche la lutte pour enterrer le capitalisme à l'échelle mondiale et bâtir, sur ses ruines, une société vraiment humaine : le socialisme.



Premier Congrès du PSTU (A)

Un pas dans la reconstruction du parti moréniste en Argentine


CONTRA EL ATAQUE DE CRISTINA Y SCIOLI
Rebelión estatal en Buenos Aires
pág. 4-5
avanzada socialista
PSTU
PARTIDO SOCIALISTA DE LOS TRABAJADORES UNIFICADO
Sección de la Liga Internacional de los Trabajadores – Cuarta Internacional
Unidad contra el ajuste
Plan obrero para enfrentar la crisis
Cristina - Scioli
¿A qué se deben las peleas en el gobierno?
pág.3
Congreso PSTU
Por la reconstrucción del partido morenista
pág.7
El gobierno y los patrones provocan la división de la CGT
pág.8-9

Matías Martínez

Le 1er Congrès du PSTU (A) a eu lieu en juillet. C'était une vraie réunion de travail et d'élaboration entre révolutionnaires. Tous les participants ont pu constater les progrès réalisés dans la consolidation de la fusion entre le FOS et la COI d'il y a un peu plus d'un an. C'est un pas en avant dans la reconstruction du parti moréniste en Argentine.

Les délégués ont travaillé pour préciser la situation révolutionnaire dans le monde et échanger des opinions sur l'intervention des différentes sections de la LIT-QI, dans les processus de la lutte contre les ajustements, et de la réorganisation politique et syndicale qui a eu lieu principalement sur le continent européen.

Les contributions ont été rassemblées et les documents présentés, sur la situation politique nationale, le bilan et l'orientation politique, documents qui précisent le programme et les principales tâches à venir pour le parti, ont été approuvés. Comme il est d'usage dans les congrès, les camarades considérés comme étant le plus en mesure de mener à bien ces tâches dans la période à venir, en tant que direction, ont été élus.

La première année du PSTU...

Le Congrès a commencé, en désignant pour la présidence d'honneur le camarade Nahuel Moreno, notre cher camarade Edu, mort quelques mois après la fondation de notre Parti, plus d'une centaine de camarades assassinés et disparus du PST, et les combattants ouvriers et populaires des processus de l'Afrique du Nord, de l'Europe et du Moyen-Orient. Notre camarade Caroline Garzón, disparue en Equateur, a été désignée présidente d'honneur par acclamation et peut être assurée de notre lutte tenace pour son apparition.

Les salutations d'autres partis de la LIT ont été reçues par de chaleureux applaudissements : il n'y a pas de frontières quand il s'agit de faire face aux plans impérialistes, de la part des travailleurs, partout dans le monde.

L'UST du Venezuela, l'IST de l'Uruguay, le PST de la Colombie, *Lutte Socialiste* de la Bolivie, le PT du Paraguay, le Nouveau PST du Pérou et le PRT du Chili ont envoyé des salutations de l'Amérique latine. Les camarades de *La voix des travailleurs*, des Etats-Unis, ont aussi envoyé des salutations, ainsi que, de l'Europe, les camarades du *Parti d'Alternative communiste* (PdDAC) de l'Italie et le *Mouvement Alternative socialiste* (MAS), nouvellement créé au Portugal. La salle a explosé d'enthousiasme quand les camarades de *Corriente Roja*, de l'Etat espagnol, ont annoncé que – après avoir participé à la lutte des mineurs des bassins des Asturies contre les ajustements de Rajoy, et au milieu des préparatifs de l'arrivée de cette lutte à Madrid – le Congrès des délégués de CR a voté à l'unanimité la demande d'entrée dans la LIT-QI et l'affiliation à elle.

Après le salut du Secrétariat international, un dirigeant de *Gauche Communiste* du Chili a ouvert les discussions en signalant l'importance de l'internationalisme ouvrier, socialiste et révolutionnaire.

Au fil des débats, les contributions ont aidé à préciser l'espace politique croissant, ouvert à la gauche en général et à notre parti en particulier, à un moment où le rôle du gouvernement de Cristina devient plus évident, un gouvernement qui, en dépit de son discours, lie le destin du pays aux intérêts impérialistes et provoque ainsi la désillusion des travailleurs qui l'avaient soutenu.

D'autre part, la nouvelle situation du PSTU pour intervenir dans le processus de réorganisation politique et syndicale dans le pays a été soulignée. Le Congrès comptait avec la présence : de camarades métallos qui veulent continuer à lutter contre les patrons et le gouvernement ; de travailleurs du pétrole de la Patagonie qui se battent contre les multinationales qui pillent nos richesses ; de camarades de l'industrie alimentaire qui ont fait face au vieux bureaucrate Daer dans les dernières élections syndicales, gagnant près de 40 % des voix ; et de camarades de l'industrie mécanique et de la santé.

Les jeunes étudiants universitaires, qui font face aux attaques contre l'éducation publique, étaient aussi représentés, ainsi que les fonctionnaires et les enseignants qui, en dépit de leurs directions, se rebellent contre les ajustements. L'énorme défi de la possibilité de balayer la bureaucratie du syndicat des enseignants à Neuquén, lors des prochaines élections, était souligné.

...dans les 30 ans de la LIT-QI

Le Congrès a servi à confirmer la validité du processus de regroupement des révolutionnaires autour de la LIT dans sa lutte stratégique pour reconstruire la IVe Internationale. 30 ans après sa fondation, après avoir traversé une longue période de crise et de ruptures, la LIT poursuit actuellement à fond le processus de reconstruction théorique, politique, méthodologique et morale.

La conclusion fondamentale du Congrès fut que les énormes défis, que la réalité nous oblige à affronter dans notre pays, ne peuvent pas se situer en marge de cette bataille permanente pour construire le parti mondial de la révolution socialiste.

A la fin, déjà accablés par la fatigue, les Congressistes ont clôturé les travaux chantant l'Internationale au poing levé.



Construire une coordination de lutte du syndicalisme alternatif international

Voici la Déclaration unitaire, approuvée lors de la ***Réunion internationale*** *qui eut lieu au Brésil après le Congrès de CSP-Conlutas, en mai dernier. Les participants ont convoqué une Rencontre Internationale pour le mois de mars 2013 à Paris.*

Nous voulons renforcer et développer toutes les luttes des travailleurs et des secteurs exploités et opprimés dans le monde. Nous voulons construire un pôle qui cherche à réunir les secteurs indépendants et alternatifs, du mouvement syndical, populaire et des jeunes, qui font face, à travers le monde, aux attaques du capital sous toutes ses formes, et qui n'acceptent pas la logique de conciliation des directions bureaucratiques traditionnelles. Nous appelons tous ceux qui luttent et résistent, à nous rejoindre pour construire l'unité et la solidarité, basées sur l'internationalisme ouvrier.

L'unité face à la crise

Nous estimons qu'il est fondamental, face à la crise, de construire notre unité internationale pour coordonner et unifier nos luttes.

Nous appelons tous ceux qui luttent, indépendamment de l'appartenance à l'une ou l'autre centrale syndicale ou organisation internationale, à se joindre à la construction de cette unité internationaliste tellement nécessaire pour faire face aux plans impérialistes.

Nous devons continuer à échanger nos expériences et discuter librement et démocratiquement sur nos conceptions et nos visions, pour promouvoir une Coordination des secteurs indépendants et alternatifs. Nous voulons construire un réseau pour développer des actions de solidarité et d'unité, pour coordonner des campagnes et des initiatives unitaires, sans oublier la divulgation de nos luttes, nos actions et nos expériences, comme des étapes dans le renforcement de l'unité internationale.

Rencontre internationale

Nous appelons à la réalisation d'une Rencontre internationale d'organisations syndicales et populaires, indépendantes et alternatives, fin mars-début d'avril 2013, à Paris, en France, pour faire avancer le débat et la compréhension de la réalité et l'unité de notre lutte.

Les attaques contre les travailleurs

La crise économique impérialiste se répète et se durcit avec l'approfondissement des contradictions d'un système de production basé sur l'exploitation et l'oppression.

La plus grande crise depuis 1929 est profonde et touche tous les aspects de la vie des peuples, partout dans le monde. Les patrons et leurs gouvernements ont besoin de mener une véritable guerre sociale : des attaques brutales contre nos droits et acquis sociaux ; l'appropriation de ressources naturelles avec des conséquences environnementales catastrophiques ; l'assaut sur le patrimoine public et le démantèlement et la privatisation des services publics ; le chômage pour la nouvelle génération et la perte de la sécurité sociale, les pensions et d'autres acquis ; et tout cela, pour garantir le patrimoine des banquiers et des multinationales.

Pour imposer leur issue à la crise, les patrons et leurs gouvernements utilisent tous les moyens nécessaires. La répression a lieu sous toutes les formes que le rapport de forces leur permet : la criminalisation à travers les poursuites, l'emprisonnement et la répression permanente contre tous ceux qui luttent et s'opposent à leurs plans ; les occupations et les interventions militaires pour assurer leur projet. Ils utilisent toutes les formes d'oppression et de discrimination pour nous diviser, comme la xénophobie, le machisme, l'homophobie, le racisme, etc.

Les conséquences spécifiques sont légion : les coupes budgétaires dans l'éducation et la santé et dans les investissements publics, partout dans le monde ; les occupations militaires en Haïti et en Afghanistan ; la tentative d'intervenir dans le processus du printemps arabe ; la crise alimentaire en raison de la monopolisation de la production agricole ; l'appropriation de plus en plus vorace des ressources naturelles à travers le monde et l'augmentation de la destruction de l'environnement. Il y a un retour en arrière brutal dans les politiques sociales universelles telles que l'éducation, la santé, les pensions et d'autres services publics. Il y a, en outre, l'imposition de toutes sortes de préjugés et d'oppressions comme le racisme, le machisme, le sexisme, ainsi que l'incitation permanente à la xénophobie qui frôle le fascisme, en ce qui concerne les immigrants, suite à l'aggravation de la crise.

Plusieurs voix, un seul combat

Les effets de la crise ne se sentent pas de la même façon partout dans le monde. La croissance économique continue en Amérique latine, en Chine et dans d'autres pays, mais nous ne pouvons pas voir cela comme un élément qui est en contradiction avec la crise économique de l'impérialisme. Il ne s'agit que de rythmes différents au sein de la même situation de crise économique impérialiste, avec davantage d'investissements dans les pays où une plus grande extraction de survaleur est possible, par la combinaison d'aspects tels que la main d'œuvre moins chère, de nouveaux marchés, etc.

Pour ceux qui veulent se battre, il est essentiel de comprendre le spécifique et de ne pas placer un signe égal entre les situations. La compréhension de la réalité comme une totalité – où l'exploitation et l'appropriation des ressources publiques et naturelles s'approfondissent, même là où il y a de la croissance – est ce qui peut nous permettre de maintenir une politique de classe et internationaliste pour combattre l'ordre impérialiste international.

La résistance

Partout dans le monde, notre classe lutte et résiste. Cela va des grèves



générales du peuple grec, des mobilisations des étudiants chiliens, des grèves en Chine, jusqu'aux manifestations et occupations des places publiques du peuple arabe pour renverser des dictatures qui ont sévi pendant des décennies en Tunisie, en Egypte, en Libye, en Syrie, au Bahreïn ; de la lutte héroïque du peuple palestinien aux manifestations des peuples autochtones d'Amérique latine en défense de l'eau et des ressources naturelles ; des manifestations de la jeunesse dans l'Etat espagnol aux manifestations dans les rues des Etats-Unis ; des grèves générales et des manifestations en Espagne, au Portugal et en France aux luttes des communautés du Mozambique contre les nuisances provoquées par les sociétés minières multinationales ; sans oublier les luttes des immigrés dans diverses parties du monde.

Le printemps arabe est parvenu à vaincre et renverser des dictatures de décennies d'existence à travers les actions des masses. Cela ouvre une vie nouvelle au mouvement, avec en perspective la possibilité de victoires à partir de ces manifestations. Il est crucial de soutenir les peuples arabes et leur lutte contre la dictature, un soutien qui va de pair avec la dénonciation et le rejet de toute intervention militaire impérialiste dans la région. Ces manifestations, ainsi que la résistance héroïque du peuple palestinien, peuvent conduire à la défaite de l'Etat sioniste d'Israël et du projet impérialiste, ce qui aurait de profondes implications pour la situation internationale.

La faillite des directions

Malheureusement, le grand capital et ses gouvernements peuvent compter, pour imposer leurs plans, sur la coopération de la majorité des directions des organisations syndicales et populaires dans le monde. Ce sont des organisations bureaucratiques, sans démocratie qui permettrait aux travailleurs de décider effectivement sur les orientations des luttes et des résistances. Quoi qu'en disent les discours, ils négocient et acceptent des accords et des plans d'austérité dans la logique du capital, et en vue de cela, ils refusent de construire réellement l'unité des travailleurs et des secteurs exploités et opprimés partout dans le monde. Ce rôle – de ne pas appuyer, ni coordonner ou unifier les luttes – est clair et catégorique dans la situation européenne, où des grèves générales et de nombreuses mobilisations et manifestations se suivent l'une après l'autre, alors que les directions traditionnelles se maintiennent à leur tête afin de chercher à les contrôler.

De nouvelles directions

De nombreuses tentatives pour créer de nouvelles formes d'organisation pour les luttes apparaissent dans ce processus, des tentatives pour restaurer la démocratie : où la base peut se battre et décider ; où nos luttes ne sont pas orientées vers les accords et la négociation en vue de préserver l'ordre du capital ; où notre unité est remise en valeur dans les différentes expressions de nos luttes. Il s'agit de nos luttes dans le mouvement syndical et populaire ; les luttes pour le logement et pour la terre ; celles des peuples autochtones en défense de leurs territoires et leurs cultures ; celles des chômeurs et des jeunes ; les luttes contre toute forme d'oppression et de préjugé, contre les interventions militaires, en défense du droit de s'organiser et de manifester, en défense de l'environnement comme ressource de l'humanité et non comme source de profit pour le capital. Les luttes sont innombrables !

Ce processus de récupération des organisations de lutte et contre la conciliation, avec démocratie ouvrière et indépendance par rapport aux patrons et leurs gouvernements, se manifeste sous différentes formes selon la réalité et l'histoire de chaque pays.

Nos organisations s'engagent à chercher le renforcement des luttes et de la résistance avec un programme de lutte : un programme de classe, contre l'oppression et l'exploitation, anti-impérialiste, de défense des droits sociaux et des travailleurs ; un programme en défense des ressources naturelles et de l'environnement ; un programme en défense de toutes les organisations avec démocratie ouvrière et participation de la base, qui combine la défense des revendications concrètes de la vie quotidienne avec la nécessité de construire un ordre économique et social différent et qui nie radicalement toute forme d'exploitation et d'oppression.

Les signataires de cette déclaration :

CSP Conlutas (Brésil) ; Union Syndicale Solidaires (France) ; RMT – National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (Angleterre) ; Fédération des Syndicats Indépendants (Egypte) ; Batay Ouvriye (Haïti) ; CCT – Confederación de la Clase Trabajadora (Paraguay) ; CGT – Central General de Trabajadores y Trabajadoras (Costa Rica) ; ANEL – Assembleia Nacional dos Estudantes Livre (Brésil) ; CONES – Coordinadora Nacional de Estudiantes Secundarios (Chili) ; FEUCR – Federación de Estudiantes de la Universidad de Costa Rica (Costa Rica) ; COBAS – Sindicato de Comisiones de Base (Espagne) ; CUB – Confederazione Unitaria di Base (Italie) ; FENADAJ, Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos (Chili) ; SYNTRASESH – Syndicat National des Travailleurs des Services de la Santé Humaine (Bénin) ; Syndicat Unique des Travailleurs des Transports Aériens et Activités Annexes (Sénégal) ; ISIS – Housing Assembly, ILRIG, GIWUSA (Afrique du Sud) ; APUHL – Asociación de Profesionales Universitarios del Hospital Larcade (Argentine) ; ANDES-SN – Sindicato Nacional dos Docentes das Instituições de Ensino Superior (Brésil) ; Sindicato da Indústria da Construção Civil (PA/CE – Brésil) ; Metalúrgicos de São José dos Campos (SP – Brésil) ; Petroleiros (RJ/SE – Brésil) ; Sintect – Sindicato dos Tabalhadores dos Correios e Telegrafos (PE – Brésil) ; Sintusp – Sindicato dos Trabalhadores da Universidade de São Paulo (Brésil) ; Simpere – Sindicato Municipal dos Profissionais do ensino da Rede Oficial do Recife (Brésil) ; Municipais de Porto Alegre (Brésil) ; Sindjustiça/CE – Sindicato dos Trabalhadores do Poder Judiciario do Estado do Ceara (Brésil) ; Federação Sindical e Democrática dos Metalúrgicos (MG – Brésil) ; Sindess (MG – Brésil) ; Sintrajud – Sindicatos dos trabalhadores do Judiciário Federal (MA – Brésil) ; University and College Union Liverpool University, Liverpool, TUC, Asylum Voice Liverpool, Liverpool Guild of Students, Liverpool University, NUS University College London (Angleterre) ; Sindicato Cervecero Kunstmann, Sindicato Frival, Sindicato Kunstmann de Valdívia (Chili) ; SINDEU – Sindicato de Empleados y Empleadas de la Universidad de Costa Rica e Sindicato de Salud y la Seguridad (Costa Rica) ; UNITE – Community Casa Branch NN567 (Angleterre) ; Sindicato de la Niñez, Sindicato de Periodistas, Sindicato de Trabajadores Club Centenario, Sitrasenavitat (Paraguay) ; Sindicato de Trabajadores Celima, Sindicato Nacional de Backus y Johnston, Sindicato Unitario de Trabajadores Mineros, SUTE-13 Sindicato de Trabajadores de la Educación – Villas María del Triunfo (El Salvador) ; SUTE-14 Sindicato de Trabajadores de la Educación – S. J. Miraflores/Lima (Perú) ; SUTTAAA ; Centro Federado de la Facultad de Psicología (Perú) ; IAAR – Internationaler Automobilarbeiterratschlag (Allemagne) ; Defensoría Popular – Derechos Humanos (Chili) ; Emancipation – Tendance Syndicale Lutte de Classe (France) ; Espacio Clasista – Agrupación 1886 – SUINAV (Uruguay).



Etats-Unis : élections 2012

Quel est le bilan du premier gouvernement d'Obama ?

Juan Díaz et Florence Oppen

Pour se faire réélire, Barack Obama profite de l'image trop à droite de son rival républicain, Mitt Romney, alors que la situation économique commence à se détériorer et qu'il ne génère plus d'attentes de « changement ».

Barack Obama, le premier président noir des Etats-Unis, a été élu en 2008 avec une image « de gauche ». Il était vu comme très connecté à la réalité des gens qui travaillent, quelqu'un qui allait apporter des changements dans la présidence après les huit ans sombres de George W. Bush. Auparavant, la campagne électorale d'Obama avait réussi à galvaniser de nombreux secteurs, non seulement de la classe dirigeante, mais aussi de la classe ouvrière : des syndicats et des étudiants universitaires, et même des Noirs et des Latinos. Il avait aussi été capable de collecter davantage de fonds et de recruter davantage de militants pour sa campagne que son concurrent républicain (John McCain).

La victoire électorale d'Obama avait traduit dans les urnes la colère et le mécontentement des Etasuniens pour la situation économique et politique chaotique à laquelle Bush avait mené le pays. Cette situation avait mené à ce que nous appelons « la crise de l'impérialisme étasunien », quand, après l'attaque aux Tours jumelles du 11 septembre 2001, Bush n'avait pas réussi, comme prévu, à gagner les guerres en Irak et en Afghanistan. La réalité a toutefois montré que, dans les questions plus stratégiques, Obama n'a été qu'une continuation de la présidence de Bush, mais avec une image plus attractive et populaire.

Obama a basé sa campagne sur le « changement » et il a fait de nombreuses promesses : mettre fin aux guerres en Irak et en Afghanistan ; défendre les droits du travail en signant l'Employee Free Choice Act (EFCA – la loi du libre choix du salarié)[1] ; imposer le financement fédéral des fonds pour la santé et mettre en œuvre le système « single-payer»[2] (initialement, il avait soutenu la Loi de réconciliation de l'éducation et de la santé de 2010) ; signer un projet de réforme de l'immigration pour mettre fin aux déportations et à la « mise hors la loi » des travailleurs sans papiers ; et ainsi de suite.

Cependant, depuis son entrée en fonction en 2008, la politique d'Obama a confirmé notre analyse concernant sa candidature et son régime : il a continué et intensifié les plans de Bush de guerres impérialistes ; il a maintenu la déréglementation financière qui a contribué à la « grande récession »[3] par laquelle nous sommes passés (et dont Clinton est à l'origine) ; il a élargi les programmes de libre-échange qu'il avait critiqué un peu (la Corée du Sud, le Panama, la Colombie) ; et il a également lancé une vague d'attaques sans précédent contre la classe ouvrière pour la faire payer pour la crise.

Cela a commencé par des coupes dans les services sociaux (menaces de coupes dans la sécurité sociale, Medicare, etc.). Ensuite, cela a touché les droits des travailleurs du secteur public et leurs pensions, ainsi que des coupes dans les budgets de l'éducation publique. Il a refusé tout vrai plan de travaux publics pour lutter contre le chômage. Il a refusé la moindre restriction à l'action prédatrice des banques qui ont privé plus de deux millions de familles de leur maison. Il a permis l'intensification de la disparité entre Noirs et Blancs. La réalité a montré que les promesses d'Obama étaient des efforts évidents pour apaiser les aspirations de la classe ouvrière et des masses opprimées, afin de donner à la bourgeoisie le temps de se préparer et s'armer pour répondre à la crise économique qui venait d'éclater. Il n'est pas surprenant que l'une des premières mesures qu'il a prises, en tant que Président, fût la remise de milliards de dollars d'argent public aux grandes banques et sociétés, les vrais responsables de la crise économique.

Beaucoup de travailleurs ne comprennent pas pourquoi des politiciens comme Obama osent tromper précisément les gens qui l'ont soutenu pour qu'il puisse être Président. La raison est que derrière tous ses mots se cachent les intérêts de classe qu'il défend. Obama n'est pas une « roue libre » dans le système capitaliste. C'est lui le plus haut représentant du Parti démocratique, un parti qui, avec les républicains, se consacre depuis des décennies à manipuler, réprimer et exploiter les masses, pour en extraire le maximum de profit pour les patrons. En trois ans et demi d'administration, Obama a fait le jeu d'apparaître comme « de gauche » pour virer à droite. En d'autres termes, il a utilisé des méthodes différentes de celles du Parti républicain, mais toujours pour atteindre les mêmes objectifs et mettre en œuvre des politiques similaires.

La réélection d'Obama est-elle assurée ?

Tous les signaux – les sondages,[4] les fonds de campagne soulevés, le manque de popularité de son adversaire Mitt Romney, les syndicats et les



Un jeu de mots qui montre qu'Obama ne représente pas le changement.

médias gagnés pour Obama, etc. – suggèrent qu'Obama a de nombreuses possibilités d'être réélu en novembre 2012. Mais nous ne pouvons pas être aussi déterministes et dire que tout est dit.

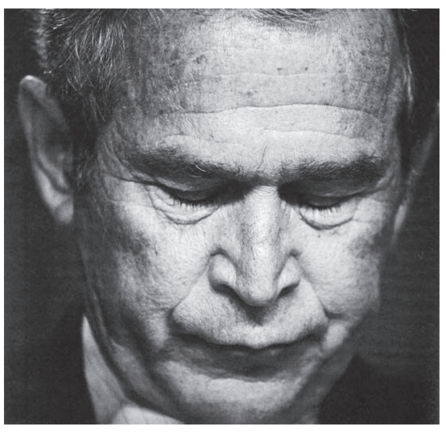
C'est très intéressant de voir l'idéologie de la campagne d'Obama : son slogan est « Forward » (en avant), différent de « Change », le changement, de sa dernière campagne électorale. Cela indique qu'il pense gagner, en disant aux Etasuniens de l'élire parce que Mitt Romney et les républicains ramèneraient les Etats-Unis aux années de Bush Jr., au « passé sombre ». Lui, au moins, il permettrait d'aller « en avant ».

Mais que signifie vraiment cette rhétorique d'« en avant » et de « progrès » pour « les 99 % » dont parle *Occupy* (plus précisément : la classe ouvrière et les opprimés) ? Si nous regardons l'administration actuelle d'Obama, lui et la classe dirigeante sont en train de nous dire que les mêmes politiques et les mêmes plans continueront à être mis « en avant ». C'est-à-dire attaquer la classe ouvrière locale et continuer avec l'ordre du jour impérialiste de la recolonisation et l'exploitation des peuples coloniaux et semi-coloniaux. Le « progrès » de la bourgeoisie impérialiste est donc en fait un « déclin » et une menace contre la majorité de la population mondiale (ce que Lénine avait déjà annoncé en 1916).

En outre, la confiance d'Obama, montrant du doigt la rhétorique de droite de Romney et des républicains, se ressemble fort à une « tactique de la peur ». C'est une tactique consciente de choix du moindre mal, qui reflète la volonté des Etasuniens de refuser le retour aux années de l'ère Bush (2000-2008), car cette période est toujours considérée par les gens comme « les mauvais moments », une période de crise économique et de diminution du niveau de vie. L'exploitation de ce fait par Obama est consciente, c'est le pari de gagner les élections avec cette stratégie, afin de contenir les attaques qu'il reçoit pour sa faible performance comme Président dans les quatre dernières années. Deux tendances ou processus auront un impact sur la réélection.

La distorsion des faits de l'économie

La campagne d'Obama fait état de « 28 mois consécutifs de croissance de l'emploi » et de son succès dans la relance de l'industrie automobile, tel



Pour beaucoup de gens aux Etats-Unis, George W. Bush est un « passé sombre » auquel ils ne veulent pas retourner, ce qui favorise Obama.

que GM. On peut toujours essayer, mais Obama a beaucoup de difficulté pour peindre un meilleur avenir pour l'économie. Le fait est que la majorité de la presse bourgeoise,[5] et même la Banque centrale étasunienne (la FED),[6] voit des signes évidents de stagnation économique. Bien qu'il y ait eu une légère reprise de l'économie et une réduction du chômage au cours du dernier trimestre de 2011,[7] les données ultérieures ont montré qu'il ne s'agissait que de cela : une récupération instantanée et non régulière.

En accord avec ce qu'écrit Eduardo de Almeida dans « L'économie mondiale tremble »,[8] cela prendra beaucoup de temps pour que les capitalistes retournent à la croissance des années antérieures au déclenchement de la crise en 2007. Tous les signes indiquent la persistance des effets de cette crise économique et la tendance probable d'une dynamique de chute répétée (la récession « double-dip », représentée par la lettre W). C'est-à-dire, nous allons entrer dans une nouvelle situation comme celle de 2008. Le sauvetage précédent, de milliards de dollars remis à la bourgeoisie par le gouvernement, n'est pas parvenu à résoudre les problèmes sous-jacents. En outre, c'est un plan qu'ils ne peuvent plus soutenir, qu'ils ne sont pas en mesure de répéter.

Pourtant, Obama a de la marge pour dire que, contrairement à l'Europe, il n'y a pas encore eu de récession en W aux Etats-Unis et que ses mesures économiques ont pour effet, au moins, de contenir l'aggravation de la crise économique. Cependant, ce raisonnement ne peut être maintenu longtemps. Sauf une autre reprise économique (qui, comme décrit ci-dessus, semble peu probable), la crise économique sera toujours le plus grand obstacle à la réélection d'Obama, en dépit de tout son talent pour déformer les faits à sa faveur.[9]

Le virage à droite de Romney et des républicains

L'autre tendance à avoir un impact sur la possibilité qu'Obama soit réélu est la rhétorique et la politique de droite des républicains et de leur candidat à la Présidence, Mitt Romney. Tout d'abord, ce dernier, de religion mormone (une variante impopulaire et plus à droite du christianisme étasunien), apparaît comme un candidat peu brillant pour le Parti républicain. Il a de nombreuses faiblesses et commet beaucoup d'erreurs, qui sont utilisées par la campagne d'Obama et ses partisans. La stratégie de la campagne démocrate est de cibler les faiblesses de Romney afin de présenter Obama comme le candidat du « moindre mal ».

D'une part, la richesse personnelle de Romney (un millionnaire) [10] a été une cible facile pour Obama (bien que celui-ci ne peut pas non plus être classé comme un « travailleur »). Romney, quant à lui, tente de se présenter comme un entrepreneur à succès, qui sera en mesure, dit-il, de réparer l'économie ruinée par Obama. Compte tenu de la crise économique et sociale aux Etats-Unis, l'identification de Romney avec le « 1 % » (de la population, c'est à dire les riches) est plutôt un élément négatif dans une élection populaire, et non un avantage.

Un autre point négatif pour Romney est son opinion à droite, concernant de nombreux sujets populaires chez les Etasuniens, en particulier parmi la classe ouvrière et les communautés opprimées. Actuellement, il tente de faire oublier dans sa campagne ses positions sur une variété de questions, telles que l'avortement et la régulation des naissances, l'immigration, les droits syndicaux et les droits du secteur LGBT, des positions qu'il avait exprimées quand il était en compétition pour être le candidat républicain aux élections présidentielles lors des primaires de l'année passée,[11] et quand il devait faire face à d'autres candidats avec aussi des positions bien à droite. Cependant, ce va-et-vient dans sa position sur des questions clefs a provoqué une autre « faille »



dont les démocrates et les libéraux tirent profit.[12]

Même si Romney essaye de faire figure de candidat différent de Barack Obama, la réalité est que les candidats des deux partis partagent un programme similaire et sont d'accord sur de nombreux points. Ils ne diffèrent que sur la meilleure façon de les mettre en œuvre. Cela inclut la politique extérieure,[13] la santé, les liens étroits avec le capital financier et les entreprises, la politique de l'immigration, les coupes dans les programmes sociaux et les travaux publics, et ainsi de suite.

Obama, le meilleur candidat bourgeois pour attaquer la classe ouvrière et les opprimés

En 2010, la politique d'imposition de mesures d'austérité contre la classe ouvrière et les opprimés aux Etats-Unis et dans le monde n'a pas rencontré beaucoup de résistance de la part du peuple étasunien. Cela a changé de façon spectaculaire récemment, avec la lutte des travailleurs du secteur public et l'occupation de la capitale du Wisconsin, en 2011, et plus récemment, avec le mouvement *Occupy*, à l'automne de l'année dernière.

La réponse du gouvernement pour cette crise économique est la « doctrine du choc », c'est-à-dire l'utilisation de la crise économique pour supprimer ce qui reste encore de l'Etat-providence aux Etats-Unis et pour privatiser les services publics afin d'offrir de nouvelles bases pour augmenter le taux de profit. Les coupes dans l'éducation publique et dans les services sociaux pour les pauvres, les personnes âgées, les mères célibataires et les secteurs dans le besoin (tels que Medicaid, les chèques de nourriture, etc.) en témoignent. Au lieu de renforcer les services pour les pauvres et les nécessiteux en ces moments de pénurie économique et sociale, le gouvernement fait le contraire et démantèle les services.

L'objectif de la bourgeoisie est d'économiser de l'argent, de privatiser les services sociaux comme la santé et l'éducation, et de forcer les pauvres à travailler pour des salaires inférieurs, dans des emplois et des conditions de travail plus difficiles, dans des conditions proches de celles des pays semi-coloniaux.



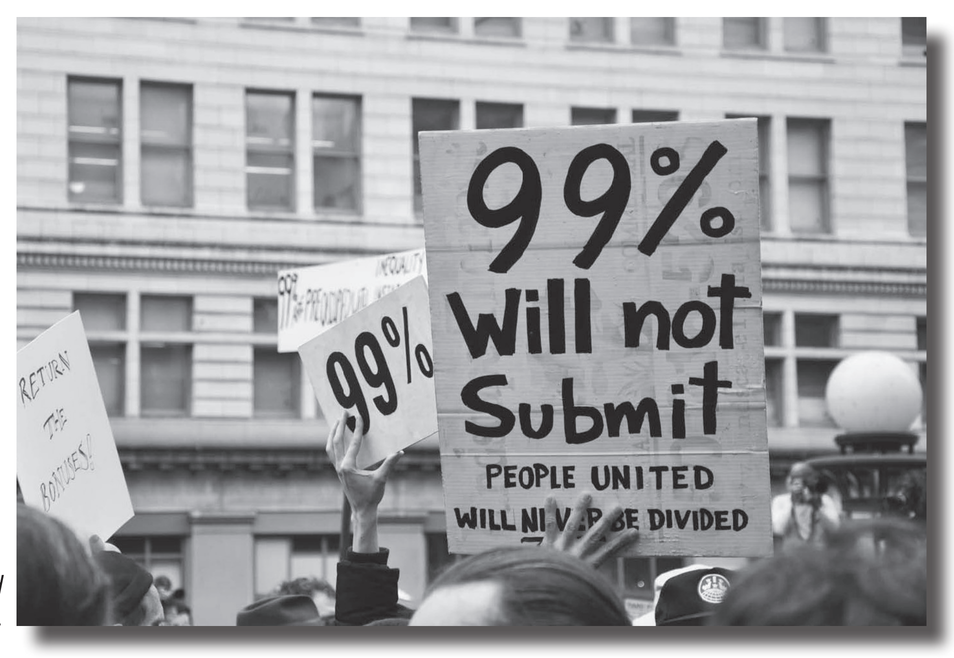
Romney a dû aller très à droite pour gagner la primaire républicaine.

Toutefois, les principaux obstacles seront, d'une part, la faisabilité et les avantages en termes de profit de cette « doctrine du choc », et d'autre part, la résistance des masses. Si l'histoire passée montre quelque chose, c'est que les masses n'accepteront pas facilement de telles mesures extrêmes. L'occupation du Wisconsin, la mobilisation du secteur de l'éducation publique, le mouvement *Occupy* et d'autres luttes locales de la population montrent que la bourgeoisie étasunienne et leur candidat présidentiel préféré auront du mal à imposer davantage de mesures d'austérité sans combat.

L'Etat américain, avec Obama au volant, est donc en train de préparer et de réaménager ses outils de répression : les tribunaux, les lois, la police, la presse, et son appareil répressif dans plusieurs Etats. Il est prêt à utiliser tous les moyens pour tenter d'écraser toute résistance de la part des masses. La répression que le mouvement *Occupy* a dû endurer l'an dernier en est la preuve. Le NDAA (National Defense Authorization Act – concernant le financement de la Défense), le SOPA (Stop On-line Piracy Act – contre le piratage en ligne) et d'autres suppressions de droits civils ouvrent la voie pour cela. Obama a fait un travail spectaculaire pour imposer de cette « doctrine du choc » de la bourgeoisie sans beaucoup de résistance des masses, même avec la résistance plutôt spectaculaire d'*Occupy*. La bourgeoisie ne pouvait pas trouver un politicien plus attrayant, plus familiarisé avec la presse, meilleur orateur, plus souple, qu'Obama. Bien qu'il ait une tendance constante à mentir et à dissimuler certains faits de sa politique dans sa campagne, il est capable de jongler et de préserver une image de « bon type » que Bush Jr. ne pouvait pas avoir. (L'ancien président Bill Clinton a pu, à l'époque, montrer quelque chose de semblable, avec un certain succès.)

Continuer le combat dans la prochaine période

L'année 2011 sera connue comme l'année où le peuple étasunien a commencé à descendre dans la rue en grand nombre, comme en Europe, en Afrique du Nord et en Amérique latine actuellement. Le gouvernement d'Obama attendra en vain que les masses restent tranquilles sous le poids de la douleur, occasionné par la classe capitaliste. De petites vagues de lutte – comme les protestations dans l'enseignement supérieur en 2009-2010, la résistance du Wisconsin en 2011, le mouvement *Occupy*, cet automne de 2011, et les protestations des étudiants en Californie



Le mouvement Occupy *prétend être le « 99 % » des Etasuniens.*



au printemps de 2012 – ont déjà donné un échantillon de ce qui viendra.

Il est important, pour la prochaine période, de savoir que le mouvement *Occupy* a élevé la conscience et la discussion parmi les opprimés et la classe ouvrière. Bien que la composition sociale du mouvement *Occupy* et de sa direction soit surtout celle de jeunes étudiants et de travailleurs précaires, comme le mouvement des Indignés en Espagne, c'était tout de même un écho populaire des masses désabusées, non seulement avec la crise économique et sociale des Etats-Unis mais aussi avec les politiciens bourgeois qui l'ont causée. Cela s'est traduit dans le langage utilisé et dans les slogans : « Nous sommes les 99 % » ; « Indépendance par rapport aux partis du 1 % » ; faire que les banques et les entreprises paient pour la crise économique ; et ainsi de suite. Des centaines de milliers de jeunes ont été directement impliqués dans les diverses manifestations d'*Occupy*, à un moment ou un autre. Mais c'était la presse et la participation populaire qui ont amplifié leur influence.

Après le point culminant du mouvement vers la fin de 2011 – en particulier le piquet de 30 000 de la communauté à Oakland et la fermeture du port d'Oakland pour une journée –, *Occupy* a connu un déclin dans ses actions de masses. Toutefois, une couche de militants de ces mouvements s'est impliquée dans la planification de la Journée du 1er Mai à travers les Etats-Unis, dans le mouvement d'occupation des maisons sous hypothèque (Occupy the Hood), et dans les luttes contre les coupes budgétaires dans l'éducation.

Quel pourrait être le développement d'*Occupy* dans la période à venir ? Nous voyons une tendance de l'utilisation réduite de « modèle » *Occupy*, avec une diminution de son influence dans l'automne de 2011, sans parler de la tentative de récupérer le mouvement, de la part du Parti démocrate, pour les élections. La période électorale sera un terrain d'essai pour voir comment ce mouvement va évoluer pour faire face à la répression, à la récupération, et à l'influence du Parti démocrate à travers les bureaucrates syndicaux et les ONG.

En outre, les enquêtes montrent la popularité du socialisme chez les jeunes, les Noirs et les Latinos. Mais le meilleur indicateur pour nous, en tant que marxistes révolutionnaires, est la lutte des classes et les grèves des travailleurs. A cet égard, nous notons quelques mouvements de grève importants en 2011, dont ceux du Syndicat des travailleurs de la communication dans l'entreprise *Verizon Communications* (une des plus grandes entreprises de télécommunications dans le pays), de la *International Brotherhood of Electrical Workers* (Fraternité internationale des électriciens) dans plusieurs compagnies d'énergie électrique, des travailleurs de la santé dans l'un des plus grands réseaux d'hôpitaux (l'entreprise *Kaiser Permanent*), sans parler de la grève victorieuse de l'Association des enseignantes de la ville de Tacoma, Washington, et d'autres arrêts de travail de professionnels de la santé, de plombiers, de charpentiers et de chaudronniers.

En dépit de ces grèves, le niveau global de grèves et de combativité du mouvement syndical est au minimum : 2010 a été une année avec une activité de grève des plus bas, en comparaison avec le vingtième siècle, et 2011 n'a montré qu'une légère amélioration. Cela montre que la résistance de la classe ouvrière est encore à venir, et nous ne savons pas si les syndicats, dans leur état actuel de dégénérescence et de collaboration de classes, seront en mesure de la conduire, ou si les grèves vont éclater en marge de ceux-ci (ou en dépit d'eux).



Marche contre les coupes dans l'éducation à Berkeley, en Californie.

Ecole fermée à Detroit, comme conséquence des plans d'ajustement.



En bref, la réélection d'Obama dépend de la force de sa campagne, de la performance de la campagne de Romney, de la crise économique et de la résistance des masses. Le fait même, que Barack Obama peut être réélu, c'est-à-dire qu'il ne va pas payer le prix pour avoir mené la première vague d'attaques terribles et de coupes – comme cela a été le cas avec les gouvernements de Zapatero en Espagne et de Sarkozy en France, qui ont payé pour leurs politiques d'austérité –, montre que le niveau de la lutte n'a pas été assez fort, comparativement aux grèves et aux actions de masse des *Indignados* espagnoles ou des mobilisations de masses en France, en 2010, contre la réforme des retraites. C'est une contradiction, de voir que la majorité des votes de la classe ouvrière aux Etats-Unis sera probablement pour Obama, reflétant le fait que la conscience des travailleurs doive être transformée par la lutte.

Ce retard de la conscience dans l'arène électorale est favorisé par les réseaux étasuniens de télévision, entièrement en mains privées, qui accentuent la polarisation du système politique en présentant presque exclusivement les débats électoraux entre les candidats démocrates et républicains, à l'exclusion des autres candidats alternatifs et de toutes les voix critiques, surtout celles qui expriment une conscience de classe. Cela reste vrai : la prétendue « patrie de la démocratie » montre son vrai visage de la « démocratie pour les riches. »

Il est également regrettable que la classe ouvrière et des opprimés n'ait pas son propre parti de masses et qu'il n'y ait pas une résurgence de la lutte de classe après le mouvement *Occupy*. Ce mouvement a comblé le vide politique laissé par le manque d'un parti ouvrier, mais ses limites et son caractère de classe (principalement des étudiants de la classe moyenne et des travailleurs précaires) l'ont empêché de mener cette expression des luttes jusqu'à sa fin. Autrement dit, il y a la nécessité de construire un parti de la classe ouvrière, des exploités et des opprimés, afin de défier les « partis jumeaux » de la bourgeoisie (les démocrates et les républicains).



Manifestation à Seattle, contre les licenciements et les coupes.

Cette absence d'un parti de la classe ouvrière se manifestera également lors des élections, par l'absence d'une alternative pour les travailleurs, une alternative que nous devons construire afin de pouvoir disputer à l'avenir, aussi sur ce terrain, la conscience des travailleurs.

Dans ce contexte, la tâche principale aux Etats-Unis aujourd'hui est d'éduquer notre classe à ne faire confiance à aucun des partis et des candidats bourgeois, et de concentrer toutes nos énergies sur l'organisation de la lutte de classe ouvrière contre les mesures d'austérité. Si la classe ouvrière et les socialistes avaient la force d'organisation suffisante – ce n'est pas le cas aujourd'hui –, ils devraient envisager la tactique de présenter des candidats avec un programme socialiste, qui pourraient intervenir dans les luttes et appeler à construire une alternative de classe aux « partis du 1 % ».

La classe ouvrière doit construire un mouvement démocratique de masses – et, si les conditions se présentent, avancer la nécessité d'un parti des travailleurs et, à un autre niveau, le développement du mouvement *Occupy* pour canaliser nos demandes – afin de s'organiser pour résister à la prochaine vague d'attaques. Nous allons mettre en jeu toutes les forces de *La Voix des Travailleurs* – l'embryon du parti révolutionnaire aux Etats-Unis, section de la Ligue Internationale des Travailleurs, Quatrième Internationale (LIT-QI) – pour mener à bien cette lutte, quelles que soient les conditions que nous devons affronter ; en recherchant l'unité d'action avec d'autres forces de gauche qui veulent combattre ; et en présentant notre programme de revendications, car il est lié au mouvement et à la lutte pour le socialisme. La lutte exemplaire de nos camarades de *Corriente Roja* en Espagne, pour unifier la classe ouvrière espagnole en faveur des mineurs des Asturies, ne peut que nous inspirer et nous montrer la voie à suivre.

____

[1] Le projet de loi permettait pour la majorité des travailleurs d'opter pour le syndicat officiel par le biais d'une pétition, et retirait au patron le droit d'exiger un vote supplémentaire. Le projet exigeait que les patrons et les syndicats doivent ouvrir des négociations afin d'arriver à une convention collective jusqu'à 120 jours après la reconnaissance du syndicat. Troisièmement, le projet augmentait les pénalités pour les patrons qui poursuivent des travailleurs syndiqués. (Beam, Christopher, 10.03.2009, *Uncivil Union: Does card check kill the secret ballot or not?*, www.slate.com/id/2213352)

[2] Le système de santé «single payer» (à payeur unique) est un plan basé sur un pool de plusieurs compagnies d'assurance, géré par l'Etat, qui reçoit toutes les contributions médicales et paye par le biais d'un fonds unique, auquel contribuent les travailleurs, les patrons et l'Etat.

[3] La « grande récession » à laquelle nous nous référons est la crise économique qui a débuté en 2008 et qui n'a toujours pas été résolue par les politiques économiques appliquées.

[4] John Whitesides, *Obama expands lead on Romney, voters more optimistic*, 7/10/12, www.reuters.com/article/2012/07/10us-usa-campaign-poll-idUSBRE8691DP20120710

[5] Jason Lange, *Dismal hiring shows economy stuck in low gear*, 7-7-12, www.reuters.com/article/2012/07/07us-usa-economy-idUSBRE86504K20120707

[6] *Fed ready to do what is needed to meet goals*, 7-9-12, www.reuters.com/article/2012/07/09/us-usa-fed-williams-idUSBRE8680S420120709

[7] Dennis Jacobe, *U.S. Unemployment Declines in March*, 4-5-12, http://www.gallup.com/poll/153761/unemployment-declines-march.aspx

[8] Eduardo Almeida, *The Global Economy is Shaking*,http://www.litci.org/en/index.php?option=com_content &view=article&id=1840:the-global-economy-is-shaking&catid=41:world

[9] John Whitesides, o. c.

[10] Thomas Schaller, *Will Obama's Bain blows land?*, 7-12-12, www.salon.com/2012/07/12/will_obamas_bain_blows_land/

[11] *Mitt Romney on the issues*, www.ontheissues.org/Mitt_Romney.htm

[12] Andrew Sullivan, *Romney's Non-Positions On Immigration, Taxes, Spending, Etc.*, 6/26/12, andrewsullivan.thedailybeast.com/2012/06/romneys-non-positions-on-immigration-taxes-spending-etc.html

[13] Aaron David Miller, *Barack O'Romney*, 5-23-12, www.foreignpolicy.com/articles/2012/05/23/barack_oromney



Putsch parlementaire au Paraguay

L'échec du gouvernement de conciliation de classes



Coco Arce

Le jeudi 21 juin dernier, les membres du Parti Colorado (le principal parti d'opposition) ont présenté à la séance plénière de la Chambre des députés une demande d'impeachment contre le président Fernando Lugo « pour performances médiocres dans sa fonction ». L'impeachment a été approuvé par 73 des 80 députés. La question est alors passée à la Chambre des sénateurs, qui a rendu son verdict le lendemain : 39 sénateurs, d'un total de 45, ont décidé de destituer Lugo pour performances médiocres.

Le Président s'est ensuite conformé au verdict, en déclarant qu'il n'était plus qu'un « simple citoyen », et il a appelé la population au calme. A 19 h, le nouveau président – le libéral Federico Franco, jusqu'alors vice-président – a prêté serment. En moins de 36 heures, un coup d'Etat a été perpétré par le Parlement au Paraguay.

Il s'agit bel et bien d'un coup d'Etat. Les députés ont détourné la volonté du peuple qui, dans une démocratie, est souverain. Ce sont les travailleurs et le peuple, qui doivent juger un président et en révoquer éventuellement le mandat. Les principes démocratiques élémentaires ont été violés dans la procédure de destitution de Lugo, mais même si cela n'avait pas été le cas, la sentence avait déjà été décidée d'avance, de toute façon.

Federico Franco est devenu Président, suite à un complot hautement réactionnaire ourdi par quatre secteurs clés de la grande bourgeoisie du Paraguay : les associations de patrons, le sommet épiscopal de l'Eglise catholique, l'ensemble des entreprises de communication de masse et les sommets de tous les partis (traditionnels et nouveaux) de la droite, qui contrôlent complètement le Congrès.

Au Paraguay, de nouveaux partis de droite se sont ajouté aux traditionnels (le parti Colorado et le libéral), tels que le PPQ (*Partido Patria Querida,* le parti Chère patrie), UNACE (Union nationale des citoyens éthiques) du général putschiste Lino Oviedo, et le PDP (Parti démocrate-progressiste) de l'ancien ministre de l'Intérieur de Lugo, Rafael Filizzola.

Le putsch éclair et bien réussi est issu d'un large consensus conservateur et réactionnaire. L'activité du Parlement paraguayen corrompu répondait aux intérêts des grands capitalistes du pays, qui ont des liens de partenaire secondaire avec les entreprises transnationales.

Le contenu du coup d'Etat est clairement réactionnaire, contre les intérêts socio-économiques et politiques en général des travailleurs et du peuple. C'est-à-dire que le régime politique bourgeois se durcit contre le mouvement de masses. Les conditions politiques générales s'aggravent pour les travailleurs et le peuple : la répression augmente et devient plus facile ; l'impunité pour la répression policière et judiciaire se consolide et s'étend ; les mesures impopulaires spéciales abondent ; et le pouvoir discrétionnaire des patrons est davantage soutenu, en général, pour mener à bien leurs affaires et appliquer leurs mesures contre le mouvement de masses, avec des coupes dans les droits sociaux et économiques et dans les acquis juridiques.

Qu'est-ce que c'est, le gouvernement de Lugo ?

Commençons par le début. Lugo est arrivé au pouvoir en avril 2008, en battant le principal parti de la bourgeoisie, le parti Colorado, qui avait gouverné sans interruption pendant 61 ans. Le peuple plaça tous ses espoirs et aspirations dans un projet politique bourgeois et pro-impérialiste, qui s'est présenté avec un teint « progressiste », ayant le soutien de larges secteurs du mouvement de masses organisé et de la majorité des partis de gauche.

Lugo a gouverné pendant quatre ans, soutenu, d'une part, par une alliance entre le mouvement social et les partis de gauche, et d'autre part, par l'un des principaux partis de la bourgeoisie du Paraguay, le Parti libéral radical authentique (PLRA), qui a finalement été la clef pour la ruse du putsch, pour le coup de couteau final.

Le gouvernement de Lugo était de conciliation de classes, et ce type de gouvernement est une imposture pour la majorité appauvrie, puisque, dans une société d'exploitation et d'oppression qui donne lieu à l'existence et la reproduction de classes sociales, il est impossible de gouverner en répondant à la fois aux exigences des patrons et à celles des travailleurs ; à celles des propriétaires fonciers et à celles des paysans sans terre ; à celles des riches et à celles des pauvres. On ne peut pas être « au centre », comme une « charnière » entre la droite et la gauche.

Le gouvernement de Lugo était bourgeois au sens strict du mot, car en ne mettant pas en question la racine et la source de tous les problèmes, le pouvoir capitaliste, se limitant à tenter de réduire « les excès » du système moyennant quelques « régulations », il s'est mis au service de la minorité.

C'était un gouvernement bourgeois, mais « anormal » parce que d'amples secteurs du peuple pauvre et travailleur et des organisations populaires de paysans et d'ouvriers, ainsi que leurs expressions politiques, le voyaient comme « leur » gouvernement, comme un gouvernement du peuple ou de la gauche. Ils le soutenaient donc, et ils en assument la défense jusqu'à aujourd'hui.

Il était également « anormal » parce que les organisations syndicales et politiques de la bourgeoisie l'ont toujours attaqué et molesté ; c'était toutefois pour le faire marcher dans les clous, en lui donnant constamment l'orientation politique à suivre.

Le premier rôle d'un gouvernement de conciliation de classes est de continuer à appliquer des politiques



économiques qui favorisent la bourgeoisie en évitant « des troubles sociaux », de façon à assurer la « paix sociale » dont la bourgeoisie a besoin pour poursuivre avec ses affaires et remplir ses coffres d'argent. C'est précisément ce qu'a fait le gouvernement de Lugo et le PLRA au cours de ces quatre ans.

Les causes du putsch

Un mois après le coup d'Etat, il n'y a plus de doutes que les causes se trouvent dans des intérêts économiques de la bourgeoisie nationale et dans des motivations politiques de classe ou de secteurs de classe.

Le point central concernant les causes est que Lugo devenait de moins en moins utile pour les bourgeois et les grands propriétaires, dans la tâche de contenir les luttes sociales, essentiellement, la lutte historique pour la terre. Au Paraguay, 85 % des terres sont détenues par 3 % des propriétaires du pays. Selon la FAO, le Paraguay a le taux le plus élevé de concentration de la propriété foncière, dans le monde entier.

Lugo s'acquittait avec de moins en moins d'efficacité de la tâche de mettre au pas la paysannerie pauvre, de laquelle se détachaient des secteurs – comme le groupe de Curuguaty –, qui perdaient la patience et étaient prêts à « mourir en tuant » dans la lutte et la résistance pour la terre.

A Curuguaty, à 240 kilomètres au nord-est de la capitale du Paraguay, le 15 juin (une semaine avant le coup d'Etat), 11 paysans qui occupaient des terres du gouvernement ont trouvé la mort dans un affrontement, ainsi que 6 policiers d'un groupe plus important qui tentait d'y effectuer une incursion.

Le cas de Curuguaty fut le déclencheur qui stimula et accéléra le complot réactionnaire, qui couvait sous d'autres évènements, à l'origine d'un malaise croissant au sein des secteurs les plus réactionnaires et puissants.

Ce qui inquiétait la bourgeoisie, dans le cas de Curuguaty, c'était le fait que, non seulement, Lugo n'était plus en mesure de contenir efficacement le flot des masses, mais que des membres de l'institution armée, chargée de veiller à leurs intérêts et assurer leurs profits, commençaient à mourir dans des affrontements. Le travail confié à la police et à l'armée était en cause.

La situation d'instabilité et d'imprévisibilité, pour les affaires de la bourgeoisie qui gravitent autour de la terre et sont au cœur de l'économie capitaliste du pays, devenait inacceptable.

Puisque le problème de la terre a un caractère structurel, le massacre de Curuguaty sonna l'alerte chez les secteurs les plus aigris et réactionnaires.

La confrontation avec la droite

La majorité de la gauche au Paraguay et en Amérique latine caractérise Lugo comme « progressiste » et affirme que la cause du coup d'Etat résidait dans le fait qu'il faisait face aux privilèges des riches et de l'impérialisme. Lugo lui-même donne cette explication comme motif pour le putsch.

Ils disent que la droite évinça Lugo du pouvoir parce qu'il voulait promouvoir la réforme agraire contre la propriété foncière, qu'il faisait face aux transnationales liées à l'agro-industrie, qu'il s'opposait à l'installation au Paraguay de la transnationale Rio Tinto Alcan (société productrice d'aluminium, qui consomme beaucoup d'électricité), et même qu'il soutenait la lutte des paysans sans terre.

Nous savons tous que rien de tout cela n'est vrai. La vérité est que la réforme agraire n'a pas progressé d'un millimètre, et un meilleur prix pour l'électricité a été négocié pour brader la souveraineté à Rio Tinto.

La décision de « frapper » Lugo a eu lieu à un moment où celui-ci commençait à perdre ouvertement le soutien politique des masses, qui voyaient déjà que ce n'était pas « leur » gouvernement, et qui sentaient elles-mêmes directement qu'il n'y avait aucune amélioration dans leur qualité de vie.

Alors que les entrepreneurs liés à l'agro-industrie obtenaient des profits records et amassaient des fortunes en 2010, grâce à la « paix sociale » que Lugo leur garantissait, les travailleurs et le peuple étaient affamés. Actuellement, 32,4 % de la population sont pauvres et 18 % vivent dans une extrême pauvreté (moins de 2 dollars par jour). Dans la campagne, la pauvreté atteint 50 %.

Bref, c'est Lugo lui-même qui a préparé le terrain pour le putsch de la droite paraguayenne réactionnaire, l'a facilité honteusement et y a capitulé.

« N'acceptons pas qu'ils nous volent la démocratie ! »

« NON à l'impeachment de la droite ! »







« Nous dénonçons ce coup d'Etat criminel. »

Des faveurs à la bourgeoisie

Lugo et le conglomérat de partis de ses partisans de gauche – le Front Guasu – ont rendu de précieux services à la bourgeoisie et l'impérialisme, comme résultat de la politique de conciliation de classes.

La faveur la plus grande, la plus importante, fut la démobilisation des organisations populaires et la cooptation – sociale et politique – des dirigeants de grands secteurs du mouvement de masses. Lugo accomplissait ainsi avec une grande efficacité le rôle d'endiguer le mouvement et de le conduire sur la voie sans issue des couloirs des bureaux du gouvernement et des quêtes qui n'étaient même pas prises en considération.

Le néolibéralisme appliqué par Lugo – avec beaucoup de criminalisation et de répression, ainsi que des promesses non tenues et l'absence complète de mesures socio-économiques de changement réel pour les travailleurs et le peuple – lui a fait perdre le soutien inconditionnel de la part des masses populaires. Bien qu'il ait réussi à conserver le soutien politique des noyaux de direction du mouvement paysan et d'autres secteurs intégrés dans l'appareil d'Etat, la chute du soutien populaire de masses à son gouvernement était notoire.

Son rôle de digue de contention a été à ce point efficace, qu'au moment où il fallait aller se battre contre l'offensive de droite – qui a abouti au coup d'Etat parlementaire – le mouvement s'est avéré démobilisé, démoralisé et confus.

La défaite menée à terme

Le coup d'Etat parlementaire fut une défaite pour le mouvement de masse. En fait, ce fut le point final d'une défaite déjà commencée sous le gouvernement de Lugo, qui avait coopté les principaux dirigeants du mouvement au gouvernement et avait démobilisé les organisations populaires. Ce fut une défaite incubée dans la politique désastreuse, de conciliation avec des secteurs bourgeois « progressistes et démocratiques », et d'adaptation au régime démocratique bourgeois.

Pendant son règne, Lugo a assuré la propriété et les profits records pour la bourgeoisie, alors qu'aucune des revendications historiques du mouvement n'a été prise au sérieux, loin de là. Et même dans cette situation, les dirigeants n'ont appelé à aucune mobilisation de protestation, ni à des barrages routiers, ni à des occupations de terres, des méthodes de lutte couramment utilisées contre tous les gouvernements précédents.

L'absence de lutte ou de résistance populaire s'explique par le fait que, au cours de près de quatre ans de gouvernement, Lugo avait atteint son objectif principal : confondre, démobiliser et démoraliser le mouvement social.

Il faut donc mettre constamment en évidence le travail essentiel accompli par Lugo et ses partisans, et leur responsabilité dans ce putsch.

Le rôle démobilisateur se poursuit

Une fois le coup d'Etat accompli, l'attitude de Lugo et du Front Guasu fut de capitulation complète et honteuse. Ils ont accepté passivement et avec soumission le putsch de la droite.

Soucieux de rester sur le devant de la scène, Lugo dénonça Federico Franco et son gouvernement comme putschistes, mais en même temps, afin de dégonfler toute lutte populaire, il insista sur le fait que la résistance doit être « pacifique » et « respectueuse de la loi » et il invita, tout au plus, à un festival de musique sur le thème « Démocratie maintenant ».

Lugo n'a aucun intérêt à s'opposer au putsch par la mobilisation. Comme tous les autres secteurs bourgeois, il veut éviter toute instabilité et détourner toute la crise vers les élections, déjà annoncées pour le 21 avril 2013.

Le Front Guasu, lui non plus, ne parle d'autre chose que des prochaines élections, et il maintient sa fidélité à Lugo, qui est maintenant tête de liste pour le Sénat avec un programme de conciliation de classes égal à celui soutenu au cours des quatre années de son mandat.

Pourquoi alors descendre dans la rue pour résister, se battre et risquer de faire face à la répression d'un gouvernement putschiste, afin de défendre quelqu'un qui ne se défend même pas ?

La politique de Lugo et du Front Guasu ne se limite pas à la légitimation du coup d'Etat parlementaire. Elle continue à jouer le rôle de la démobilisation et la démoralisation.

La tâche actuelle

En ce moment, la tâche essentielle est de repositionner les organisations du mouvement de masse, en reprenant le chemin des luttes et de l'indépendance politique nécessaire, pour affronter et vaincre le putsch avec la mobilisation unitaire et coordonnée des organisations paysannes, syndicales, étudiantes et populaires.

Le gouvernement putschiste a déjà fixé sa voie d'un approfondissement des politiques de faim pour le peuple, de bradage des richesses et de répression. Le mouvement n'a pas d'autre choix que de résister au gouvernement illégitime et de s'opposer au renforcement de la voie putschiste, qui se prépare à liquider les diverses organisations du mouvement de masses qui résistent encore.

Une autre tâche essentielle est celle de discuter d'un bilan du gouvernement de conciliation de classes de Lugo et ses partisans de gauche, de son rôle de démobilisation, et de sa contribution à l'assimilation des organisations de la classe ouvrière à l'Etat et au régime bourgeois.

Un bilan profond de ce qu'a signifié le gouvernement de Lugo, et le redressement vers l'indépendance de classe, voilà ce qui constitue le premier pas pour retrouver le chemin de notre classe et de la lutte pour la seule issue dont dispose la classe ouvrière et le peuple pauvre : un gouvernement ouvrier, paysan et populaire pour commencer à construire un Paraguay socialiste révolutionnaire.



Campagne de calomnies de l'UIT-QI

Les calomnies et la morale révolutionnaire

José Welmowicki et Alejandro Iturbe

L'UIT (Unité Internationale des Travailleurs) et sa section brésilienne, le CST (Courant Socialistes des Travailleurs) ont lancé récemment une campagne de calomnies contre CSP-Conlutas, le PSTU brésilien et la LIT, à partir d'évènements survenus lors des élections du syndicat des travailleurs de la chimie de São Jose dos Campos, Brésil.[1]

Lors de ces élections syndicales, un secteur de la direction du syndicat a rompu et a formé une liste d'opposition pour disputer la direction. Cette opposition a été soutenue par CSP-Conlutas et par le PSTU. Le CST a alors accusé CSP-Conlutas et le PSTU d'être des « agents de multinationales telles que Johnson & Johnson ». Il ne l'a pas fait uniquement dans la région, mais il a fait une campagne nationale et internationale autour de cette accusation.

Ces calomnies ont été proférées dans des rassemblements publics nationaux et il a été proposé à des militants ouvriers et des dirigeants syndicaux de signer une déclaration de répudiation contre CSP-Conlutas et le PSTU pour leur prétendu rôle d'agents des multinationales.

Ces faits mettent à l'ordre du jour la nécessité de reprendre la discussion sur la morale révolutionnaire. Dans le IXe Congrès de la LIT-QI (2008), nous avons discuté de l'importance décisive de la lutte pour la morale dans la reconstruction de la Quatrième Internationale, et nous avons voté un document sur ce point. Dans ce document, nous affirmons que l'abandon croissant de la morale révolutionnaire « *reflète un processus plus général : la désintégration de la société capitaliste. Nous voyons que ce type de problèmes se manifeste en général dans la gauche, y compris dans celle qui prétend être révolutionnaire.* »[2]

Malheureusement, les faits nous obligent à constater la dégénérescence morale de l'UIT, un courant qui se revendique comme trotskyste, et même moréniste. Sa faillite dans cette question de principe situe ce courant parmi ceux qui ont cédé aux pressions de la décomposition de la société bourgeoise et ont adopté la morale du « tout est permis ». En outre, dans ce cas, cela les mène à renier l'une des marques distinctives du trotskysme et du morénisme : la lutte pour la morale révolutionnaire.

La calomnie comme arme politique

Calomnier n'est pas seulement dire des choses qui ne sont pas vraies. Il s'agit de faire de fausses accusations, **sachant qu'elles sont fausses**. Le but de la calomnie n'est donc rien d'autre que de discréditer et de détruire l'adversaire dans le contexte d'une lutte politique. Sur le terrain des organisations révolutionnaires, l'effet est toujours désastreux, car les calomniateurs cherchent à souiller l'adversaire et à créer des doutes quant à ce que nous considérons, en tant que marxistes, comme le plus important, le plus précieux : notre honneur révolutionnaire.

Dans le cas des travailleurs de la chimie de São Jose, nous savons que la direction du CST sait parfaitement que ce qu'elle a écrit n'est pas vrai. Mais elle s'est mise à recueillir des signatures, pour tenter de détruire CSP-Conlutas et le PSTU pour avoir osé soutenir une liste qui contestait sa position dominante dans le syndicat. La direction de l'UIT n'ose même pas répondre aux questions que la Déclaration de la LIT lui a posées, mais elle approuve le CST et fait la campagne internationale de calomnies, croyant que la diffusion de fausses accusations, c'est-à-dire de calomnies, fait « normalement » partie de la lutte politique.

Les calomnies sont toutefois une ressource infâme, une arme pour démoraliser les militants socialistes et faire reculer la morale prolétarienne. C'est pour cela que Trotsky classait « *le mensonge, la calomnie, la vénalité, la corruption* [...] » parmi « *les manifestations de la décadence de l'impérialisme* ».[3]

L'utilisation de la calomnie comme ressource supprime tout développement d'une discussion ouverte entre révolutionnaires. La calomnie élimine la discussion politique en minant les relations de confiance, un élément essentiel pour l'action révolutionnaire. Il est donc impérieusement nécessaire d'extirper cette méthode des organisations ouvrières et des partis qui prétendent être révolutionnaires.

Beaucoup de camarades, militants du mouvement ouvrier et étudiant, pensent que « c'est la vie », qu'il y a des accusations dans toutes les luttes, comme si c'était un instrument valide et normal de la lutte syndicale et politique. Nous voulons alerter tous les militants que ce n'est pas une ressource de plus. L'utilisation de calomnies est la banalisation de la méthode du « tout est permis » pour atteindre des objectifs politiques d'un courant déterminé. On accepte consciemment que, pour régler les différends politiques ou syndicaux, il soit permis de mentir pour pouvoir

Natalia Sedova, Léon Trotsky, Farell Dobbs et Marvel Scholl dans la maison de la famille de Trotsky à Coyoacán, au Mexique.
Photo : Alex Buchman.





Quelques-uns des accusés dans les procès de Moscou (1936-1939).
En haut, Zinoviev. Kamenev, Radey et Piatakov.
En bas, Sokolnikov, Boukharine, Rykov et Rakovsky.

discréditer et disqualifier l'adversaire politique, puisque cela aide à « gagner la discussion ». C'est l'acceptation de la dégénérescence que la bourgeoisie et le stalinisme ont introduite dans les rangs du mouvement ouvrier.

Deux phrases, attribuées au ministre de la Propagande de l'Allemagne nazie, Paul Joseph Goebbels, résument bien la logique de l'utilisation de la calomnie. La première est : « Un mensonge, répété mille fois, devient vérité » ; la deuxième est : « Mentez, il en restera toujours quelque chose ». Autrement dit, même quand la fausseté des accusations est démontrée, il restera toujours une tache.

La différence entre la calomnie et la controverse

Il y a lieu ici de bien distinguer les calomnies des controverses et débats politiques, qui sont naturels et nécessaires, fruits de la libre discussion sur ce que devraient être les lignes directrices et les manières de construire les mouvements et les organisations. Ces discussions peuvent être dures et peuvent même, dans leur développement, qualifier une politique ou un secteur d'« opportuniste », « sectaire », « ultra-gauchiste », « bureaucratique » et ainsi de suite. Ce sont des adjectifs qualificatifs politiques qui ne touchent pas, qui ne mettent pas en doute, la moralité de ceux qui défendent de telles politiques.

Cela n'a rien à voir avec les accusations sans preuve, de que telle ou telle position particulière est avancée parce que cette personne ou ce courant est « agent des patrons », « payé par l'Etat bourgeois » ou « agent de l'impérialisme ». Dans ce cas, on ne cherche pas à développer une lutte politique légitime pour convaincre le mouvement ouvrier sur la justesse de ses positions et l'erreur dans celles de l'autre ; on cherche à détruire l'adversaire pour gagner la discussion ou, souvent, pour l'éviter, en la couvrant avec le rideau de fumée des accusations calomnieuses.

Les calomnies sont un poison stalinien

C'est le stalinisme qui a commencé à utiliser la calomnie, les mensonges et les falsifications comme une arme politique permanente et systématique. On ne peut pas dire qu'avant cette époque, l'utilisation de la calomnie était une méthode installée dans le mouvement ouvrier mondial. Bien sûr, il y avait des calomniateurs et des calomniés. Par exemple, dans les mois qui précèdent le triomphe de la Révolution d'Octobre de 1917, le gouvernement de Kerensky – y compris ses membres, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires – a fait une campagne de mensonges en disant que Lénine et les bolcheviks étaient des « agents du Kaiser » (parce qu'ils luttaient pour mettre fin à la guerre impérialiste, alors que ces courants opportunistes voulaient la continuer). Mais, en général, la vie politique était marquée par d'âpres controverses théoriques, sur le programme, sur la stratégie et la tactique révolutionnaires. C'est le stalinisme qui a institué l'amalgame et la calomnie comme une institution, au moment de disputer la direction du mouvement ouvrier.

Le stalinisme représentait un phénomène nouveau : une caste bureaucratique qui s'est emparée du parti bolchevik, de la Troisième Internationale et de l'Etat soviétique, et qui obtenait ainsi des privilèges matériels qu'elle devait défendre. Cela l'a amenée à abandonner la stratégie de la révolution socialiste internationale et à développer des idéologies de justification comme « le socialisme dans un seul pays » et à imposer une conception monolithique et bureaucratique au sein du parti russe et de la Troisième Internationale. Pour cela, elle devait renoncer à toute la tradition bolchevique, et purger ceux qui la défendaient.

L'Opposition de gauche, dirigée par Trotsky, s'est battue contre ce processus sur le terrain théorique, programmatique et politique. Elle a dénoncé chaque capitulation politique, chaque révision de la théorie marxiste, chaque expression de la bureaucratisation. Le stalinisme a commencé alors à utiliser sa méthodologie infâme de la calomnie, les falsifications et les amalgames. Trotsky et l'Opposition de gauche ont dès lors été stigmatisés, d'abord comme « ennemis du parti et de l'Etat soviétique », puis comme « agents de la contre-révolution » et, au comble de la campagne, comme « agents de l'Allemagne nazie ».

Staline ne voulait pas, ou ne pouvait pas, faire face à une discussion ouverte et honnête au sujet de sa politique néfaste et traître appliquée lors des révolutions en Chine, en Allemagne, en Espagne, etc. La bureaucratie stalinienne devait imposer un monolithisme total et bureaucratique dans les rangs des bolcheviks, de la IIIe Internationale et des PC dans le monde. Il fallait détruire le prestige de Trotsky (comme grand dirigeant de la Révolution russe) et de l'Opposition, et isoler ceux-ci des masses. Il fallait mentir et calomnier pour faire cesser toute audience à leurs positions, derrière la barrière de mensonges. La montagne de falsifications essayait d'empêcher que même l'avant-garde ait accès à ces positions.



Ce n'était donc pas suffisant de dire que les dissidents étaient « dans l'erreur », et de discuter de leurs analyses et positions. Il fallait les stigmatiser comme « contre-révolutionnaires » ou « agents de Hitler. » Beaucoup de combattants et de militants ont fini par croire ces mensonges, puisqu'elles venaient de la bouche de ceux qui dirigeaient l'Etat soviétique. D'autres militants et cadres ont été effrayés de voir que l'opposition au stalinisme menait à la liquidation politique, puis aussi physique, au sein du parti et de la IIIe Internationale.

La destruction du prestige moral de grands dirigeants comme Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, etc. était le prélude à la destruction physique par l'assassinat, les exécutions et l'emprisonnement de milliers de dirigeants, de cadres et de militants bolcheviks, en URSS et dans les PC du monde entier.

Les calomnies ne font que détruire

Au-delà de toute justification (« défense du parti » ou « de l'Etat soviétique »), les calomnies n'ont jamais rien construit. Elles ne servent qu'à détruire. Elles répandent la méfiance parmi les travailleurs, qui sont menés à ne plus avoir confiance dans leurs organisations – comment le « grand dirigeant » d'hier est-il devenu le « contre-révolutionnaire » d'aujourd'hui ? – et finalement, à mettre en doute leurs propres forces. C'est-à-dire qu'elles mènent toujours au scepticisme, l'ennemi mortel de la lutte.

Elles sont nuisibles parce que, comme disait Trotsky, elles font partie des méthodes qui « n'élèvent pas la conscience de classe des ouvriers, la confiance dans leur force et leur esprit de sacrifice dans la lutte ».[4]

Il n'y a pas de pires conséquences pour la classe ouvrière et il n'y a pas de meilleur service fourni aux ennemis de notre classe. Car un débat honnête, quoique dur, peut toujours servir pour faire avancer la compréhension des problèmes et tirer des conclusions et des leçons. Mais une campagne de calomnies ne fait que détruire, ne sert qu'à empêcher la discussion des positions, en qualifiant l'opposant comme un agent de l'ennemi. C'est la raison pour laquelle Staline y faisait appel. C'est cela le rôle joué par cette méthodologie.

La Commission Dewey

Outre ses batailles théoriques, programmatiques et politiques, le trotskisme, comme courant international, est né de la lutte contre la méthodologie des calomnies staliniennes. Etant donné l'impossibilité de répondre directement à ces accusations et calomnies dans les dénommés « procès de Moscou », Trotsky a passé beaucoup de temps de ses premiers mois d'exil au Mexique à les réfuter. Pour lui, c'était essentiel de répondre énergiquement aux calomnies et amalgames qui cherchaient à détruire toute une génération de révolutionnaires.

La dénommée « Commission Dewey » fut créée à cet effet : un tribunal moral dirigé par le prestigieux philosophe et pédagogue libéral étasunien John Dewey, et composé d'intellectuels indépendants et de quelques dirigeants ouvriers âgés tels que l'Allemand Otto Rüle et l'anarcho-syndicaliste italien Carlo Tresca. Aucun de ses membres n'était « trotskiste » et beaucoup n'étaient même pas de gauche.

Le tribunal a tenu des séances entre avril et septembre 1937 au Mexique. Après avoir examiné en détail et de façon pointilleuse chacune des allégations, avoir entendu les réponses de Trotsky, et avoir examiné les preuves présentées par lui, la Commission a conclu que toutes les accusations du stalinisme étaient fausses et que Trotsky était innocent dans tous les cas.

Ces faits nous ont laissé des leçons précieuses. La première est que, pour Trotsky, la question de la morale révolutionnaire avait autant d'importance, si pas plus, que les problèmes théoriques ou politiques et programmatiques les plus profonds. La seconde est que, pour cette même raison, on ne peut pas laisser passer à la légère une diffamation ou une fausse accusation qui concerne une question morale. Il faut y répondre, la démasquer et dénoncer les calomniateurs. C'est ce qui explique non seulement la formation de la Commission Dewey, mais aussi l'importance accordée à elle par Trotsky, qui, dans plusieurs lettres et bulletins, exigeait de lui accorder une importance centrale parmi les activités de l'Opposition de gauche.

Le trotskysme et les calomnies

Toutefois, après la mort de Trotsky, cette méthodologie néfaste s'est finalement aussi infiltrée dans le trotskisme lui-même. Etant

Le philosophe et pédagogue étasunien John Dewey.

Peinture de Dorothy Eisner, représentant une session de la Commission Dewey.



donné la marginalité et la faiblesse de la Quatrième Internationale, la pression violente du stalinisme ne s'est pas seulement manifestée dans des courants et des dirigeants qui ont capitulé à ses positions politiques ; elle a aussi fait que certains ont commencé à capituler à la méthodologie de la calomnie. Un cas bien connu est celui des accusations, de la part du courant dirigé par Gerry Healy d'Angleterre et des dénommés « spartakistes », contre Joseph Hansen (dirigeant du SWP étasunien). Ce dernier était faussement accusé d'être complice de l'assassinat de Trotsky et d'être agent des services secrets staliniens quand il était le secrétaire de Trotsky au Mexique.

Le trotskyste argentin Nahuel Moreno a subi, lui aussi, les effets de cette méthodologie, presque dès le début de sa vie militante. Au début des années 1940, quand il exprimait des divergences avec Liborio Justo, alias Quebracho, le chef de l'organisation dans laquelle il militait alors, Moreno a été accusé d'être un « provocateur de la police ». Cela lui a causé alors une profonde dépression, et c'est peut-être pour cette raison, qu'il a inculqué à son courant, depuis le début, la nécessité de comprendre cette méthodologie et l'intransigeance face à elle.

La LIT-QI est née avec ce combat

Des décennies plus tard, lorsque le courant moréniste a fondé la LIT-QI, il l'a aussi fait en luttant contre la calomnie, non seulement du stalinisme, mais aussi de la part d'organisations et de dirigeants « trotskystes ».

En 1982, après l'échec de la tentative de fusion entre le morénisme et le courant dirigé par le Français Pierre Lambert (une tentative qui avait adopté le nom de Quatrième Internationale – Comité International), ce dernier a accusé Richard Napurí, le principal dirigeant péruvien du courant lambertiste, puis sénateur au Pérou, de voler de l'argent de son parti (le POMR). C'était une calomnie pour discréditer Napurí, qui avait des divergences avec Lambert concernant la politique pour le Pérou et la reconstruction de la IVe Internationale. Face à cette campagne, la formation d'un tribunal moral a été promue dans la séance même où la LIT-QI a été fondée. Ce tribunal était composé de dirigeants ouvriers et de socialistes latino-américains indépendants, et le verdict fut l'innocence de Napurí.

Autrement dit, le morénisme poursuit la tradition de Trotsky, de placer le problème moral comme une question centrale, essentielle, dans la construction d'organisations nationales et d'une Internationale véritablement révolutionnaire. Nous insistons : le problème moral a une dimension aussi importante, voire plus importante, que celle des positions programmatiques ou politiques.

L'UIT a abandonné le morénisme

C'est pourquoi il est si regrettable qu'un courant originaire du morénisme, qui vient de cette tradition, en l'occurrence l'UIT et le CST, opte aujourd'hui pour les mêmes méthodes que nous condamnons comme étant propres du stalinisme et de secteurs du trotskysme qui ont dégénéré. Ce comportement confirme une rupture profonde avec le morénisme, son essence et son concept.

La seule explication à cela est qu'ils ont cédé à la méthode du « tout est permis ». C'est pourquoi, faute de pouvoir défendre leur politique et leurs méthodes dans la lutte de classes, ils ont besoin de recourir à de fausses accusations et des mensonges conscients, pour empêcher que leurs erreurs politiques et leurs déviations bureaucratiques soient contestées par la base et les militants.

Mais, comme dans le cas du stalinisme et des courants trotskystes qui ont utilisé ces méthodes, ils ont démontré que ce processus a ses jours comptés. C'est surtout le cas pour les courants trotskystes : ils dégénèrent finalement en appareils bureaucratiques, ou se divisent en sectes de plus en plus sans morale ni autorité, jusqu'à n'être plus reconnaissables.[5] Toutefois, cela ne les empêche pas de causer des dommages importants dans l'avant-garde et une mauvaise éducation de toute une génération de militants. Il faut donc une attitude ferme de la part de ceux qui (comme la LIT) estiment qu'il est nécessaire de retrouver la morale révolutionnaire, pour que les nouvelles générations de combattants éradiquent cette méthodologie nocive des rangs du mouvement ouvrier international.

La chute de l'appareil stalinien, qui avait été le principal agent pour l'introduction et la promotion de la calomnie, a ouvert la possibilité de rééduquer les nouvelles générations dans cette voie. Mais nous devons être clairs et fermes. Nous ne pouvons pas tolérer l'introduction dans nos rangs de l'une des armes les plus dévastatrices de la bourgeoisie et du stalinisme.

Il faut balayer ce type de méthodes du mouvement ouvrier. Ceux qui y ont recours doivent savoir que, s'ils n'apportent pas les preuves de ce qu'ils disent, ils seront marqués comme des calomniateurs et des ennemis de la morale prolétarienne, comme des éléments dégénérés du mouvement ouvrier qui ne méritent aucune confiance.



Léon Trotsky et Joe Hansen, son secrétaire pendant son dernier exil, au Mexique. La collecte de cactus était un des passe-temps du vieux révolutionnaire.
Photo : Alex Buchman.

---

1 Nous recommandons la lecture d'une Déclaration de la LIT du 20 mai 2012 (supplément mensuel de *Courrier International*) : « En défense de la morale prolétarienne », publiée sur le site web de la LIT – http://www.litci.org/fr/ rubrique Publications / Déclarations

2 LIT-CI, *IX Congreso Mundial. Documentos y Resoluciones*. Ed. Marxismo Vivo, São Paulo, 2009, p. 81

3 L. Trotsky, *Leur morale et la nôtre*.

4 L. Trotsky, *Programme de transition*.

5 Voir ce qui s'est passé avec Healy qui, autrefois dirigeant d'une importante organisation d'avant-garde en Grande-Bretagne, a finalement été expulsé par la majorité de son organisation en raison de graves problèmes moraux.



Table des matières